

CONSO 1

**COMPTES CONSOLIDÉS ET AUTRES DOCUMENTS
À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS
ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE: Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques

Forme juridique: SC.....

Adresse: Avenue des Olympiades N°: 2..... Boîte:

Code postal: 1140 Commune: Evere

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, francophone

Numéro d'entreprise 0403.150.410

COMPTES CONSOLIDÉS en

MILLIERS D'USD

communiqués à l'assemblée générale du

14/06/2023

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

01/01/2022

au

31/12/2022

Exercice précédent du

01/01/2021

au

31/12/2021

Les montants relatifs à l'exercice précédent ne sont pas identiques à ceux publiés antérieurement.

Documents joints aux présents comptes consolidés: - le rapport de gestion consolidé
- le rapport de contrôle des comptes consolidés

À COMPLÉTER SI LES COMPTECONSOLIDÉS SONT DÉPOSÉS PAR UNE FILIALE BELGE

Dénomination de la filiale belge déposante (*article 3:26, §2, 4°, a) du Code des sociétés et des associations*)

Numéro d'entreprise de la filiale belge déposante

Nombre total de pages déposées: 99..... Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

Signature
(nom et qualité)

Signature
(nom et qualité)

Groupe SITA

Rapport Annuel 2022

Groupe SITA
Rapport annuel sur les états financiers
31 décembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

<u>PERFORMANCES FINANCIÈRES</u>	<u>4</u>
<u>COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....</u>	<u>10</u>
<u>ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....</u>	<u>11</u>
<u>ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - ACTIFS</u>	<u>12</u>
<u>ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - PASSIFS</u>	<u>13</u>
<u>ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....</u>	<u>14</u>
<u>ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE.....</u>	<u>15</u>
<u>ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</u>	<u>16</u>
<u>1. INFORMATIONS GÉNÉRALES & ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS.....</u>	<u>16</u>
<u>2. APERÇU DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES</u>	<u>18</u>
<u>3. CHIFFRE D'AFFAIRES</u>	<u>40</u>
<u>4. CHARGE DE MAIN D'ŒUVRE NETTE.....</u>	<u>41</u>
<u>5. AUTRES GAINS ET PERTES</u>	<u>42</u>
<u>6. PRODUITS ET CHARGES FINANCIÈRES</u>	<u>42</u>
<u>7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT.....</u>	<u>43</u>
<u>8. GOODWILL</u>	<u>44</u>
<u>9. IMMOBILISATION INCORPORELLES</u>	<u>47</u>
<u>10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	<u>50</u>
<u>11. CONTRATS DE LOCATION</u>	<u>51</u>
<u>12. ACTIFS ET PASSIFS CONTRACTUELS.....</u>	<u>52</u>
<u>13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS</u>	<u>54</u>
<u>14. IMPÔTS DIFFÉRÉS</u>	<u>54</u>
<u>15. STOCKS</u>	<u>55</u>

<u>16.</u>	<u>CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES.....</u>	<u>56</u>
<u>17.</u>	<u>INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS</u>	<u>58</u>
<u>18.</u>	<u>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....</u>	<u>59</u>
<u>19.</u>	<u>CAPITAUX PROPRES.....</u>	<u>59</u>
<u>20.</u>	<u>PENSIONS ET PROVISIONS POUR RETRAITE</u>	<u>61</u>
<u>21.</u>	<u>PROVISIONS</u>	<u>69</u>
<u>22.</u>	<u>FONDS DES MEMBRES</u>	<u>70</u>
<u>23.</u>	<u>EMPRUNTS.....</u>	<u>71</u>
<u>24.</u>	<u>AUTRES DETTES</u>	<u>72</u>
<u>25.</u>	<u>DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES</u>	<u>72</u>
<u>26.</u>	<u>GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS</u>	<u>72</u>
<u>27.</u>	<u>ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES.....</u>	<u>84</u>
<u>28.</u>	<u>ACTIVITÉS “PASSENGER SERVICES”</u>	<u>85</u>
<u>29.</u>	<u>ENGAGEMENTS ET CONTINGENCES</u>	<u>86</u>
<u>30.</u>	<u>RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS</u>	<u>87</u>
<u>31.</u>	<u>TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES.....</u>	<u>88</u>
<u>32.</u>	<u>HONORAIRES D'AUDIT ET AUTRES PRESTATIONS.....</u>	<u>89</u>
<u>33.</u>	<u>ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE DU BILAN.....</u>	<u>89</u>
<u>34.</u>	<u>FILIALES ET PARTICIPATIONS</u>	<u>90</u>
	<u>DÉTAILS DES FILIALES NON ENTIÈREMENT DÉTENUES AVEC DES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</u>	<u>92</u>
	<u>RAPPORT DU COMMISSAIRE INDÉPENDANT</u>	<u>93</u>
	<u>BUREAUX MONDIAUX.....</u>	<u>94</u>

PERFORMANCES FINANCIÈRES

(Conformément à l'article 3:32 du Code des sociétés belge)

La Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques (ci-après « SITA SC » ou la « Société ») est une société coopérative située 2 Avenue des Olympiades, à Bruxelles, Belgique. Fondée en 1949, SITA SC fournissait des services non lucratifs de réseau et de messagerie à ses membres qui appartiennent à la communauté des transports aériens. A partir du 1^{er} janvier 2022, les services de réseau sont fournis par SITA N.V., filiale de la Société, et SITA SC agit en tant que société holding du Groupe SITA, qui fournit des services intégrés d'information, d'infrastructure et de télécommunication (y compris les services de réseaux et de messagerie) aux aéroports, aux gouvernements et aux compagnies aériennes.

Les états financiers consolidés pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 englobent la Société et ses filiales, conjointement désignées dans le présent document par « le Groupe », ainsi que la participation de la Société dans des entreprises associées et des coentreprises.

Vue d'ensemble

- Chiffre d'affaires : 1 394 millions USD, en hausse de 3,8 % (2021 : 1 343 millions USD)
- Bénéfice net d'exploitation : 77,0 millions USD, en hausse de 61,4 millions USD (2021 : 15,6 millions USD)
- Bénéfice net : 35,8 millions USD (2021 : perte de 11,7 millions USD)

Chiffre d'affaires

Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 1 394 millions USD, en hausse de 3,8 % par rapport au chiffre d'affaires 2021 (1 343 millions USD).

La croissance du chiffre d'affaires a été amoindrie par l'arrêt de l'activité SITA Passenger Service Systems (PSS) finalisée au premier trimestre 2022. Le chiffre d'affaires de PSS est passé de 64,3 millions USD en 2021 à 27,5 millions USD en 2022. Hors PSS, le chiffre d'affaires progresse de 6,8 %.

Le trafic aérien mondial a accéléré sa reprise en 2022, le nombre de vols mondiaux atteignant environ 78% de celui de 2019 à la fin de l'année.

D'un point de vue géographique, l'Asie-Pacifique a le plus bénéficié de la reprise avec un chiffre d'affaires en hausse de 18,2%, bien que la croissance de la Chine soit ralentie par les restrictions de voyage encore en vigueur. Le Moyen-Orient et les Amériques ont également connu une croissance significative (respectivement 11,7% et 7,7%) tandis que le chiffre d'affaires de l'Europe a ralenti (de -8,8%), en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions qui en ont résulté contre la Russie.

Du point de vue portefeuille, la croissance du chiffre d'affaires a été principalement tirée par le portefeuille « applications » de SITA, qui a atteint 52% du chiffre d'affaires en 2022 (50% en 2021).

Résultat de l'exercice

En 2022, le Groupe a enregistré un bénéfice avant impôts de 63,5 millions USD (2021 : 13,2 millions USD), en hausse de 50,3 millions US\$ reflétant une solide performance par rapport à 2021. Hors activités PSS, le résultat avant impôts s'élève à 55,9 millions USD, en hausse de 44,2 millions USD par rapport à 2021.

Cette augmentation des bénéfices est principalement attribuable à l'augmentation des revenus, qui, à son tour, a généré des marges élevées. Cela a permis à SITA d'augmenter ses dépenses consacrées à l'amélioration de la

cybersécurité et à l'innovation dans de nouveaux domaines de croissance. Cela a également permis d'autres initiatives de restructuration afin de remodeler l'organisation et soutenir l'ambition de croissance de notre Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a bénéficié de résolutions favorables de contentieux se traduisant par des reprises de provisions, mais aussi de reprises de la provision pour pertes de crédit attendues. Le Groupe a également enregistré des plus-values exceptionnelles réalisées sur la cession d'actifs à long terme et d'une diminution des charges de dépréciation.

Trésorerie et dépenses d'investissement

Fin 2022, la position de liquidité du Groupe s'élevait à 693,5 millions USD, en hausse de 141,1 millions USD par rapport au début de l'année (2021 : 552,4 millions USD).

Tout au long de l'année 2022, le Groupe a maintenu une solide position de liquidité. La direction a réussi à obtenir des lignes de crédit de 400 millions USD sous la forme d'une facilité de crédit renouvelable syndiquée liée au développement durable (« syndicated sustainability linked revolving credit facility »). En 2021, le total des lignes de crédit disponibles pour le Groupe représentait 315 millions USD. Ces facilités de crédit sont inutilisées à fin 2022.

Le Groupe a généré des flux de trésorerie opérationnels de 118,3 millions USD (2021 : 132,4 millions USD), l'augmentation des stocks et des encours de projet à long terme ayant compensé les entrées de fonds provenant des créances et dettes commerciales.

Au cours de l'exercice, le Groupe a poursuivi ses investissements dans des actifs incorporels et corporels par le biais de programmes stratégiques et de projets générateurs de revenus. Cet investissement s'élève à 98,7 millions USD, soit 7,1 % de notre chiffre d'affaires (2021 : 85,5 millions USD, 6,4 % de notre chiffre d'affaires).

Le Groupe a reconnu 78,2 millions USD (2021 : 68,5 millions USD) de dépenses liées à la recherche et au développement, ces dépenses sont relatives à la conception et à l'essai de produits nouveaux, l'amélioration de produits existants et à l'investissement dans des domaines de croissance. 37,2 millions USD de ces dépenses ont été capitalisés (2021 : 43,1 millions USD). SITA a continué à se concentrer sur l'innovation en maintenant ses brevets essentiels, ce qui a porté à 351 le nombre total de brevets détenus par le Groupe (2021 : 349 brevets).

À la suite de la vente d'actifs à long terme, précédemment classés comme "détenus en vue de la vente", pour 161,9 millions USD, la trésorerie nette provenant des activités d'investissement a été positive en 2022, s'élevant à 64,2 millions USD contre une utilisation nette de trésorerie en 2021 de 66,8 millions USD. En 2021, pour compléter son offre de produits et ses capacités opérationnelles, le Groupe a également investi dans l'acquisition de Safety Line S.A.S. et dans le rachat des participations sans contrôle dans CHAMP Cargosystems S.A., ainsi que d'autres investissements mineurs pour un montant total de 37,0 millions USD.

En 2022, 38,3 millions USD de trésorerie nette ont été utilisés dans les activités de financement, dont 17,2 millions USD pour le remboursement des Certificats d'Investissement à nos membres. En excluant ce remboursement, la trésorerie nette utilisée dans les activités de financement a diminué de 103,5 millions USD par rapport à 2021, année où le Groupe a émis un prêt Schuldschein qui a généré une trésorerie nette de 115,2 millions USD.

Bilan

Les capitaux propres du Groupe ont augmenté de 100,5 millions USD pour atteindre 309,4 millions USD, en ligne avec le résultat de 2022, ainsi que la réévaluation nette des actifs « détenus en vue de la vente » et la réévaluation des gains et pertes actuariels sur les pensions.

Le total de l'actif s'élève à 1 623,2 millions USD, soit une augmentation de 34,9 millions USD par rapport à 2021, la diminution de nos immobilisations incorporelles à la suite de leur vente ayant entraîné une augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 141,1 millions USD. Les créances commerciales se sont réduites de 12,5 millions USD, les créances nettes échues ayant diminué de 4,8 millions USD.

Le total du passif a diminué de 70,2 millions USD en raison, principalement, de la réduction des engagements et provisions de pension, partiellement compensé par une augmentation des dettes commerciales et autres dettes. Les engagements de pension ont diminué de 40,5 millions USD par rapport à 2021, en raison des contributions employeurs, de la hausse des taux d'actualisation et de l'exposition au taux de change (principalement GBP et CHF contre USD).

Les provisions ont diminué de 47,2 millions USD et ont été principalement impactées par le règlement de pénalités liée à la cessation de nos activités PSS, ainsi que par l'absence de retombées réglementaires en matière de sécurité des données à la suite de l'incident signalé début 2021 (voir Rapport d'activité SITA 2021).

Gestion des risques

Les risques font partie de notre activité quotidienne. Pour répondre au besoin d'identifier et de maîtriser nos risques, le Groupe applique des actions, des procédures et des lignes directrices pour couvrir une ou plusieurs zones à risque. Ces éléments incluent, par exemple, les politiques et procédures internes, des structures organisationnelles définies avec des délégations de pouvoir appropriées, et des systèmes et directives de communication claires.

SITA a développé une structure de gestion des risques de l'entreprise afin d'identifier, d'évaluer, de documenter et de surveiller les risques pouvant impacter nos objectifs stratégiques, en particulier les risques liés à la cybersécurité, à la continuité, à la conformité et à la corruption. Ce dernier risque est considéré comme majeur en 2022.

La structure de gestion des risques de l'entreprise comprend la description du risque, l'estimation de son impact ainsi qu'une stratégie détaillée du traitement du risque et des plans soumis à une revue trimestrielle indépendante par l'audit interne de SITA, qui inclut un test approfondi de risques sélectionnés chaque année. Notre structure de gestion des risques est un outil essentiel pour la prise de décisions et pour l'élaboration des plans annuels d'audit interne. La structure de gestion des risques est intégrée dans la gouvernance de SITA : elle est discutée et mise à jour trimestriellement au niveau de la direction afin de mesurer l'évolution de l'environnement de risques compte tenu de la conception et de l'efficacité des réponses mises en place pour y répondre.

Ce processus permet de revoir continuellement l'application de nouveaux risques et/ou des mesures qui pourraient être prises à la suite de l'évolution de l'environnement interne et/ou externe. En 2022, la structure de gestion des risques a été enrichie par la définition et la collecte périodique des indicateurs clés de risques et de performances pour la plupart des risques inclus dans le registre des risques. Cela permet de fournir des données tangibles afin de mieux illustrer les tendances de risques présentés.

Les risques de fraude et de corruption sont des risques clés pour le management de SITA. Les politiques et procédures qui y sont relatives sont revues régulièrement, comme le Code de Conduite du Groupe SITA qui a été mis à jour en 2022. Des formations obligatoires sur des sujets tels que le contenu du Code de Conduite, les sanctions commerciales ou la lutte contre la corruption ont été actualisées et la participation à ces formations est revue et contrôlée. De plus, le concept de formation obligatoire a été revue en 2022 afin de mettre en lumière l'importance des risques mentionnés ci-dessus.

Les risques liés à la technologie et à la cybersécurité font intrinsèquement partie de la structure de gestion des risques de la Société. En 2022, comme en 2021, le Risk Management et le management du Groupe SITA ont continué d'améliorer la gestion de ces risques avec la mise en place d'un pratique revue et améliorée en matière de

cybersécurité (contenu, organisation, gouvernance, technologie et capacité), y compris la mise en place du programme stratégique ESIP+.

A côté de la structure des risques de l'entreprise, SITA a également développé des politiques spécifiques pour les risques financiers qui peuvent se matérialiser dans le déroulement normal de ses activités.

La gestion du risque de change est effectuée en conformité avec la politique de gestion du risque de change et de taux d'intérêt. Des options sur devises et des contrats à terme de devises pour couvrir les transactions futures sont utilisées en plus de la couverture naturelle des flux de trésorerie en devises étrangères.

En termes de risques financiers, SITA est exposé au risque de crédit par le biais de ses investissements en actions, ses créances commerciales, sa trésorerie et équivalents de trésorerie et ses produits dérivés sur devises.

La société gère ce risque en exigeant un niveau minimum de qualité de crédit des instruments financiers. Les risques relatifs à la solvabilité des clients sont gérés par le biais de l'évaluation continue de la solidité financière des nouveaux clients ainsi que des clients existants grâce à des vérifications de solvabilité et à l'utilisation de l'IATA Clearing House.

De plus, le risque de crédit clients pour SITA est réparti sur un grand nombre de clients présents dans diverses régions géographiques. L'exposition nette par client est limitée à cinq pour cent du montant des créances commerciales à un moment donné et la solvabilité des clients est évaluée régulièrement sur la base de la cote de crédit interne.

Des procédures de contrôle financier rigoureuses permettent au Groupe d'identifier rapidement les problèmes potentiels de livraison ou de paiement et de prendre les mesures appropriées.

Le risque de liquidité est géré par le maintien de réserves suffisantes, des facilités bancaires et des capacités d'emprunts réservés. Les prévisions et flux de trésorerie réels, les échéances prévues des actifs et passifs financiers et la solvabilité des contreparties avec lesquelles des arrangements financiers ont été conclus, sont surveillés.

Enfin, le Groupe fournit ses services partout dans le monde, y compris dans des pays où des tensions géopolitiques sont persistantes. Ce facteur, combiné à des exigences de conformité croissantes, nécessite une gestion des risques et un solide environnement de contrôle, de l'approbation des nouveaux accords contractuels jusqu'à la livraison finale et le paiement par le client.

Les détails relatifs à la gestion des risques et aux instruments financiers figurent dans les états financiers à l'Annexe 26.

Responsabilité sociale d'entreprise

A travers la responsabilité sociale d'entreprise (RSE), SITA s'engage à créer un avenir durable pour ses employés, ses activités, ses communautés et l'industrie du transport aérien.

Les principaux domaines d'interventions de SITA en ce qui concerne sa responsabilité sociale sont les suivants :

- La mobilisation des intervenants : Avec le soutien de KPMG Belgique, SITA a réalisé une double évaluation de matérialité. Grâce à des entretiens et des enquêtes menés auprès des employés de SITA, des clients, des fournisseurs, de l'équipe de direction, des membres du conseil d'administration et des associations de l'industrie du transport aérien, SITA a établi une liste de 10 sujets ESG importants pour ses partenaires et ayant un impact sur ses activités. Le plan d'action, les KPI et les objectifs seront déployés tout au long de l'année 2023.

- Des actions pour l'environnement : SITA a maintenu sa certification CarbonNeutral® sur la base de son empreinte environnementale 2021 réalisée par le groupe RSK. Cette réalisation est le résultat de fortes réductions des émissions de gaz à effet de serre liées aux opérations propres de SITA (-43% par rapport à 2021) et d'investissements dans des programmes de compensation carbone pour compenser les émissions restantes.

En janvier 2022, SITA a également annoncé un nouvel engagement consistant à fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, alignés sur la norme Net Zero de l'initiative « Science Based Targets (SBTi) » et « Business Ambition for 1,5 ° C », en attente de validation d'ici le 4^e trimestre 2023. Tout au long de 2022, SITA a mesuré toutes les catégories d'émissions de portée 1, 2 et 3 de 2019 afin d'établir ses objectifs de référence ainsi que ses objectifs de réduction à court et à long terme. Les objectifs ont été soumis au comité SBTi fin décembre 2022 et devraient être validés d'ici le 3^e trimestre 2023.

SITA a également obtenu la certification ISO14001:2015 pour son premier bureau au Moyen-Orient à Dubaï, ce qui signifie que huit sites sont désormais certifiés à travers toutes les régions.

- Des engagements pour la collectivité : Nous soutenons des communautés du monde entier par le biais de multiples programmes de RSE, d'activités communautaires locales, de soutiens caritatifs et de journées de bénévolat pour les employés de SITA. Nos programmes d'éducation en Afrique soutiennent les étudiants dans les universités et les écoles, la formation des enseignants et la création de nouveaux laboratoires informatiques.
- Des pratiques commerciales responsables : Les activités de SITA sont guidées par des principes et des pratiques fondamentaux, ainsi que par un code de conduite obligatoire afin d'assurer que nous demeurons une entreprise responsable, partout où nous opérons. Cet engagement se traduit par de multiples politiques, normes, gouvernance, formation et communications aux employés. Le code de conduite de SITA est disponible sur nos sites Web internes et externes.
- La durabilité de l'aviation : Nous continuons d'aider nos clients, les aéroports et les compagnies aériennes, à réduire leurs émissions et à renforcer leur résilience afin de protéger leurs entreprises contre les conséquences du changement climatique, telles que les impacts météorologiques. L'expansion de nos solutions numériques innovantes, telles que SITA eWAS, SITA OptiFlight ou AMS Emissions Calculator, permet d'optimiser les opérations aériennes et de gérer les perturbations météorologiques tout en économisant du carburant et en réduisant les émissions de CO2 et les coûts.

Personnel et diversité

Le Groupe SITA emploie plus de 4 800 personnes représentant plus de 130 nationalités dans le monde. Ce sont en définitive nos employés qui mettent en application notre stratégie commerciale.

Plus que jamais, il est essentiel pour la réalisation des objectifs du Groupe que nos collaborateurs disposent et développent les compétences adéquates. L'ambition de SITA est de construire, d'attirer et de retenir les talents. Nous créons une culture hautement performante avec un leadership fort et quatre valeurs fondamentales : S'engager pour le client, oser croître, essayer / échouer rapidement et le-faire-ensemble.

En conséquence, la proportion du personnel occupée dans les professions identifiées comme essentielles pour SITA est restée comparable à celle de l'an dernier à 39,0 % de notre personnel (39,0 % en 2021).

La diversité a toujours été une valeur fondamentale pour le Groupe. En tant qu'employeur "Equal Employment Opportunity (EEO)", nous nous opposons à toute discrimination et poursuivons une politique de diversité à travers nos équipes. Le conseil d'administration de SITA est actuellement composé de 13 administrateurs. Au 31 décembre

2022, il y avait trois femmes au conseil d'administration et une femme au comité de direction. Chez SITA, les femmes représentent 22 % de notre personnel.

Perspective pour 2023

Alors que le marché de l'industrie du transport aérien continue de se redresser à travers le monde, SITA entend poursuivre sa croissance en accompagnant ses clients et partenaires dans cette nouvelle ère du voyage. La pandémie a accéléré les tendances à la digitalisation qui permettront une meilleure collaboration et une plus grande agilité opérationnelle, mais qui renforceront également l'expérience de voyage transparente requise par les passagers.

Malgré les incertitudes liées à la hausse des prix de l'énergie, à la hausse de l'inflation, à la pression sur les coûts et à la poursuite de la guerre en Ukraine, SITA s'attend à ce que ses revenus augmentent en 2023, non seulement grâce à la reprise des volumes, mais aussi grâce au nouveau business de nos produits transformationnels (qui sont les produits qui stimulent la croissance de SITA).

Le succès de la mise en œuvre du programme SimplySITA, visant à simplifier notre structure, a permis à SITA de consolider toutes ses activités en une structure d'entreprise unique et robuste nous permettant de fonctionner avec agilité et efficacité. En 2023, le Groupe SITA continuera de se transformer, en adaptant son organisation grâce à son programme de transformation RISE ayant pour but de favoriser l'innovation, de générer une croissance organique et inorganique, d'améliorer l'efficacité et la qualité de notre offre de services et de mieux connecter nos employés et nos clients.

Tournée vers l'avenir, l'équipe de direction de SITA se concentre également sur la transformation de notre moteur technologique, faisant de SITA le leader technologique et le moteur de l'innovation pour l'industrie du transport aérien. Notre objectif est de continuer à moderniser notre portefeuille vers le Cloud, l'Edge Computing, le Software as a Service (SaaS) et l'ingénierie de plateforme, ce qui accélère notre capacité à créer de nouveaux produits à moindre coût.

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important pouvant conduire à un ajustement des états financiers n'est survenu après le 31 décembre 2022.

17 mars 2023

Apr 24, 2023

Apr 24, 2023

DocuSigned by:

Omar Jefri
06D5332397CC4E8...

Omar Jefri

Board Chair

Omar Jefri – SITA Board Chair

DocuSigned by:

Arasnipala Thattai Srinivasan
56747D16CAD642E...

Board vice-Chair

A.T. Srinivasan – SITA Board Vice-Chair

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Annexe	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021
Chiffre d'affaires	3	1 394 049	1 343 483
Charge de main d'œuvre nette	4	(639 252)	(643 323)
Services et biens divers		(433 705)	(417 890)
Matériel et équipements		(31 687)	(39 552)
Autres charges d'exploitation*		(108 449)	(87 464)
Charges d'amortissement et de réductions de valeur	8, 9,10,11	(127 330)	(135 312)
(Augmentation)/Diminution de la provision pour pertes de crédit attendues	16	1 775	(2 637)
Autres gains et pertes	5	21 609	(1 717)
Bénéfice net d'exploitation		77 010	15 588
Revenus financiers	6	12 221	7 216
Frais financiers	6	(25 747)	(9 647)
Bénéfice avant impôts		63 484	13 157
Charge d'impôt sur le résultat	7	(27 659)	(24 881)
Bénéfice net/(Perte nette) de l'exercice		35 825	(11 724)
Bénéfice net/(Perte nette) attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		15 421	(6 739)
Participations sans contrôle		20 404	(4 985)

*Les autres charges d'exploitation sont principalement liées aux immeubles, au matériel de bureau, aux commissions et aux coûts des voyages.

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Annexe	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021*
Bénéfice net/(Perte nette) de l'exercice		35 825	(11 724)
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en profits et pertes			
Réévaluations des régimes à prestations définies	20	22 294	23 906
Effet de l'impôt sur le revenu		1 671	(1 222)
Réévaluations des régimes à prestations définies nettes d'impôts		23 965	22 684
Variations de la juste valeur des instruments financiers	13	(318)	(261)
Effet de l'impôt sur le revenu		-	-
Variations de la juste valeur des instruments financiers nettes d'impôts		(318)	(261)
Variations de la juste valeur des immobilisations incorporelles	9	47 175	208 588
Effet de l'impôt sur le revenu		(3 810)	-
Variations de la juste valeur des immobilisations incorporelles nettes d'impôts		43 365	208 588
Éléments pouvant être reclassés en profits et pertes			
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	19	4 813	(9 092)
Effet de l'impôt sur le revenu		(1 227)	1 857
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie nettes d'impôts		3 586	(7 235)
Ecarts de change découlant de la conversion des opérations à l'étranger	19	(5 715)	(4 934)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts		64 883	218 842
Total du résultat global de l'exercice, net d'impôts		100 708	207 118
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		55 488	214 794
Participations sans contrôle		45 220	(7 676)

*Les chiffres de l'année précédente ont été ajustés suite au changement de méthode comptable (voir Annexe 2).

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - ACTIFS

Au 31 décembre 2022.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

ACTIFS	Annexe	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Actifs non courants			
Goodwill	8	57 689	59 160
Immobilisations incorporelles	9	166 127	188 189
Immeubles, installations et équipements	10	98 684	96 052
Droits d'usage liés aux contrats de location	11	37 951	41 304
Actifs liés aux contrats avec les clients	12	16 794	21 450
Autres actifs financiers	13	9 255	6 576
Actifs du régime de pension	20	15 370	19 468
Actifs d'impôts différés	14	62 358	59 206
		464 228	491 405
Actifs courants			
Actifs liés aux contrats avec les clients	12	38 713	45 112
Stocks	15	19 277	9 103
Créances commerciales et autres créances	16	315 668	328 143
Créances d'impôts sur le résultat	7	11 001	8 535
Instruments financiers dérivés	17	4 952	783
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	693 458	552 358
		1 083 069	944 034
Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	9,27	75 898	152 848
TOTAL DES ACTIFS		1 623 195	1 588 287

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - PASSIFS

Au 31 décembre 2022.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	Annexe	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Capitaux propres			
Capital émis	19	42	42
Réserves		(27 368)	(83 303)
Participations sans contrôle		336 768	292 189
Capitaux propres totaux		309 442	208 928
Passifs non courants			
Pensions et provisions pour retraite	20	83 083	123 607
Dettes d'impôts différés	14	11 707	7 493
Passifs liés aux contrats avec les clients	12	19 625	31 482
Fonds des membres	22	49 086	62 726
Emprunts	23	104 223	109 053
Autres dettes	24	15 027	15 040
Provisions	21	11 880	16 868
Passifs liés aux obligations locatives	11	28 833	27 768
		323 464	394 037
Passifs courants			
Fonds des membres	22	290 149	291 818
Passifs liés aux contrats avec les clients	12	74 766	60 467
Dettes commerciales et autres dettes	25	433 819	405 311
Emprunts	23	2 437	2 093
Dettes d'impôts sur le résultat	7	121 871	114 675
Provisions	21	46 861	89 027
Passifs liés aux obligations locatives	11	13 814	19 340
Instruments financiers dérivés	17	1 946	2 591
		985 663	985 322
Passifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	27	4 626	-
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		1 623 195	1 588 287

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Capital émis	Réserve de conversion	Réserves de réévaluation	Réserve de couverture	Autres réserves	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	Participation sans contrôle	Capitaux propres totaux
Solde au 1er janvier 2021*	42	3 299	(99 421)	3 570	14 168	(78 342)	315 714	237 372
Bénéfice net/(Perte nette)	-	-	-	-	(6 739)	(6 739)	(4 985)	(11 724)
Autres éléments du résultat global	-	(1 417)	227 133	(4 183)	-	221 533	(2 691)	218 842
Total du résultat global	-	(1 417)	227 133	(4 183)	(6 739)	214 794	(7 676)	207 118
Transfert du résultat actuaire entre SITA SC et SITA N.V.	-	-	43 726	-	(39 593)	4 133	5 004	9 137
Variation de l'excédent à répartir non distribuable	-	-	-	-	(224 616)	(224 616)	-	(224 616)
Transferts de réserves	-	(2 633)	(56 897)	-	59 530	-	-	-
Acquisition de participations sans contrôle	-	138	233	-	468	839	(19 507)	(18 668)
Dividende versé à des participations sans contrôle	-	-	-	-	-	-	(65)	(65)
Autre	-	18	77	-	(164)	(69)	(1 281)	(1 350)
Solde au 31 décembre 2021	42	(595)	114 851	(613)	(196 946)	(83 261)	292 189	208 928
Bénéfice net/(Perte nette)	-	-	-	-	15 421	15 421	20 404	35 825
Autres éléments du résultat global	-	(2 613)	41 058	1 622	-	40 067	24 816	64 883
Total du résultat global	-	(2 613)	41 058	1 622	15 421	55 488	45 220	100 708
Transferts de réserves	-	-	(129 703)	-	129 703	-	-	-
Dividende versé à des participations sans contrôle	-	-	-	-	-	-	(393)	(393)
Autre	-	-	-	-	447	447	(248)	199
Solde au 31 décembre 2022	42	(3 208)	26 206	1 009	(51 375)	(27 326)	336 768	309 442

*Les chiffres de l'année précédente ont été ajustés suite au changement de méthode comptable (voir Annexe 2).

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

Exprimé en milliers USD, sauf indication contraire.

	Annexe	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Trésorerie nette des activités d'exploitation			
Bénéfice net/(Perte nette) de la période		35 825	(11 724)
Ajustements relatifs aux éléments non-monétaires		56 630	145 551
Flux de trésorerie d'exploitation avant mouvements du capital d'exploitation		92 455	133 827
(Augmentation)/baisse des stocks	15	(10 174)	693
(Augmentation)/baisse des créances commerciales & autres, nette des éléments non-monétaires	16	13 192	(42 458)
Augmentation/(baisse) des dettes commerciales et autres, nettes des éléments non-monétaires	25	46 448	64 568
Trésorerie nette des opérations		141 921	156 630
Impôts sur le revenu payés		(23 579)	(24 241)
Trésorerie nette des activités d'exploitation		118 342	132 389
Flux de trésorerie résultant des activités d'investissement			
Intérêts reçus	6	4 090	2 753
Achat d'immobilisations corporelles	10	(45 357)	(31 904)
Achat d'immobilisations incorporelles	9	(53 346)	(53 641)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	9,10	161 911	51 599
Autres produits		385	1 410
Acquisition de filiales et d'entreprises associées	27	(3 476)	(37 032)
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement		64 207	(66 815)
Flux de trésorerie résultant des activités de financement			
Intérêts payés	6	(3 574)	(2 582)
Variation des fonds des membres, nette des éléments non-monétaires	22	(17 228)	(282)
Dividende versé à des participations sans contrôle		(393)	(65)
Augmentation des emprunts	23	6 821	115 193
Baisse des emprunts	23	(4 872)	(6 196)
Remboursement des passifs liés aux obligations locatives	11	(19 024)	(23 653)
Trésorerie nette (utilisée dans le cadre des)/fournie par les activités de financement		(38 270)	82 415
Augmentation/ (baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		144 279	147 989
Déficiences de change relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie		(1 199)	(1 818)
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"		(1 980)	-
Mouvements nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		141 100	146 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		552 358	406 187
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		693 458	552 358
		141 100	146 171

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES & ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Activités économiques et historique

La Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques (ci-après « SITA SC » ou la « Société ») est une société coopérative située 2 Avenue des Olympiades, à Bruxelles, Belgique. Fondée en 1949, SITA SC fournissait des services non lucratifs de réseau à ses membres qui appartiennent à la communauté des transports aériens. A partir du 1^{er} janvier 2022, les services de réseau sont fournis par SITA N.V., filiale de la Société, et SITA SC agit en tant que société holding du Groupe SITA, qui fournit des services intégrés d'information, d'infrastructure et de télécommunication (y compris les services de réseaux et de messagerie) aux aéroports, aux gouvernements et aux compagnies aériennes.

Les états financiers consolidés pour l'exercice clôturé le 31 décembre, 2022 englobent la Société et ses filiales, conjointement désignées dans le présent document par « le Groupe », ainsi que la participation de la Société dans des entreprises associées et des coentreprises.

Le nombre d'actions émises par SITA N.V. à SITA SC représentait 45,23% de son capital social total (40,31% détenu directement et 4,92% détenu indirectement). Le nombre d'actions à émettre a été déterminé en tenant compte de la valorisation de SITA N.V. réalisée par un tiers indépendant.

Les participations sans contrôle mentionnées au bilan représentent les 54,77% de SITA N.V. détenus par SITA Group Foundation, pour le compte des porteurs du certificat SITA N.V. et SITA Trust Foundation.

Environnement économique mondial

En 2022, le transport aérien mondial s'est progressivement redressé à la suite de la levée des restrictions de voyage et de la demande ainsi libérée. Le nombre de vols mondiaux au 3^e trimestre 2022 a atteint 82% du 3^e trimestre 2019 et a continué à se redresser. Le niveau de redressement est inégal à travers le monde, le volume Asie-Pacifique restant impacté par des mesures de confinement tandis que les volumes Moyen-Orient-Afrique sont presque complètement revenus à la normale. En outre, l'invasion russe en Ukraine et la hausse des prix de l'énergie alimentent l'inflation dans le monde entier, en particulier en Europe.

Impact sur l'activité

En 2022, les volumes d'affaires de SITA se sont redressés en ligne avec l'industrie mondiale du transport aérien, le volume de passagers ayant augmenté de 18% par rapport à décembre 2021. Par rapport à 2021, cela s'est traduit par une augmentation des revenus de 50,6 millions de dollars USD et une augmentation du bénéfice avant impôt de 63,5 millions de dollars USD (+383% par rapport à 2021), malgré l'impact négatif de la guerre en Ukraine.

Après l'invasion russe de l'Ukraine, des sanctions ont été prises contre le gouvernement russe et les organisations connexes. En conséquence, SITA a cessé de desservir un certain nombre d'aéroports et de transporteurs, ce qui représente des volumes de 26 millions de dollars USD.

Liquidité du Groupe et continuité d'exploitation

A la clôture de l'exercice 2022, le Groupe conserve une solide position de liquidité. En sus de l'émission en 2021 de prêt Schuldschein (EUR 95,0 millions USD ; 100,8 millions USD au 31 décembre 2022), le Groupe a collecté 161,9 millions USD résultant de la cession d'actifs détenus en vue de la vente.

Le Groupe a également réussi à obtenir 400,0 millions USD de facilités de crédit sous la forme d'une facilité de crédit renouvelable syndiquée liée au développement durable (« syndicated sustainability linked revolving credit facility »).

En conséquence, à la fin de l'année, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 693,5 millions USD (2021 : 552,4 millions USD). En conséquence, l'équipe de direction peut confirmer que le Groupe sera en mesure de continuer son exploitation.

Risque de crédit

Le risqué de crédit est resté un risque significatif en 2022. Afin de limiter ce risque, le Groupe a continué d'appliquer strictement ses politiques internes en matière de trésorerie et de gestion du risque de contrepartie client (voir Annexe 16 et Annexe 26) qui avaient été renforcées en réaction à la crise liée au COVID-19.

Fin 2022, les investissements du Groupe sont détenus par 10 grandes banques avec une notation de haute qualité (notation BBB et plus) et la provision pour perte de crédit attendues s'élève à 41,8 millions USD (2021 : 48,1 millions USD).

Valorisation des actifs

En ligne avec la pression accrue sur les taux d'intérêt dans le monde, le Groupe a revu à la hausse les taux d'actualisation utilisés pour le test de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Cela n'a pas entraîné de nouvelles pertes de valeur pour 2022, démontrant la résilience de l'activité SITA.

Toutefois, le Groupe a décidé de déprécier les avoirs détenus en Russie et par rapport aux clients russes, afin de refléter la perte attendue des sanctions prises dans le cadre de la guerre en Ukraine (3,8 millions de dollars USD).

À la suite de la numérisation croissante des pratiques de travail et à la généralisation du travail à domicile, SITA réduit l'espace utilisé dans ses bureaux à travers le monde, ce qui entraîne des zones libérées dans certains bureaux générant une perte de valeur des droits d'usage liés aux contrats de location pour 2,0 millions de dollars USD.

SimplySITA

Au 31 décembre 2021, les activités de réseau et de messageries (Network & Messaging – N&M) ont été arrêtées au sein de SITA SC et relancées, depuis le 1^{er} janvier 2022, au sein du Groupe SITA N.V. Au cours de l'exercice, le Groupe a continué le transfert d'un nombre limité d'actifs et de passifs dans les pays restants et a entamé le processus de liquidation des succursales de SITA SC.

Ces transactions étant internes au Groupe, elles n'ont pas d'impact direct sur ces comptes consolidés.

Acquisitions et cessions

Au 30 septembre 2022, le Group a cédé 100% des titres de la société Regulis S.A., basée au Luxembourg, à ISC Atlantic Services INC (voir Annexe 27).

Actifs détenus en vue de la vente

Actifs incorporels

Au cours de l'exercice, le Groupe a réussi à vendre 117,0 millions USD des 152,8 millions USD de son portefeuille d'actifs incorporels classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2021. Ces ventes ont généré une plus-value de 14,8 millions USD (voir Annexe 5 et Annexe 9).

En 2022, le Groupe a également reconnu 29,5 millions USD d'actifs incorporels additionnels comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2022 (voir Annexe 9).

Aviareto Limited

Le Groupe a pris la décision, en 2022, de mettre en vente ses parts dans Aviareto Limited, une société irlandaise qui gère le Registre international pour les biens aéronautiques, une base de données centrale qui enregistre les droits réels portant sur des cellules d'aéronefs, des moteurs d'avions et des hélicoptères.

Tous les actifs et passifs détenus par Aviareto Limited ont été reclasés en actifs et passifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2022 (voir Annexe 27).

Autorisation de délivrance

Les états financiers ont été autorisés à la publication par le conseil d'administration le 17 mars 2023.

2. APERÇU DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

(A) Base de préparation

La Société prépare ses états financiers conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) ainsi que toutes les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) qui sont applicables telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE) pour l'année 2022.

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, sauf pour certains comptes pour lesquels les normes IFRS imposent une autre convention. Un tel écart par rapport au coût historique est précisé dans les présentes annexes.

Dans la mesure où aucun titre ni dette du Groupe n'est négocié sur un marché public, la norme IAS 33 « Résultat par action » et la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » ne s'appliquent pas.

Les transactions financières sont enregistrées en dollars US, dans la mesure où les recettes et les dépenses du Groupe sont essentiellement libellées en dollars US. En conséquence, le dollar US a été adopté comme devise de présentation. Tous les montants sont arrondis au millier, sauf indication contraire.

Ces états financiers consolidés ont été préparés dans un contexte de continuité d'exploitation tel que décrit dans l'Annexe 1.

(B) Normes et interprétations en vigueur au cours de la période actuelle

Les principes comptables appliqués sont cohérents avec ceux de l'exercice précédent, à l'exception des interprétations nouvelles ou modifiées IFRS et IFRIC adoptées par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2022 :

- Amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles » – Produit avant utilisation prévue (en vigueur au 1^{er} janvier 2022) ;
- Amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » – Référence au cadre conceptuel (en vigueur au 1^{er} janvier 2022) ;
- Améliorations annuelles aux normes IFRS 2018-2020 (Amendements à IFRS 1, IFRS 9, IAS 41 and IFRS 16) (en vigueur au 1^{er} janvier 2022).

L'adoption de ces normes et interprétations n'a entraîné aucun changement dans les politiques comptables du Groupe et n'a pas eu d'impact significatif sur ces états financiers consolidés.

Le Groupe a décidé de d'appliquer anticipativement, au 1^{er} janvier 2021, l'amendement à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » relatif aux coûts d'exécution d'un contrat déficitaire, normalement effectif à partir du 1er Janvier 2022.

(C) Changements dans les méthodes comptables survenus au cours de l'exercice

Jusqu'au 31 décembre 2021, SITA SC fonctionnait comme une organisation coopérative sans but lucratif. Les services étaient fournis aux membres de SITA SC à prix coûtant et tout excédent de fin d'exercice (« excédent à répartir ») ou déficit (« insuffisance de recouvrement ») était redistribué aux membres sur la base des comptes annuels SITA préparés conformément aux règles belges en matière de comptes (« Belgian GAAP »).

SITA SC ne comptabilisait aucun bénéfice non distribué selon les normes IFRS et, par conséquent, présentait la partie de l'excédent à répartir calculée en IFRS mais non prise en compte dans les normes belges (le « recouvrement excédentaire non-distribuable ») comme faisant partie des autres éléments du résultat global.

Depuis le 1er janvier 2022, SITA SC agit, sur une base lucrative, en tant que holding du groupe SITA et a mis fin au mécanisme de « excédent à répartir / insuffisance de recouvrement ». Par conséquent, à l'avenir, SITA SC présentera les bénéfices reportés selon les normes IFRS comme les sociétés commerciales. Compte tenu de la nature du recouvrement excédentaire non distribuable et de la définition IFRS des bénéfices reportés, le solde restant des recouvrements excédentaires non distribuables a été reclassé dans les bénéfices reportés.

Ce reclassement constitue un changement de méthodes comptables tel que décrit dans IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et doit être appliqué rétrospectivement à compter du 1er janvier 2021.

Impact au 1^{er} janvier 2021

	Après reclassification	Avant reclassification
Autres éléments du résultat global incluant:	(95 851)	(35 152)
- Réserves de réévaluation	(99 421)	(99 421)
- Réserve de couverture	3 570	3 570
- Excédent à répartir non distribuable	-	60 699
Autres réserves (incluant le résultat reporté)	14 168	(46 531)

Impact sur le résultat global de 2021

	Après reclassification	Avant reclassification
Bénéfice net/(Perte nette) de l'exercice	(11 724)	(11 724)
Réévaluations des régimes à prestations définies nettes d'impôt	22 684	22 684
Variations de la juste valeur des instruments financiers nettes d'impôts	(261)	(261)
Variations de la juste valeur des immobilisations incorporelles nettes d'impôts	208 588	208 588
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie nettes d'impôts	(7 235)	(7 235)
Variation totale de l'excédent à répartir non distribuable	-	(224 616)
Ecarts de change découlant de la conversion des opérations à l'étranger	(4 934)	(4 934)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	218 842	(5 774)
Total du résultat global de l'exercice, net d'impôts	207 118	(17 498)
Attribuable aux :		
Actionnaires de la Société	214 794	(9 822)
Participations sans contrôle	(7 676)	(7 676)

Impact au 31 décembre 2021

	Après reclassification	Avant reclassification
Autres éléments du résultat global incluant:	114 238	4 440
- Réserves de réévaluation	114 851	114 851
- Réserve de couverture	(613)	(613)
- Excédent à répartir non distribuable	-	(109 798)
Autres réserves (inclusif le résultat reporté)	(196 946)	(87 148)

Cette reclassification n'a pas d'impact sur les fonds propres du Groupe.

(D) Nouvelles normes IFRS publiées et révisées mais pas encore en vigueur

À la date d'autorisation de publication de ces états financiers consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient publiées, mais pas encore en vigueur ou pas adoptées par l'Union Européenne (UE) :

- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » – Information sur les méthodes comptables (en vigueur au 1^{er} janvier 2023) ;
- Amendements à IAS 8 « Méthodes comptables, changements dans les estimations comptables et erreurs » – Définition des estimations comptables (en vigueur au 1^{er} janvier 2023) ;
- Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » – Impôt différé relatif aux actifs et passifs découlant d'une transaction unique (en vigueur au 1^{er} janvier 2023) ;
- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » – Classification des passifs courants ou non courants (en vigueur au 1^{er} janvier 2024).

L'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations durant les exercices futurs ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers lors de leur première application.

(E) Jugements et estimations comptables significatifs

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS impose à la direction de prendre des décisions, d'adopter des estimations et hypothèses qui ont un effet sur l'application des conventions comptables et sur les montants rapportés des actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des montants déclarés de produits et charges pendant la période comptable.

Bien que ces estimations soient fondées sur une connaissance approfondie des événements en cours et des mesures que le Groupe pourrait prendre à l'avenir, les résultats réels peuvent, en fin de compte, différer de ces estimations. Les éléments suivants constituent les jugements et estimations comptables significatifs que la direction a adoptées lors du processus d'application des méthodes comptables du Groupe et dont l'effet est le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Comptabilisation des revenus

En prenant ses décisions, la direction a considéré les critères détaillés pour comptabiliser les revenus provenant des contrats avec les clients décrits dans la norme IFRS 15 « Revenu des contrats avec les clients ». Ceci inclut :

- Les critères pour l'identification des obligations de performance distinctes au sein des contrats et l'allocation du prix de transaction en fonction de cela ;
- Les critères pour la reconnaissance du revenu à un moment précis venant des ventes de biens et services et, en particulier, si le Groupe a transféré le contrôle des biens à l'acquéreur ;
- Les critères pour reconnaître progressivement le revenu des contrats de service et de construction et, en particulier, le rythme de reconnaissance de revenu lié à l'accomplissement de l'obligation de performance ; et
- Les critères pour l'identification des coûts encourus pour obtenir ou remplir les contrats.

Pertes de valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Le modèle des pertes de crédit attendues à appliquer en IFRS 9 pour les instruments financiers comptabilisés au coût amorti requiert un jugement du management dans l'estimation de la moyenne pondérée des futures pertes en fonction du risque de crédit de chaque instrument financier. Se référer à l'Annexe 16 et à l'Annexe 26.

Test de dépréciation pour le goodwill, les immobilisations corporelles, incorporelles et les droits d'usage

Les estimations et décisions afférentes aux tests de dépréciation sont appliquées de manière cohérente d'année en année. Les flux financiers attendus liés aux unités génératrices de trésorerie ou les actifs individuels sont principalement basés sur le Business Plan à 3 ans. Le taux d'actualisation utilisé dans les tests de dépréciation est dérivé de données de marché pour les secteurs pertinents ou les entreprises similaires. Voir Annexes 8, 9, 10 et 11.

Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur

Ces actifs et passifs sont relatifs aux immobilisations incorporelles disponibles à la vente (Annexe 9) et aux instruments financiers dérivés (Annexe 17). L'évaluation des actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur est avant tout basée sur les données de marché disponibles ou sur l'assistance de tiers externes qui fournissent une estimation de la juste valeur.

Provisions

Le Groupe est tenu d'utiliser des estimations dans l'évaluation de ses provisions. Les hypothèses principales se rapportent aux flux financiers décaissés attendus. Pour les affaires juridiques dans lesquelles le Groupe est impliqué, la direction établit une évaluation, sur la base de conseils juridiques appropriés. Voir Annexe 21.

Durée d'utilisation et valeurs résiduelles des actifs

Les durées d'utilisation estimées nécessitent une estimation par catégorie d'actif. La base pour les durées d'utilisation estimées suit l'utilisation sous-jacente de l'actif ainsi que la durée économique attendue d'utilisation.

Les estimations et les hypothèses associées qui sont basées sur l'expérience historique et de nombreux autres facteurs dont on estime qu'ils sont raisonnables dans ces circonstances constituent la base de l'appréciation des valeurs comptables des actifs et passifs qui ne sont pas immédiatement dérivés d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées sur une base permanente. Les révisions des estimations comptables sont enregistrées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée dès lors que la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou bien dans la période de la révision et au cours des périodes futures lorsque la révision entraîne des répercussions sur la période actuelle et sur les périodes futures.

Passifs liés à des obligations locatives

La valorisation du passif locatif oblige le Groupe à définir les loyers qui seront payés au bailleur sur la durée résiduelle du contrat. Cela implique la nécessité de prendre des hypothèses concernant diverses options (arrêt anticipé, extension, etc.) incluses dans le contrat.

Charges fiscales courantes et différées

Le Groupe fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux effectués par l'administration fiscale dans les pays dans lesquels il exerce ses activités. Le Groupe évalue chaque point au cas par cas et, le cas échéant, il constitue des provisions pour des dettes fiscales éventuelles.

Lorsqu'il y a des pertes fiscales dans certains pays, le Groupe doit évaluer si des impôts différés actifs doivent être comptabilisés et quels sont les montants d'actifs d'impôt différé qui peuvent être recouvrés. Ces estimations sont réalisées sur la base des prévisions de rentabilité future documentées dans le plan quadriennal du Groupe.

Obligations au titre des prestations définies

L'évaluation des obligations au titre des prestations définies nécessite que le Groupe fasse des estimations en termes de croissance future des salaires, de taux d'actualisation, de mortalité, etc. Celles-ci sont détaillées dans l'Annexe 20.

(F) Méthodes comptables détaillées

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers du Groupe et des entités qu'il contrôle (voir Annexe 34 concernant les filiales intégrées dans le périmètre de consolidation) au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période comptable que la société-mère, en utilisant des principes comptables cohérents. Il y a contrôle sur l'entreprise détenue lorsque le Groupe est exposé aux variations du résultat de l'entreprise détenue ou lorsque le Groupe détient des droits y afférents, par son implication et à la capacité d'influencer ces résultats par le pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue.

Base de consolidation

Les filiales sont consolidées par intégration globale à la date d'acquisition, date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sortent du périmètre de consolidation à partir de la date de cessation du contrôle. L'intégralité des transactions et soldes de comptes entre sociétés du Groupe est éliminée lors de la consolidation. Un changement dans le pourcentage d'intérêt dans une filiale qui n'aboutit pas à un changement de contrôle est comptabilisé

comme une transaction de capitaux propres. Les pertes sont attribuées aux participations minoritaires, même si cela entraîne un solde déficitaire.

Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise les actifs (y compris le goodwill) et passifs de la filiale, décomptabilise la valeur comptable des participations minoritaires, décomptabilise les différences de conversion cumulées, enregistrées dans les autres éléments du résultat global, comptabilise la juste valeur de la contrepartie reçue, comptabilise la juste valeur de tout investissement retenu, comptabilise tout surplus ou déficit en bénéfice ou perte et reclasse les éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en bénéfice ou perte.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. Le coût de l'acquisition est évalué comme étant la somme de la contrepartie transférée, estimée à sa juste valeur à la date d'acquisition et du montant des participations minoritaires dans l'entreprise acquise. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'entreprise acquise évalue la participation minoritaire dans l'entreprise acquise à la proportion des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition sont pris en charges.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue l'actif et le passif financiers repris en vue de leur classification adéquate et de leur identification conformément aux modalités contractuelles, aux circonstances économiques et aux conditions pertinentes à la date d'acquisition.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, le Groupe réévalue la participation qu'il détenait précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise la perte ou le profit éventuel dans le compte de résultat.

Toute contrepartie éventuelle à transférer sera comptabilisée à sa juste valeur à la date d'acquisition. Les changements à postériori de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisés conformément à la norme IFRS 9, soit en compte de résultat. Si la contrepartie éventuelle est classée comme un autre élément du résultat global, elle n'est pas réévaluée jusqu'à ce qu'elle soit réglée au niveau des capitaux propres.

En l'absence de traitement comptable prescrit pour les contreparties éventuelles dans les normes IAS 27 et IFRS 10 concernant l'acquisition de participations sans contrôle, le Groupe suit les orientations d'IFRS 3 de la manière décrite ci-dessus.

Goodwill

Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise (si applicable), sur la valeur nette à date d'acquisition des actifs acquis et passifs éventuels identifiables. Si après réévaluation, la valeur nette à la date d'acquisition des actifs acquis et passifs éventuels identifiables excède la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise (si applicable), l'excès est immédiatement comptabilisé en compte de résultat en tant que profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Le goodwill découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date d'acquisition de l'entreprise, déduction faite des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill est alloué sont soumises annuellement à un test de perte de valeur et chaque fois qu'il existe un indice d'une telle perte, en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est imputée de manière

à réduire d'abord la valeur comptable de tout goodwill alloué à l'unité et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Une perte de valeur constatée sur goodwill n'est pas reprise au cours d'une période ultérieure. Lors de la cession d'une filiale, le montant de goodwill alloué est intégré dans la détermination du profit ou de la perte lors de la cession. Si la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est supérieure au coût du regroupement d'entreprises, l'excédent restant après réévaluation est immédiatement comptabilisé au compte de résultat.

b) Recouvrement excédentaire distribuable et non-distribuable

Jusqu'au 31 décembre 2021, SITA SC était constituée sous la forme d'une organisation coopérative sans but lucratif. Conformément à ses statuts et à son manuel financier, SITA SC fournissait des services à ses membres à prix coûtant. Le recouvrement des coûts pour les services de réseau partagés était effectué par débit mensuel basé sur l'activité de réseau de chaque membre ainsi qu'un ajustement annuel.

Tout excédent (« excédent à répartir ») ou déficit (« insuffisance de recouvrement ») à la fin de l'année était redistribué aux membres par le biais de factures, en proportion de leurs contributions aux services de SITA SC pendant l'année, sur la base des comptes annuels approuvés par l'assemblée générale annuelle.

SITA SC ne comptabilisait aucun bénéfice non distribué selon les normes IFRS et ne comptabilisait que les réserves requises en vertu des normes IFRS, établies soit directement, soit indirectement via les autres revenus globaux.

Par conséquent, la part de l'excédent calculée selon les normes IFRS qui n'était pas présentée selon les normes comptables belges (c'est-à-dire le recouvrement excédentaire non-distribuable) était présenté comme élément des autres revenus globaux, par analogie avec d'autres transactions qui sont enregistrées dans les autres revenus globaux selon les normes IFRS (écart de conversion de devises étrangères, montants reportés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie et plans de retraite à obligations définies).

Depuis le 1er janvier 2022, SITA SC a cessé de rendre des services sur une base non lucrative et a mis fin au mécanisme de « excédent à répartir / insuffisance de recouvrement ». Par conséquent, le solde restant des recouvrements excédentaires non distribuables a été reclassé dans les bénéfices reportés.

c) Devises

Monnaie de présentation

La monnaie de présentation du Groupe pour les états financiers consolidés du Groupe est le dollar US car il s'agit de la monnaie de l'environnement économique primaire dans lequel le Groupe opère.

Transactions et soldes en devises étrangères

Les transactions en devises autres que la monnaie fonctionnelle sont initialement enregistrées aux taux de change en vigueur à la date des transactions considérées.

Les gains et pertes résultant du règlement des transactions en devises et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés au compte de résultat comme « produits financiers » et « charges financières ».

Les écarts de change découlant de la reconversion des éléments non monétaires évalués à la juste valeur sont enregistrés comme « produits ou pertes de change » au compte de résultat de la période. Concernant ces éléments non monétaires, toute composante de change de ce profit ou de cette perte est également directement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Entités étrangères

Pour la présentation des états financiers consolidés, les états financiers des entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation du Groupe sont convertis en dollars US comme suit :

- Les actifs et les passifs (y compris les données comparatives) sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- Les produits et les charges (y compris les données comparatives) sont convertis aux taux de change moyens de la période, à moins que les taux de change n'aient fluctué de manière significative au cours de cette période, auquel cas les taux de change aux dates des transactions sont utilisés.
- Les potentiels écarts de change qui en découlent sont classés comme capitaux propres et transférés dans les réserves de conversion du Groupe. Ces écarts de conversion sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'opération à l'étranger est cédée.

Au cours de l'exercice 2022, certains pays se sont retrouvés dans des situations d'hyper-inflation. La devise fonctionnelle des entités SITA actives dans ces pays étant le dollar US, cette situation n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

d) Immobilisations incorporelles

Comptabilisation initiale

Immobilisations incorporelles acquises

Les licences, brevets, marques commerciales, droits similaires et logiciels sont initialement évalués au coût d'acquisition. Le coût des actifs incorporels obtenus dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est initialement évalué à la juste valeur.

Coûts de développement des logiciels informatiques

Les coûts qui sont directement associés à des logiciels uniques et identifiables, contrôlés par le Groupe et qui procureront des avantages économiques probables dépassant le coût au-delà d'un an, sont comptabilisés comme des actifs. Les autres coûts associés au développement ou à l'entretien des programmes informatiques sont enregistrés comme charges lorsqu'ils sont encourus.

Les coûts directs comprennent les charges de personnel de l'équipe de développement du logiciel ainsi que la partie correspondante des frais généraux y afférents, nécessaires à la création de l'actif et susceptibles d'être imputés à l'actif sur une base raisonnable et cohérente.

Immobilisations incorporelles générées en interne – dépenses de recherche et développement

Les dépenses consacrées aux activités de recherche, engagées dans la perspective d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou techniques, sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts engagés sur les projets de développement (liés à la conception et à l'essai de produits nouveaux ou améliorés) sont comptabilisés comme des actifs incorporels dès que l'actif peut être clairement identifié, que les coûts de développement peuvent être évalués de manière fiable et pour autant qu'il soit probable que l'actif créé procurera des avantages économiques futurs. Les autres dépenses de développement sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement antérieurement comptabilisées comme des charges ne sont pas comptabilisées comme un actif au cours d'une période ultérieure.

Immobilisations incorporelles disponibles à la vente

Les immobilisations incorporelles disponibles à la vente sont des adresses IP détenues mais non-utilisées qui sont disponibles pour une potentielle utilisation ou vente future. Elles sont initialement évaluées au coût d'acquisition.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres actifs incorporels consistent en droits contractuels, logiciels et approbations fournies par les autorités. Ils sont initialement évalués au coût d'acquisition.

Evaluation après comptabilisation

Immobilisations incorporelles autres que disponibles à la vente

Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés. L'amortissement est effectué sur une base linéaire suivant la durée d'utilité des actifs incorporels :

Nature de l'actif	Durée de vie utile
Actifs incorporels acquis	maximum 20 ans
Frais de développement de logiciels informatiques	maximum 5 ans
Frais de développement d'activités	3-5 ans, maximum 10 ans
Propriété intellectuelle	10 ans
Autres immobilisations incorporelles	3-5 ans, maximum 10 ans

L'amortissement commence lorsque l'immobilisation incorporelle est capable de fonctionner comme prévu initialement. Pour les immobilisations générées en interne, compte tenu de l'obsolescence rapide de la technologie utilisée par SITA, l'amortissement commence généralement au plus tard le 1er janvier de l'année suivant l'investissement.

La valeur résiduelle et la durée d'utilité d'une immobilisation sont revues au moins à la fin de chaque période comptable. Lorsque l'actif est mis en service, un test de dépréciation est effectué s'il y a des indications de perte de valeur.

Certains actifs ne sont pas amortis lorsque la direction considère que ces actifs pourront être utilisés pendant une période indéterminée. Ces actifs, comme ceux en cours de développement, font chaque année l'objet d'un test de dépréciation.

Les dépenses ultérieures qui ne répondent pas à la définition d'immobilisation incorporelle sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Immobilisations incorporelles disponibles à la vente

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles disponibles à la vente sont réévaluées à leur juste valeur moins les pertes de valeur cumulées ultérieures. La juste valeur est déterminée en fonction du dernier prix de transaction observable pour un actif similaire.

Lorsque la juste valeur de l'actif est supérieure à son coût d'acquisition, le gain non réalisé connexe (« écart de réévaluation ») est comptabilisé dans la réserve de réévaluation des capitaux propres. Lorsque la juste valeur de l'actif est inférieure à son coût d'acquisition, la perte latente connexe est comptabilisée dans le compte de résultats.

Lors de la vente, les gains réalisés sont directement comptabilisés dans les capitaux propres, tandis que les pertes réalisées sont comptabilisées dans le compte de résultat.

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des immobilisations corporelles en cours de construction qui sont comptabilisées au coût diminué du cumul de perte de valeur. Les coûts intègrent toutes les charges directement attribuables au transfert de l'actif sur le lieu et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue, incluant les frais d'emprunts applicables.

L'amortissement est effectué de manière à réduire le coût ou l'évaluation des immobilisations, autres que les immobilisations en cours de construction, sur leur durée d'utilité estimée en appliquant la méthode linéaire à leur valeur résiduelle estimée. L'amortissement est calculé à partir de la date à laquelle l'actif est prêt à être utilisé.

La valeur résiduelle et la durée d'utilité d'un actif sont revues au moins à la fin de chaque période comptable et, si les attentes diffèrent des estimations antérieures, les modifications sont comptabilisées comme un changement d'estimation comptable, conformément à la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ».

Les durées d'utilité suivantes s'appliquent aux catégories d'immobilisations corporelles :

Nature de l'actif	Durée de vie utile
Bâtiments	20-40 ans
Installations et équipement	5-10 ans
Ameublement et véhicules	3-5 ans

Le Groupe effectue des contrôles périodiques du registre des actifs immobilisés et le compare à l'état de ces actifs physiques. Les actifs non identifiés durant ce contrôle sont éliminés.

f) Actifs et passifs liés aux contrats avec les clients

Les actifs liés aux contrats avec les clients sont composés des coûts différés liés aux contrats et les revenus constatés d'avance.

Les coûts différés liés aux contrats comprennent certains coûts éligibles, non récurrents, encourus lors des phases initiales des contrats de service et qui sont différés et ensuite amortis. Ces coûts comprennent les coûts de transition et de configuration liés à l'installation d'applications et de solutions et sont amortis sur une base linéaire sur la durée prévue de la prestation, sans dépasser la durée du contrat et en ligne avec la comptabilisation des revenus associés. La partie courante sera reconnue comme coût dans les 12 mois. En pratique, le Groupe utilise le paragraphe IFRS 15.94 qui permet de reconnaître directement en frais les coûts d'obtention des contrats si l'actif qui aurait été comptabilisé était amorti sur une année ou moins.

Les revenus constatés d'avance incluent les montants reconnaissables comme revenu sous IFRS 15 pour lesquels la facture liée n'a pas encore été envoyée au client à la date de clôture. La partie courante sera exigée dans les 12 mois.

Les passifs liés aux contrats avec les clients sont composés des revenus différés et des dettes liées aux contrats.

Les revenus différés incluent les montants en espèces collectés des clients pour lesquels l'obligation de performance liée n'est pas satisfaite par le Groupe à la date de clôture. Ils reprennent les montants cash payés par les clients lors de la phase initiale des contrats de service et qui sont amortis en revenus au fur et à mesure que le Groupe satisfait l'obligation de performance. La partie courante correspond au montant qui devrait être reconnu comme revenu dans les 12 mois.

Les dettes contractuelles sont des montants en espèces qui doivent être remboursés au client.

g) Comptabilisation des contrats de location

Passifs locatifs

Les passifs locatifs sont initialement comptabilisés à la valeur actualisée des loyers futurs restant à payer à cette date. Les loyers futurs reprennent les loyers fixes et les loyers variables ainsi que les réductions reçues et tout autre paiement à faire lors de l'exercice d'une option si le Groupe s'attend à l'exercer. Les loyers variables reprennent les montants qui dépendent d'un index ou d'un taux. Les loyers futurs sont actualisés avec le taux d'emprunt du Groupe. Le taux incrémental d'emprunt du Groupe est déterminé comme la somme (1) du taux sans risque dans la devise locale du contrat pour la durée du contrat de location et (2) d'un spread de crédit applicable pour le Groupe.

Après la comptabilisation initiale, les passifs locatifs sont augmentés d'un intérêt et sont diminués des loyers payés durant la période. L'intérêt ajouté est comptabilisé comme charge financière dans le compte de résultat.

Les valeurs comptables peuvent devoir être réévaluées si le Groupe s'attend à une modification dans les loyers futurs, à une durée de contrat revue ou à un changement d'hypothèse concernant l'exercice d'une option. La réévaluation doit être faite en utilisant le taux d'actualisation qui prévaut à la date de la réévaluation.

En revanche, le taux d'actualisation ne doit pas être revu si la modification des loyers futurs est liée à une nouvelle estimation des loyers variables comme un index ou l'évolution des taux de marché pour les loyers.

Actifs liés au droit d'usage

Les actifs liés au droit d'usage sont initialement comptabilisés au coût. Le coût inclut le montant initial du passif locatif correspondant, les loyers payés avant le début de la location (diminués de toutes réductions reçues), les coûts d'acquisition directs et une estimation des coûts nécessaires au démontage ou à la remise en état de l'actif loué.

Après la comptabilisation initiale, les actifs comptabilisés au titre de droit d'usage sont valorisés au coût amorti. Dans ce modèle, la valeur comptable est diminuée des amortissements cumulés et des réductions de valeur cumulées (s'il y en a). La valeur comptable est également ajustée pour tenir compte des réévaluations faites aux passifs locatifs correspondants.

Le coût amorti est défini de façon systématique selon la durée d'utilisation attendue et en ligne avec la politique d'amortissement des autres actifs amortissables détenus par le Groupe.

S'il est raisonnablement certain que le preneur obtiendra la propriété de l'actif loué, la durée d'utilisation attendue de l'actif loué est sa durée d'utilité attendue ; sinon l'actif lié au droit d'usage est amorti sur la période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité de l'actif loué.

Contrats de location à court terme et contrats de location pour actifs de faible valeur

Comme l'autorise IFRS 16, le Groupe applique une approche simplifiée pour les contrats de courte durée (1 an ou moins) et pour les contrats d'actifs de faible valeur (5 000 dollars US). Pour ces contrats, les loyers sont pris linéairement en charge sur la durée du contrat.

h) dépréciation des immobilisations corporelles, incorporelles et droits d'usage autres que le goodwill

À chaque date de bilan, le Groupe examine les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'identifier s'il existe des indices de perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'ampleur de la perte de valeur.

Lorsqu'il est impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif particulier, le Groupe estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient l'actif.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis annuellement à un test de perte de valeur et chaque fois qu'il existe un indice d'une telle perte, en comparant sa valeur comptable à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Dans l'estimation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations de marché actuelles de la valeur de rendement de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. La direction, compte tenu des activités de SITA, est d'avis que la juste valeur diminuée des coûts de vente ne diffère pas de manière significative de la valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée être moindre que sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est réduite à la valeur recouvrable de cet actif. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur fait l'objet d'une reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée à la valeur estimée de son montant recouvrable mais de sorte que la valeur comptable augmentée ne soit pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si la perte de valeur n'avait pas été comptabilisée pour l'actif (ou pour l'unité génératrice de trésorerie) au cours des années antérieures. Une reprise de perte de valeur est comptabilisée en revenu immédiatement.

i) stocks

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible entre le coût et la valeur nette de réalisation. Les coûts comprennent les coûts des matériaux et, le cas échéant, les coûts directs de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux qui ont été encourus pour amener les stocks à l'emplacement et dans l'état où ils se trouvent actuellement. Le coût est calculé en utilisant la méthode de la moyenne pondérée. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé, diminué de tous les coûts estimés d'achèvement ainsi que des frais de marketing, vente et distribution.

Une dépréciation pour stocks anciens ou obsolètes est comptabilisée au compte de résultat, le cas échéant. Toute reprise de dépréciation est comptabilisée en coût des ventes dans la période au cours de laquelle se produit la reprise.

j) Instruments financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan du Groupe lorsque le Groupe devient l'une des parties dans les dispositions contractuelles de l'instrument considéré. Le Groupe décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif financier expirent ou lorsqu'il transfère les actifs financiers et que le transfert satisfait aux conditions de décomptabilisation. Le Groupe décomptabilise les passifs financiers lorsque et uniquement lorsque les obligations incombant au Groupe sont acquittées, annulées ou viennent à échéance.

Comptabilisation et évaluation initiales

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat, actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global, ou comme dérivés désignés comme instruments de couverture avec une couverture efficace.

Les passifs financiers sont classés comme passifs financiers à la juste valeur par le biais de marge ou de perte, passifs au coût amorti, ou comme dérivés désignés comme instruments de couverture avec une couverture efficace.

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée, dans le cas d'investissements non évalués à leur juste valeur par compte de résultat, des coûts de transactions directement imputables. Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et, dans le cas des passifs au coût amorti, majorée avec les coûts directement imputables.

Evaluations ultérieures

L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de leur classement comme suit :

Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées, lors de la comptabilisation initiale, à la juste valeur, puis évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Des provisions pour pertes de valeur représentant les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie sont comptabilisées au compte de résultat. Ces provisions comptabilisées sont la différence entre la valeur comptable des créances et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs actualisés au taux effectif défini lors de la comptabilisation initiale.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme très liquides, immédiatement convertibles en un montant connu de trésorerie.

Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie sont évalués à la comptabilisation initiale à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût. Des provisions pour pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont comptabilisées dans le compte de résultat si le risque de crédit a augmenté significativement pendant l'exercice. La provision comptabilisée est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux d'intérêt effectif défini lors de la comptabilisation initiale.

Passifs financiers et capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont classés conformément à la substance des accords contractuels conclus et aux définitions de passif financier et instrument de capitaux propres. On entend par instrument de capitaux propres, tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs du Groupe, après déduction de tous ses passifs. Les méthodes comptables adoptées pour les passifs financiers et les instruments de capitaux propres spécifiques sont présentés ci-après.

Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires et découverts porteurs d'intérêts sont initialement évalués à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout écart entre les encassemens (net des coûts de transaction) et le règlement ou le remboursement des emprunts est comptabilisé sur la durée des emprunts, conformément aux méthodes comptables du Groupe en matière de coûts d'emprunt.

Dettes commerciales et autres passifs

Les dettes commerciales et autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont comptabilisés pour les montants perçus, nets des frais directs d'émission.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés (principalement des contrats à terme et combinaisons de contrats d'options mieux connues sous le nom de « collars ») pour couvrir ses risques de change relatifs à certaines transactions prévues. On entend par « collars », la combinaison d'une option achetée et vendue à des taux tels que la prime nette est nulle. La politique du Groupe est de ne pas s'engager dans des opérations spéculatives, ni d'émettre ou de détenir des instruments financiers à des fins de négociation.

Lors de l'initialisation d'une transaction de couverture, l'entité documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que les objectifs en matière de gestion des risques et la stratégie pour entreprendre ces différentes transactions de couverture. De plus, lors de l'initialisation de la couverture et sur une base continue, le Groupe documente si l'instrument de couverture utilisé dans la relation de couverture est largement efficace pour compenser les changements de juste valeur ou les flux de trésorerie de l'élément couvert.

Les mouvements de la réserve de couverture dans les capitaux propres sont également détaillés dans l'état consolidé des produits et charges comptabilisés ainsi que dans l'Annexe 19.

Les dérivés sont initialement comptabilisés, puis réévalués à leur juste valeur aux dates ultérieures de reporting. Le gain ou la perte afférant à ces réévaluations est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat, à moins que le dérivé ne soit considéré comme un instrument de couverture et efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation dans le compte de résultat dépend du type de relation de couverture.

Comptabilité de couverture des flux de trésorerie

Le Groupe qualifie certains dérivés de couvertures de transactions prévues hautement probables ou de couvertures de risques de change d'engagements fermes (couverture de flux de trésorerie). Un dérivé est présenté comme un actif non courant ou un passif à long terme si la maturité résiduelle de l'instrument est supérieure à 12 mois et s'il n'est pas prévu de le régler ou de le réaliser dans les 12 prochains mois. Les autres dérivés sont présentés comme actifs courants ou passifs à court terme.

Les changements de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie sont immédiatement comptabilisés dans les autres revenus globaux et cumulés dans les réserves de capitaux propres. La part inefficace est portée au compte de résultat.

Si la couverture de flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue aboutit à la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, alors, lors de la comptabilisation de l'actif ou du passif, les profits ou pertes associés au dérivé antérieurement comptabilisé dans les capitaux propres sont intégrés dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif.

Si la couverture des flux de trésorerie d'une transaction prévue aboutit à la comptabilisation d'un actif financier ou d'un passif financier, les profits ou pertes associés et directement comptabilisés dans les capitaux propres sont reclasés au compte de résultat au cours de la même période ou au cours des périodes au cours desquelles l'actif acquis ou le passif assumé a une incidence sur le compte de résultat.

Cependant, si l'on s'attend à ce que tout ou partie d'une perte directement comptabilisée dans les capitaux propres ne soit pas recouvrée au cours d'une ou plusieurs périodes futures, le montant dont il est attendu qu'il ne sera pas recouvré est reclassé au compte de résultat.

Pour les couvertures qui n'entraînent pas la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, les montants différés dans les capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat sur la même période que celle à laquelle l'élément couvert affecte le compte de résultat.

Dérivés qui ne répondent pas aux conditions requises pour la comptabilité de couverture

Les changements de juste valeur des instruments dérivés qui ne répondent pas (ou plus) aux conditions requises pour la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui sont négociés sur des marchés actifs à chaque date de clôture est déterminée par référence aux cours du marché, sans aucune déduction des frais de transaction. Pour les instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation appropriées.

Ces techniques comprennent notamment des transactions récentes dans des conditions de pleine concurrence, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument qui est dans l'ensemble identique, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation.

k) Provisions

Les provisions sont comptabilisées au bilan dès lors que :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de fonds représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour régler l'obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, en tenant compte des risques et des incertitudes liés à cette obligation. Lorsqu'une provision est évaluée en utilisant les flux de trésorerie estimés pour régler l'obligation actuelle, sa valeur comptable est la valeur actuelle de ces flux de trésorerie.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture. Tout remboursement virtuellement certain d'être versé par une autre partie est comptabilisé au titre d'actif distinct.

Restructuration

Une provision pour coûts de restructuration n'est comptabilisée que lorsque le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé et qu'il a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'il mettra en œuvre la restructuration soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur en annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration comprend uniquement les dépenses directement liées à la restructuration, par opposition aux montants liés aux activités en cours du Groupe.

Contrats déficitaires

Le Groupe comptabilise une provision pour les contrats déficitaires dès lors que les avantages économiques à recevoir attendus du contrat sont moindres que les coûts inévitables nécessaires pour satisfaire aux obligations contractuelles.

I) Comptabilisation des revenus

Revenus des contrats avec les clients

Les contrats avec les clients tels que définis par IFRS 15 « Revenus des contrats avec les clients » représentent plus de 99% du chiffre d'affaires du Groupe. Les revenus des contrats avec les clients sont reconnus à un moment précis ou progressivement selon la nature des contrats.

Conformément aux principes d'IFRS 15, le revenu est reconnu progressivement lorsque l'un de critères suivants est rempli :

- Le client reçoit et consomme simultanément les avantages fournis par l'activité du Groupe au fur et mesure que le Groupe satisfait l'obligation de performance ;
- L'activité du Groupe crée ou améliore un actif que le client contrôle au fur et à mesure que l'actif est créé ou amélioré ;
- L'activité du Groupe ne crée pas un actif avec une utilisation alternative pour lui et le Groupe a droit à recevoir un paiement pour les activités réalisées à date.

Si aucun de ces critères n'est rempli, alors le revenu est reconnu à un moment précis.

Reconnaissance du revenu à un moment précis – les ventes de biens

Les contrats concernés sont généralement des contrats où le Groupe vend un code licence au client.

Conformément aux indicateurs fournis par IFRS 15, le revenu d'une vente de bien est reconnu lorsque le Groupe a reçu confirmation du client qu'il accepte le bien.

Reconnaissance du revenu progressivement – les services rendus et les contrats de construction

Des exemples de contrats de service sont :

- Des services récurrents/transactionnels (ex : les services de télécommunication ou de gestion des bagages). Ces services sont fournis sur l'infrastructure du Groupe ;
- Les contrats de support et maintenance vendus avec des contrats de vente ou de construction ;
- Les contrats où le client sous-traite complètement ses services au Groupe ;
- Des services professionnels comme de la咨询 ou de la gestion de projets.

Des exemples de contrats de construction sont des grandes implémentations avec ou sans vente d'équipement et où la propriété est transférée au client. De tels contrats sont principalement vendus dans les activités Airport Management et Border Management du Groupe.

Le revenu des services rendus ou des contrats de construction est reconnu progressivement en utilisant la méthode input généralement basée sur les coûts encourus comme référence du niveau d'achèvement du projet.

Cette méthode est préférée car le revenu est reconnu en reflétant l'effort du Groupe pour remplir le contrat et parce que, pour les contrats de construction, les coûts d'implémentation sont principalement composés de salaires, contracteurs et autres coûts récurrents.

Lorsque le Groupe n'est pas en mesure de déterminer raisonnablement le résultat d'une obligation de prestation ou sa progression vers l'exécution de cette obligation, le revenu est reconnu progressivement au fur et à mesure que le travail est réalisé, mais seulement à hauteur des coûts encourus et tant que le Groupe s'attend à les recouvrir. Une perte attendue sur un contrat est immédiatement reconnue dans le compte de résultat.

Contrepartie variable

Les provisions pour réductions des prix ne représentent pas une contrepartie variable car elles n'entraînent généralement aucune incertitude sur le prix de transaction. Celles-ci sont comptabilisées comme une réduction des recettes au moment où les revenus connexes sont enregistrés ou lorsque les bonus sont offerts.

Principal vs Agent

Dans quelques situations exceptionnelles, le Groupe agit en tant qu'agent pour la livraison d'éléments spécifiques de certains contrats. Dans ces cas-là, le revenu est reconnu net.

Composantes de financement

Le Groupe n'a pas de contrat où la période entre le transfert des biens et services promis au client et le paiement fait par le client excède une année.

Par conséquent, le Groupe utilise, comme disposition pratique, le paragraphe IFRS 15.63 qui permet de ne pas ajuster le prix de transaction pour la valeur temps de l'argent si cette différence de timing est d'une année ou moins.

L'évaluation du prix de transaction, incluant les rémunérations variables contraignantes, et son allocation aux obligations de performance suivent les principes de la norme IFRS 15.

Comme autre disposition pratique, le Groupe utilise le paragraphe IFRS 15.B16 qui permet à une entité de reconnaître comme revenu les montants qu'elle a le droit de facturer lorsqu'elle a droit à une rémunération du client pour un montant qui correspond directement à la valeur fournie au client par l'activité réalisée à date. C'est le cas pour les contrats de service à prix fixe.

Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés sur une base prorata temporis qui prend en compte la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode qui calcule le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et alloue la charge d'intérêt sur la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue du passif financier ou, lorsque cela est approprié, sur une période plus courte.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à en percevoir le paiement est établi.

m) Avantages du personnel

Obligations en matière de prestations de retraite

Le Groupe recourt à un certain nombre de régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies, dont les actifs sont gérés par des fonds distincts administrés par des trusts ou par des compagnies d'assurances. Le Groupe a également convenu d'accorder certains avantages de soins de santé aux employés retraités aux États-Unis. Ces avantages ne sont pas financés.

Régimes à cotisations définies

Les versements aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés comme une charge dans le compte de résultat dès leur engagement. Un plan à cotisations définies est un plan dans lequel le Groupe paie des contributions définies à une autre entité. Le Groupe n'a pas d'obligation légale de payer d'autres contributions si le fond ne dispose pas d'assez d'actifs pour payer tous les avantages des employés pour les services prestés durant l'année ou les années antérieures.

Régimes à prestations définies

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le coût des prestations est déterminé au moyen de la méthode des unités de crédits projetées et des évaluations actuarielles sont effectuées au terme de chaque exercice financier.

Les réévaluations, comprenant les écarts actuariels, l'effet des modifications du plafond de l'actif (le cas échéant) et le rendement des actifs du régime (en excluant les intérêts), sont comptabilisées immédiatement dans l'état de la situation financière et un débit ou un crédit est porté dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice où elles surviennent. Les réévaluations portées dans les autres éléments du résultat global sont comptabilisées immédiatement dans les résultats non distribués et ne seront pas reclassées en résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en résultat net dans la période au cours de laquelle survient une modification du régime.

Les intérêts nets sont calculés en multipliant le passif (l'actif) net au titre des prestations définies au début de la période par le taux d'actualisation. Les coûts des prestations définies sont classés dans les catégories suivantes :

- coût des services (coût des services rendus au cours de la période, coût des services passés ainsi que profits et pertes découlant de réductions et de liquidations) ;
- intérêts nets (produits ou charges) ; et
- réévaluation.

Le Groupe présente les deux premières composantes du coût des prestations définies en compte de résultat. Les profits et pertes découlant d'une réduction sont comptabilisés au titre de coût des services passés.

L'obligation au titre des prestations de retraite comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière représente le montant réel du déficit ou de l'excédent des régimes à prestations définies du Groupe. Si ce calcul se traduit par un excédent, ce dernier se limite à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles sous la forme d'un remboursement des régimes ou d'une diminution des cotisations futures.

Indemnités de fin de service

Prenant en compte le caractère négligeable des obligations d'indemnités de fin de service, le Groupe utilise une méthode simplifiée. Le coût des indemnités de fin de service est comptabilisé dans le compte de résultat de façon à répartir ce coût de manière régulière, tout au long de la période d'emploi des travailleurs. Les montants portés au compte de résultat se composent du coût actuel des services rendus, des charges d'intérêts, du coût des services antérieurs et des effets éventuels de toute réduction ou liquidation de régime.

Cette méthode repose sur ces différents éléments :

- Ignorer les futures augmentations de salaire estimées (c'est-à-dire supposer que les salaires actuels resteront stables jusqu'à ce que les employés actuels commencent à percevoir leurs versements de retraite) ;
- Ignorer les services futurs des employés actuels (c'est-à-dire supposer que le plan sera clôturé pour les employés existants et pour les nouveaux employés, qu'aucune rotation n'aura lieu et qu'aucune actualisation ne sera réalisée) ; et
- Ignorer le décès éventuel d'employés actuellement en service, entre la date de clôture et la date à laquelle les employés devraient commencer à percevoir leurs versements de retraite (c'est-à-dire supposer que tous les employés actuels percevront des versements de retraite). Cependant, la mortalité lorsque l'employé n'est plus en service (c'est-à-dire l'espérance de vie) est prise en compte.

Autres avantages à long terme accordés au personnel

Les charges attendues de ces avantages sont provisionnées sur toute la durée d'activité professionnelle.

Prestations de cessation d'emploi

Les indemnités de fin de contrat de travail doivent être versées lorsque le contrat de travail est résilié avant la date de départ à la retraite ou lorsque le salarié accepte un départ volontaire en échange de ces indemnités. Un passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est comptabilisé à la première des dates suivantes : la date où l'entité ne peut plus retirer son offre d'indemnités et la date où elle comptabilise les coûts d'une restructuration à cet égard. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles à plus de 12 mois après la date de clôture sont actualisées à leur valeur actuelle.

Plan d'intéressement et de primes

Le Groupe comptabilise une dette et une charge pour les primes et l'intéressement sur les marges, sur la base d'une formule qui tient compte de la marge attribuable aux actionnaires du Groupe après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il y est contractuellement tenu ou qu'une pratique antérieure a engendré une obligation implicite.

n) Charges d'impôts

Impôt sur le revenu

La charge d'impôt sur le revenu représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé.

La charge d'impôt exigible est évaluée au montant prévu d'être remboursé ou payé auprès des autorités fiscales et elle est basée sur le résultat de l'année, ajusté en fonction des éléments qui ne peuvent pas être évalués ou ne sont pas admis. Elle est calculée en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan.

L'impôt courant sur le revenu relatif aux éléments constatés dans l'état consolidé du résultat global est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global, et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés sont comptabilisés d'après les différences existantes entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers et les bases fiscales correspondantes utilisées pour le calcul du bénéfice imposable, et sont enregistrés au bilan en utilisant la méthode du report variable. Les passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles et les actifs d'impôts différés sont comptabilisés, pour autant qu'il soit probable que des bénéfices imposables futurs soient disponibles, sur lesquels les différences temporelles déductibles pourront être imputées.

Ces actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle du goodwill, sauf si le Groupe est en mesure de contrôler le moment auquel l'écart temporaire sera résorbé et qu'il est probable que le Groupe puisse réaliser l'impôt différé.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est réexaminée à chaque date de clôture et est réduite dès lors qu'il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour permettre le recouvrement de tout ou partie de l'actif.

L'impôt différé est calculé sur la base des taux d'impôt dont l'application est attendue pour les exercices au cours desquels le passif sera réglé ou l'actif réalisé. L'impôt différé est débité ou crédité au compte de résultat, sauf s'il se rapporte à des éléments directement débités ou crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est comptabilisé dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés dès lors qu'il existe un droit légal applicable de compenser les actifs fiscaux avec les passifs fiscaux, qu'ils se rapportent à des impôts sur

les bénéfices prélevés par la même administration fiscale et que le Groupe a l'intention de compenser ses passifs et actifs fiscaux sur une base nette.

Pénalités fiscales et intérêts

Les pénalités et intérêts liés à un assujettissement à l'impôt sur les revenus ne sont pas couverts par la définition de taxes sur les revenus. Cependant, ces montants doivent être versés aux autorités fiscales et sont étroitement liés à l'impôt sur les revenus.

- Pénalité liée à l'impôt sur les revenus : cette pénalité a la caractéristique d'un impôt et sera donc comptabilisée en impôts sur le revenu, en vertu de la norme IAS 12.
- Intérêts : les intérêts de retard à payer représentent en substance un coût de financement qui sera comptabilisé comme une charge financière.

o) Actifs non courants classés comme destinés à la vente

Les actifs non courants classés comme destinés à la vente sont des actifs non courants que le Groupe a l'intention de vendre dans les 12 mois.

Une fois qu'ils sont classés comme destinés la vente, les actifs non courants sont présentés au plus bas de leur juste valeur moins leur coût de vente et de leur valeur comptable, conformément à IFRS 5 et sur la base d'une analyse de dépréciation détaillée.

(G) Modification de la présentation et retraitement des informations comparatives

Afin d'améliorer continuellement la qualité et la pertinence de l'information financière fournie, la direction a analysé le contenu de ses états financiers consolidés ainsi que les informations financières fournies par les concurrents. Sur cette base, la direction a décidé de mettre à jour la présentation des résultats et des flux de trésorerie.

Compte de résultat

Les dépenses, auparavant présentées par fonction, sont maintenant présentées en fonction de leur nature. La direction estime que cette nouvelle présentation fournit une information plus transparente au lecteur ainsi qu'une comparabilité accrue avec d'autres acteurs de l'industrie et facilitera l'intégration des entreprises acquises à l'avenir.

Les chiffres présentés pour l'année 2021 ont été retraités comme suit :

Nouvelle présentation - dépenses par natures Compte de résultats - 2021		Présentation précédente - dépenses par destinations Compte de résultats - 2021	Δ
Chiffre d'affaires	1 343 483	1 343 483 Chiffre d'affaires	-
Charge de main d'œuvre nette	(643 323)	(1 102 775)Coût des ventes	
Services et biens divers	(417 890)	(95 119)Frais de vente et de marketing	
Matériel et équipements	(39 552)	(93 091)Frais généraux et administratifs	
Autres charges d'exploitation	(87 464)	(36 910)Autres produits et charges	
Charges d'amortissement et de réductions de valeur (Augmentation)/Diminution de la provision pour pertes de crédit attendues	(135 312)		
Autres gains et pertes	(1 717)		
Bénéfice net d'exploitation	15 588	15 588 Bénéfice net d'exploitation	-
Revenus financiers	7 216	7 216 Revenus financiers	
Frais financiers	(9 647)	(9 647)Frais financiers	
Bénéfice avant impôts	13 157	13 157 Bénéfice avant impôts	-
Charge d'impôt sur le résultat	(24 881)	(24 881)Charge d'impôt sur le résultat	
Bénéfice net/(Perte nette) de l'exercice	(11 724)	(11 724)Bénéfice net/(Perte nette) de l'exercice	-

Ces retraitements n'ont pas d'impact sur le résultat net 2021 de l'exercice.

État des flux de trésorerie

Le poste « intérêts payés » a été reclassé des flux de trésorerie opérationnels aux flux de trésorerie de financement. Ce poste comprend principalement les intérêts payés sur les dettes locatives et sur les prêts pour lesquels les mouvements du montant principal sont déjà présentés dans les flux de trésorerie de financement. Ce changement est conforme à l'exposé-sondage de l'IASB sur les états financiers primaires, qui propose de présenter systématiquement les intérêts payés dans les flux de trésorerie de financement.

Les chiffres présentés pour l'année 2021 ont été retraités comme suit :

Nouvelle présentation - intérêts payés dans les activités de financement		Présentation précédente - intérêts payés dans les activités d'exploitation	Δ
Trésorerie nette des activités d'exploitation		Trésorerie nette des activités d'exploitation	
Bénéfice net/(Perte nette) de la période	(11 724)	(11 724) Bénéfice net/(Perte nette) de la période	
Ajustements relatifs aux éléments non-monétaires	145 551	145 551 Ajustements relatifs aux éléments non-monétaires	
Flux de trésorerie d'exploitation avant mouvements du capital d'exploitation	133 827	133 827 Flux de trésorerie d'exploitation avant mouvements du capital d'exploitation	
(Augmentation)/baisse des stocks	693	693 (Augmentation)/baisse des stocks	
(Augmentation)/baisse des créances commerciales & autres, nette des éléments non-monétaires	(42 458)	(42 458) (Augmentation)/baisse des créances commerciales & autres, nette des éléments non-monétaires	
Augmentation/(baisse) des dettes commerciales et autres, nettes des éléments non-monétaires	64 568	64 568 Augmentation/(baisse) des dettes commerciales et autres, nettes des éléments non-monétaires	
Trésorerie nette des opérations	156 630	156 630 Trésorerie nette des opérations	
Intérêts payés	-	(2 582) Intérêts payés	
Impôts sur le revenu payés	(24 241)	(24 241) Impôts sur le revenu payés	
Trésorerie nette des activités d'exploitation	132 389	129 807 Trésorerie nette des activités d'exploitation	2 582
Flux de trésorerie résultant des activités d'investissement		Flux de trésorerie résultant des activités d'investissement	
Intérêts reçus	2 753	2 753 Intérêts reçus	
Achat d'immobilisations corporelles	(31 904)	(31 904) Achat d'immobilisations corporelles	
Achat d'immobilisations incorporelles	(53 641)	(53 641) Achat d'immobilisations incorporelles	
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	51 599	51 599 Produit de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	
Autres produits	1 410	1 410 Autres produits	
Acquisition de filiales et d'entreprises associées	(37 032)	(37 032) Acquisition de filiales et d'entreprises associées	
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement	(66 815)	(66 815) Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement	-
Flux de trésorerie résultant des activités de financement		Flux de trésorerie résultant des activités de financement	
Intérêts payés	(2 582)	- Intérêts payés	
Variation des fonds des membres, nette des éléments non-monétaires	(282)	(282) Variation des fonds des membres, nette des éléments non-monétaires	
Dividende versé à des participations sans contrôle	(65)	(65) Dividende versé à des participations sans contrôle	
Augmentation des emprunts	115 193	115 193 Augmentation des emprunts	
Baisse des emprunts	(6 196)	(6 196) Baisse des emprunts	
Remboursement des passifs liés aux obligations locatives	(23 653)	(23 653) Remboursement des passifs liés aux obligations locatives	
Trésorerie nette (utilisée dans le cadre des)/fournie par les activités de financement	82 415	84 997 Trésorerie nette (utilisée dans le cadre des)/fournie par les activités de financement	(2 582)
Augmentation/ (baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	147 989	147 989 Augmentation/ (baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	
Déficiences de change relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie	(1 818)	(1 818) Déficiences de change relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie	
Mouvements nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	146 171	146 171 Mouvements nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	406 187	406 187 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	552 358	552 358 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	
	146 171	146 171	

3. CHIFFRE D'AFFAIRES

Au cours de l'année 2022, le Groupe a revu l'organisation de "SITA at Airports & Borders", précédemment composée de 2 business lines "Communication & Data Exchange" et "Applications & Devices" et a décidé de les remplacer par les 3 business lines suivantes : "SITA at Airports", "SITA at Borders" and "ATI Communications & Data Exchange".

A la suite de cette nouvelle organisation, dans le cadre de sa gestion managériale, le Groupe est organisé en 6 business lines : "SITA at Airports", "SITA at Borders", "ATI Communications & Data Exchange", "SITA for Aircraft", "Passenger Solution Line" et "CHAMP Cargosystems". Ces unités opérationnelles sont les plus petits groupes identifiables d'actifs et de passifs qui sont largement indépendants des flux de trésorerie provenant d'autres groupes d'actifs (« unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »).

Le Groupe génère du chiffre d'affaires à travers le transfert de biens et services progressivement ou à un moment précis à partir des unités opérationnelles suivantes :

En US\$ 000	2022	2021*
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
SITA at Airports	533 537	493 382
ATI Communications & Data Exchange	405 730	415 671
SITA for Aircraft	254 650	224 894
SITA at Borders	134 528	122 521
CHAMP Cargosystems	51 912	52 903
Passenger Solution Line	27 456	64 312
	1 407 813	1 373 683
dont :		
Chiffre d'affaires reconnu progressivement	1 407 813	1 373 683
Chiffre d'affaires reconnu à un moment précis	-	-
	1 407 813	1 373 683
Élimination et ajustements	(13 764)	(21 933)
Excédent à répartir - distribuable statutaire	-	(232 206)
Excédent à répartir - non distribuable statutaire	-	223 939
	1 394 049	1 343 483

*Les chiffres de l'année précédente ont été ajustés afin de refléter la nouvelle organisation.

Les ventes d'équipement informatique, les implantations de grands projets, les services de réseau et les contrats de maintenance et support sont les principaux biens et services à l'origine du chiffre d'affaires de SITA.

4. CHARGE DE MAIN D'ŒUVRE NETTE

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Charges liées aux avantages du personnel		
Salaires	414 540	402 824
Cotisations obligatoires de sécurité sociale	67 598	64 999
Versements de retraite – régimes à prestations définies (Annexe 19)	13 307	12 387
Versements de retraite – plans à cotisations déterminées	18 135	19 474
Autre charge liée aux avantages du personnel	40 346	37 957
	553 926	537 641
Frais de consultation	125 771	147 384
Charge de main d'œuvre brute	679 697	685 025
Dépenses capitalisées	(41 297)	(48 496)
(Report net)/Utilisation nette au sein des actifs liés aux contrats	852	6 794
Charge de main d'œuvre nette	639 252	643 323

Les dépenses de main-d'œuvre sont demeurées globalement stables en 2022, les composantes suivantes expliquant la variation :

- Les coûts de restructuration ont augmenté de 17,2 millions USD (2021 : une réduction de 22,2 millions USD). En 2022, des initiatives de restructuration supplémentaires ont été menées dans le cadre de nos programmes visant à remodeler l'organisation et à exécuter notre plan stratégique de relocalisation, ainsi que pour donner suite à l'annonce de la réduction progressive de nos services de connectivité cabine. SITA a donc rapporté des coûts de restructuration totaux de 24,2 millions USD, compensés par une diminution nette de 3,0 millions USD liée à la réévaluation des plans précédents (voir Annexe 21).
- Les coûts de personnel sont restés globalement stables, avec une diminution réduite de 0,9 million USD représentant principalement l'impact du coût de la vie et des mouvements de personnel compensé par une baisse de la rémunération variable distribuée pendant l'année. Afin de reconnaître l'effet dans la performance 2022 de l'entreprise des efforts collectifs fournis par les employés de SITA, tout en reconnaissant la volatilité des marchés financiers et d'autres défis économiques, politiques et sociaux affectant notre personnel, SITA a accordé aux employés un paiement exceptionnel d'un montant de 5,6 millions USD.
- Les dépenses afférentes aux consultants et sous-traitants ont diminué de 21,6 millions USD, principalement en raison des frais de consultants liés aux évolutions favorables des contrats onéreux et à d'autres projets de développement en cours (voir Annexe 21).

Les cotisations obligatoires de sécurité sociale comprennent la part de l'employeur dans les versements de sécurité sociale, de même que les cotisations versées par l'employeur aux organismes d'assurance des travailleurs. Les charges liées aux retraites comprennent essentiellement des paiements pour le départ à la retraite et des prestations de retraite ainsi que les compléments de provisions pour les avantages postérieurs au départ à la retraite.

A la fin de 2022, le Groupe emploie 4 847 équivalents temps plein (2021 : 4 740).

5. AUTRES GAINS ET PERTES

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Autres gains	22 143	2 012
Autres pertes	(534)	(3 729)
Total des autres gains et pertes	21 609	(1 717)

En 2022, les autres gains et pertes se composent principalement de :

- 14,8 millions USD de plus-value réalisée sur les actifs comptabilisés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2021 ;
- 2,9 millions USD de reprise de la provision prise au 31 décembre 2021 pour couvrir les risques liés au conflit en Ukraine ;
- 1,6 millions USD de gain résultant de la vente de notre produit Airfare Insight (contrepartie éventuelle) ;
- 0,4 millions USD de gain résultant de la vente de la filiale Regulis S.A.

Pour 2021, les autres gains et pertes étaient principalement liés à la provision pour risque de 2,9 millions USD pour couvrir les risques liés au conflit en Ukraine.

6. PRODUITS ET CHARGES FINANCIÈRES

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Revenus financiers		
Revenus de placements	6	109
Produits d'intérêts	7 586	4 725
Gain de change net	-	389
Autres revenus financiers	4 629	1 993
	12 221	7 216
Frais financiers		
Charges d'intérêts	(8 907)	(4 612)
Perte de change nette	(9 527)	-
Autres frais financiers	(7 313)	(5 035)
	(25 747)	(9 647)
Total des produits et charges financières	(13 526)	(2 431)

Les produits d'intérêts proviennent principalement de la situation de trésorerie du Groupe et de ses dépôts. Les charges et produits d'intérêt se rapportent essentiellement à des actifs et des passifs comptabilisés au coût amorti.

L'augmentation des produits d'intérêt provient principalement de la hausse des taux d'intérêts reçus sur les dépôts. L'augmentation des charges d'intérêt est principalement liée à l'intérêt qui a commencé à être comptabilisé en 2022 sur la réserve supplémentaire (3,4 millions USD).

Pour 2022, les autres revenus financiers sont liés à un gain exceptionnel de change au Liban (2022 : 2,8 millions USD ; 2021 : 1,5 millions USD) et à la réévaluation des contreparties éventuelles (2022 : 1,8 millions USD ; 2021 : 0,5 millions USD).

Les autres charges financières se rapportent essentiellement aux charges bancaires autres que les charges d'intérêts.

7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Dettes d'impôts sur le résultat		121 871	114 675
Créances d'impôts sur le résultat		(11 001)	(8 535)
Dettes d'impôts sur le résultat nettes		110 870	106 140

Les composantes de la marge avant impôt sont les suivantes :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Entité néerlandaise et ses succursales		22 602	33 099
En dehors des Pays-Bas		40 882	(19 942)
		63 484	13 157

La charge d'impôt sur le résultat du Groupe se compose des éléments sui

En US\$ 000	Annexe	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Charge d'impôt sur le résultat			
Différée :			
En rapport avec l'exercice en cours		4 253	(4 934)
En rapport avec les exercices précédents		(9 287)	(7 967)
	14	(5 034)	(12 901)
Impôts courants :			
En rapport avec l'exercice en cours		17 174	22 757
En rapport avec les exercices précédents		15 519	15 025
		32 693	37 782
Charge totale d'impôt sur le résultat		27 659	24 881

La charge relative à la période peut être rapprochée du bénéfice avant impôt comme suit:

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Bénéfice avant impôts		63 484	13 157
Taux d'imposition aux Pays-Bas de 25,8% (2021 : 25,0 %)		16 379	3 289
Effet de l'écart des taux d'imposition étrangers		178	(798)
Différences permanentes		511	12 846
Effet des différences temporaires		4 253	(4 934)
Mouvements d'actifs d'impôts différés nets non comptabilisés		106	7 427
Impôts d'exercices antérieurs		6 232	7 051
Charge d'impôt sur le résultat dans le compte de résultat consolidé		27 659	24 881

L'impôt différé qui a été directement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global représente un avantage fiscal de 3,4 millions USD (2021 : 0,6 millions USD).

Cet impôt différé est lié au résultat différé de couverture résultant des couvertures de flux de trésorerie (perte de 1,2 millions USD ; 2021 : gain de 1,9 millions USD), des gains et pertes actuariels liés aux pensions (gain de 1,7 millions USD ; 2021 : perte de 1,2 millions USD) et de la réévaluation des actifs incorporels (perte de 3,8 millions USD ; 2021 : none).

8. GOODWILL

Les mouvements du goodwill pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2022 and 2021 sont les suivants :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Solde au 1er janvier		59 160	63 866
Dotations via regroupements d'entreprises		291	7 922
Décomptabilisations		-	(1 263)
Réductions de valeur		-	(9 408)
Conversion		(1 762)	(1 957)
Solde au 31 décembre		57 689	59 160

Au cours de l'exercice 2022, le goodwill a augmenté à la suite d'un ajustement de 0,3 million USD du prix d'acquisition de Safety Line S.A.S. et a été négativement affecté par 1,8 millions USD de conversion.

En 2021, le goodwill a été affecté par différents éléments :

- L'acquisition de Safety Lines S.A.S. a entraîné la comptabilisation d'un goodwill supplémentaire de 7,9 millions USD dans l'UGT SITA for Aircraft (voir Annexe 27) ;
- CHAMP Cargosystems S.A. a vendu sa filiale CHAMP Forwarder Systems en décembre 2021, entraînant une décomptabilisation du goodwill de 1,3 million USD ;
- La dépréciation de 9,4 millions USD du goodwill de ComNet (UGT : SITA at Airports & Borders – Applications & Devices) ;
- L'impact de 2,0 millions USD de conversion sur le goodwill en euros.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, lors de l'acquisition, aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui devraient bénéficier de ce regroupement d'entreprises. Le Groupe est organisé en 6 unités opérationnelles : "SITA at Airports", "SITA at Borders", "ATI Communications & Data Exchange", "SITA for Aircraft", "Passenger Solution Line" and "CHAMP Cargosystems". Ces unités opérationnelles sont les plus petits groupes identifiables d'actifs et de passifs qui génèrent des flux de trésorerie qui sont largement indépendants des flux de trésorerie provenant d'autres groupes d'actifs (« unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »).

La valeur comptable du goodwill au 31 décembre est allouée comme suit :

En US\$ 000		2022	2021*
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
SITA at Airports		11 625	11 625
SITA at Borders		27 676	29 058
CHAMP Cargosystems		5 983	6 363
SITA for Aircraft		12 405	12 114
		57 689	59 160

*Les chiffres de l'année précédente ont été ajustés afin de refléter la nouvelle organisation.

Conformément aux normes IFRS, le Groupe examine annuellement les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles (y compris le goodwill) et corporelles afin d'identifier d'éventuelles indications de perte valeur de ces actifs. Pour chacune de ces indications ainsi que pour le goodwill, un test de dépréciation est effectué. Celui-ci consiste à comparer les flux actualisés de trésorerie attribuables à l'actif avec sa valeur comptable.

Les flux de trésorerie sont basés sur une estimation actuelle des futurs revenus et charges, ajustés pour les éléments non monétaires. Les immobilisations incorporelles avec une durée d'utilité indéterminée et le goodwill sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les valeurs recouvrables des UGT sont déterminées à partir des calculs de valeur d'utilité. Les hypothèses-clés des calculs de valeur d'utilité sont celles relatives au taux d'actualisation, au taux de croissance et à la valeur finale.

La direction estime les taux d'actualisation en utilisant les coûts moyens pondérés du capital avant impôt qui reflètent l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques aux UGT.

Le taux d'actualisation avant impôt appliqué lors des tests de valorisation varie en fonction du type d'UGT. Le taux d'imposition utilisé reflète la situation dans laquelle l'UGT opère et oscille entre 18 % et 40 %, la moyenne étant fixée à 25 %.

Le Groupe prépare les prévisions de flux de trésorerie découlant du plan d'entreprise le plus récent, approuvé par le Conseil d'Administration pour les quatre prochaines années (2021 : trois ans) et extrapolé à cinq ans. Le plan d'entreprise est basé sur le scénario de reprise de l'IATA, qui se traduit par un retour des volumes de passagers au niveau d'avant la crise en 2024. Les prévisions utilisées intègrent les impacts macro-économiques et réglementaires sur l'industrie, l'offre de produits SITA pour soutenir les objectifs de durabilité de l'industrie et les coûts liés à l'atteinte de nos objectifs en matière de neutralité carbone.

Les principales hypothèses utilisées, basées sur le scénario de reprise actuel de l'IATA (tenant compte de l'évolution attendue de l'Industrie du Transport Aérien, y compris l'effet des changements climatiques), sont les suivantes :

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Taux de croissance 2022-2026	Taux d'actualisation avant impôts 2022	2022		
			Mouvement annuel des dépenses en annuelle de la marge (M\$) 2022- capital (M\$) 2022-2023	Augmentation/(baisse) \$) 2027	
SITA at Airports	8,8%	13,2%	(2,30)		1,10
SITA at Borders	18,6%	14,0%	9,40		0,83
ATI Communications & Data Exchange	(0,2%)	11,0%	1,00		0,00
SITA for Aircraft	9,1%	11,0%	2,50		1,08
CHAMP Cargosystems	6,7%	13,5%	1,60		0,12

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Taux de croissance 2021-2024	Taux d'actualisation avant impôts 2021	2021*		
			Mouvement annuel des dépenses en annuelle de la marge (M\$) 2021- capital (M\$) 2021-2022	Augmentation/(baisse) \$) 2025-2026	
SITA at Airports & Borders - Communication & Data Exchange*	(1,0%)	9,7%	(6,70)		0,20
SITA at Airports & Borders - Applications & Devices*	11,7%	9,6%	21,00		0,74
SITA for Aircraft	9,6%	7,6%	0,60		0,52
CHAMP Cargosystems	7,3%	9,3%	(1,30)		0,05

*Le calcul de l'UGT de 2021 étant effectué avec l'ancienne organisation commerciale, les hypothèses de 2021 n'ont pas été retraitées.

Les taux de croissance ci-dessus reflètent le taux de croissance annuel moyen au cours de la période de prévision. Après la période de prévision, le taux de croissance annuel est fixé à 2 % pour toutes les unités opérationnelles à l'exception de "ATI Communication & Data Exchange" (0 %).

Analyse de sensibilité

Pour chacune des unités opérationnelles, une analyse de sensibilité a été effectuée sur la base des hypothèses suivantes :

- Une croissance annuelle réduite de 1 % par rapport à l'hypothèse de base ;
- Une croissance de valeur finale réduite de 1 % par rapport à l'hypothèse de base ;
- Un taux d'actualisation augmenté de 1 % par rapport à l'hypothèse de base ;
- Une marge annuelle réduite de 1% par rapport à l'hypothèse de base.

Pour toutes les analyses détaillées ci-dessus, le Groupe a conclu qu'il n'y a pas d'indicateurs de réduction de valeurs pour les unités génératrices de trésorerie et que la marge existante entre la valeur d'utilité et la valeur comptable des actifs est suffisante pour supporter des revers additionnels.

En 2021, le Groupe a décidé de réduire de 9,4 millions USD la valeur du goodwill lié à l'acquisition de ComNet en 2010. Compte tenu des perspectives économiques actuelles, les revenus futurs de cette acquisition ne sont plus suffisants pour soutenir ce goodwill.

9. IMMOBILISATION INCORPORELLES

(A) Immobilisations incorporelles comptabilisées au coût

Les mouvements des immobilisations incorporelles comptabilisées au coût pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2022 et 2021 sont les suivants :

En US\$ 000	Frais de développement d'activités	Droits de propriété intellectuelle	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coûts				
Solde au 1er janvier 2021	829 239	24 507	73 635	927 381
Dotations	43 138	20	10 483	53 641
Dotations via regroupements d'entreprises	15 550	-	-	15 550
Décomptabilisations	(81 858)	(540)	(3 484)	(85 882)
Différence de change	(3 388)	(909)	(2 226)	(6 523)
Solde au 31 décembre 2021	802 681	23 078	78 408	904 167
Dotations	37 155	443	15 749	53 347
Décomptabilisations	(136 555)	(12 620)	(696)	(149 871)
Reclassement	8 667	-	(8 667)	-
Différence de change	(3 298)	(674)	(1 410)	(5 382)
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	-	-	(15 421)	(15 421)
Transfert vers les immobilisations incorporelles réévaluées à la juste valeur	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2022	708 650	10 227	83 384	786 840
Amortissements et réductions de valeur				
Solde au 1er janvier 2021	(668 688)	(24 448)	(44 738)	(737 874)
Amortissement de l'année	(53 084)	(31)	(7 115)	(60 230)
Décomptabilisations	81 857	540	3 411	85 808
Réductions de valeur	(8 219)	-	-	(8 219)
Différence de change	3 042	934	561	4 537
Solde au 31 décembre 2021	(645 092)	(23 005)	(47 881)	(715 978)
Amortissement de l'année	(56 612)	(190)	(7 087)	(63 889)
Décomptabilisations	136 434	12 620	593	149 647
Réductions de valeur	(4 242)	-	(6)	(4 248)
Différence de change	3 011	674	446	4 131
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	-	-	9 624	9 624
Solde au 31 décembre 2022	(566 501)	(9 901)	(44 311)	(620 713)
Valeur comptable				
Au 31 décembre 2021	157 589	73	30 527	188 189
Au 31 décembre 2022	142 149	326	39 073	166 127

Les montants significatifs de décomptabilisation en 2022 sont principalement liés à la finalisation des activités "Passenger Solutions Services" durant l'exercice.

En 2022, le Groupe a capitalisé 37,2 millions USD (2021 : 43,1 millions USD) de coûts de développement. Ces coûts font partie des 78,2 millions USD de frais de recherche et développement engagés au cours de l'année 2022 (2021 : 68,5 millions USD). Le reste de ces frais de recherche et développement a été comptabilisé en charges au compte de résultat.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent des licences de logiciels achetées et utilisées pour usage internes ou pour fournir des services à nos clients.

La période d'amortissement restante des immobilisations est comprise entre 3 et 10 ans, selon la nature de l'actif.

Perte de valeur et extournes ultérieures

En 2022, le Groupe a reconnu des pertes de valeur de 4,2 millions USD, comprenant :

- 2,3 millions USD de coûts de développement d'un produit que le Groupe a décidé de ne pas commercialiser ;
- 1,2 millions USD de coûts de développement d'un produit développé pour un client russe maintenant sanctionné ;
- 0,8 million USD d'inefficacité identifié dans des activités de développement produit.

En 2021, le Groupe a reconnu des pertes de valeur de 8,2 millions USD sur ses actifs Airport Management Systems

La valeur comptable des actifs non amortis s'élève à 45,2 millions USD (2021 : 61,3 millions USD) et concerne principalement des actifs incorporels en phase de développement. Ces actifs ont été soumis au test de dépréciation annuel (voir Annexe 8) sur la base d'un plan d'entreprise quadriennal (2021 : triennal) approuvé par le Conseil d'Administration, extrapolé à cinq ans. Les taux d'actualisation avant impôt appliqué varient entre 11,0 % and 14,0 % selon la nature de l'actif.

Sûretés

Aux 31 décembre 2022 et 2021, aucune immobilisation incorporelle n'était gagée en garantie de passifs.

Engagements

A la fin de 2022, le Groupe détenait 3,8 millions USD d'engagements pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles (2021 : 9,1 millions USD).

(B) Immobilisations incorporelles comptabilisées à un montant réévalué

Les mouvements des immobilisations incorporelles comptabilisées à un montant réévalué au cours des exercices clôturés les 31 décembre 2022 and 2021 sont les suivants :

En US\$ 000	Immobilisations incorporelles disponibles à la vente
Coûts	
Solde au 1er janvier 2021	-
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	
Solde au 31 décembre 2021	-
Transfert venant des immobilisations incorporelles au coût	-
Dotations	2 000
Décomptabilisations	-
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	(2 000)
Solde au 31 décembre 2022	-
Ecart de réévaluation	
Solde au 1er janvier 2021	115 507
Mise à la valeur de marché par fonds propres	93 082
Décomptabilisations vers le résultat reporté	(55 741)
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	(152 848)
Solde au 31 décembre 2021	-
Mise à la valeur de marché par fonds propres	47 175
Décomptabilisations vers le résultat reporté	(19 684)
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	(27 491)
Solde au 31 décembre 2022	-
Valeur comptable	
Au 31 décembre 2021	-
Au 31 décembre 2022	-

Les immobilisations incorporelles disponibles à la vente sont des adresses IP qui sont mesurées au montant réévalué (voir Annexe 2).

Au 31 décembre 2021, ces immobilisations ont été reclassées en actifs détenus en vue de la vente, le Groupe prévoyant de les revendre en 2022 (valeur comptable au 31 décembre 2021 : 152,8 millions USD).

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe a vendu 117,0 millions USD d'actifs de ce portefeuille et a comptabilisé un gain de 14,8 millions USD (voir Annexe 5).

Également en 2022, le Groupe a libéré des blocs supplémentaires d'adresses IP qui ont été reclassés des immobilisations incorporelles au coût vers les immobilisations incorporelles disponibles à la vente et réévalués pour un montant de 47,2 millions USD dans les autres éléments du résultat global. 19,7 millions USD de ces blocs ont été vendus au cours de l'exercice 2022 et 29,5 millions USD ont été transférés dans les actifs détenus en vue de la vente puisque le Groupe anticipe leur cession en 2023.

La valeur comptable des blocs d'adresses IP destines à la vente au 31 décembre 2022 se monte à 65,4 millions USD, y compris un surplus de revalorisation reconnu dans les autres éléments du résultat global pour 27,5 millions USD (32,9 millions USD de ces actifs ont été vendus dans les premiers mois de 2023).

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les mouvements des immobilisations corporelles pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2022 et 2021 sont les suivants :

	Terrains et bâtiments	Installations et équipement	Ameublement et véhicules	Total
En US\$ 000				
Coûts				
Solde au 1er janvier 2021	29 575	426 318	58 317	514 210
Dotations	-	29 651	2 236	31 887
Dotations via regroupements d'entreprises	-	-	20	20
Décomptabilisations	(1 706)	(48 041)	(384)	(50 131)
Reclassements	(103)	194	103	194
Différence de change	(6)	(762)	(274)	(1 042)
Solde au 31 décembre 2021	27 760	407 360	60 018	495 138
Dotations	1	40 045	5 310	45 356
Décomptabilisations	(339)	(83 083)	(19 318)	(102 740)
Différence de change	-	(1 443)	65	(1 378)
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	-	(2 376)	(132)	(2 508)
Solde au 31 décembre 2022	27 422	360 503	45 943	433 868
Amortissements et réductions de valeur				
Solde au 1er janvier 2021	(25 522)	(337 815)	(46 845)	(410 182)
Dépréciations pour l'exercice	(277)	(32 753)	(4 521)	(37 551)
Décomptabilisations	1 620	44 492	303	46 415
Réductions de valeur	-	(1 003)	-	(1 003)
Reclassements	25	(194)	(25)	(194)
Différence de change	(1)	3 152	278	3 429
Solde au 31 décembre 2021	(24 155)	(324 121)	(50 810)	(399 086)
Dépréciations pour l'exercice	(832)	(30 739)	(4 089)	(35 660)
Décomptabilisations	337	80 951	19 273	100 561
Réductions de valeur	-	(4 384)	-	(4 384)
Différence de change	-	1 214	(79)	1 135
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	-	2 130	120	2 250
Solde au 31 décembre 2022	(24 650)	(274 949)	(35 585)	(335 184)
Valeurs comptables				
Au 31 décembre 2021	3 605	83 239	9 208	96 052
Au 31 décembre 2022	2 772	85 554	10 358	98 684

Comme dans les exercices précédents, le Groupe a revu son portefeuille d'actifs corporels afin d'éliminer ceux qui ne sont plus utilisés.

Les immobilisations corporelles sont essentiellement des actifs utilisés pour fournir nos services à nos clients.

Perte de valeur

En 2022, le Groupe a comptabilisé des pertes de valeur de 4,4 millions USD, incluant :

- 2,6 millions USD de pertes liées aux sanctions envers la Russie et la Biélorussie (cette perte est couverte par la provision pour risques de 2,9 millions USD reconnue par le Groupe dans les comptes consolidés de 2021 et reprise en 2022) ;
- 1,8 millions USD de pertes sur des actifs utilisés pour une contrat client onéreux.

En 2021, le Groupe a comptabilisé des pertes de valeurs pour 1,0 million USD.

Sûretés

Aux 31 décembre 2022 et 2021, aucune immobilisation corporelle n'a été gagée en garantie de passifs.

Engagements

A la fin de l'année 2022, le Groupe avait des engagements pour l'acquisition d'immobilisations corporelles pour un montant de 10,4 millions USD (2021 : 9,8 millions USD).

11. CONTRATS DE LOCATION

Les mouvements des droits d'utilisation liés aux contrats de location durant les exercices 2022 et 2021 se présentent comme suit :

En US\$ 000	Terrains et bâtiments	Installations et équipement	Total
Solde au 1er janvier 2021	43 068	8 368	51 436
Ajustements liés à la réévaluation des passifs liés aux obligations locatives	6 535	3 388	9 923
Dépréciations pour l'exercice	(15 645)	(3 852)	(19 497)
Décomptabilisations	3		3
Reclassement	124	(124)	-
Différence de change	(78)	(483)	(561)
Solde au 31 décembre 2021	34 007	7 297	41 304
Ajustements liés à la réévaluation des passifs liés aux obligations locatives	16 217	2 552	18 769
Dépréciations pour l'exercice	(14 010)	(2 993)	(17 003)
Réductions de valeur	(1 975)	-	(1 975)
Différence de change	(328)	(440)	(768)
Transfert vers des actifs de type "destinés à la vente"	(2 376)	-	(2 376)
Solde au 31 décembre 2022	31 535	6 416	37 951

Les mouvements des passifs liés aux obligations de location durant les exercices 2022 et 2021 se présentent comme suit :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Solde au 1er janvier		47 108	63 097
Dotations		18 769	9 923
Charges d'intérêt reconnues d'avances (Annexe 6)		887	1 204
Paiements des loyers		(19 911)	(24 857)
Différence de change		(1 971)	(2 259)
Transfert vers des passifs de type "destinés à la vente"		(2 235)	-
Solde au 31 décembre		42 647	47 108
Non courant		28 833	27 768
Courant		13 814	19 340
		42 647	47 108

Au 31 décembre 2022, le taux d'emprunt moyen effectif était de 2,0 % (2021 : 1,4 %).

Le Groupe a également reconnu une charge de 11,4 millions USD (2021 : 11,6 millions USD) relative à des baux à court terme d'une durée d'un an ou moins.

En 2022, le Groupe a reconnu une perte de valeur de 2,0 millions USD des droits d'utilisation locatifs dans des locaux loués pour lesquels la majeure partie de l'espace avait été libérée à la fin de l'année à la suite de la mise en place du mode de travail hybride (2021 : aucun).

Les baux sont principalement contractés par le Groupe pour des bureaux et des équipements. Les baux sont conclus pour une durée moyenne de 5 à 10 ans pour les bureaux et de 3 à 5 ans pour les équipements.

Dans la plupart des contrats, les loyers sont fixés pour la durée du contrat, bien qu'ils augmentent généralement selon un indice de prix déterminé.

12. ACTIFS ET PASSIFS CONTRACTUELS

Les mouvements des actifs liés aux contrats avec les clients pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2022 et 2021 sont les suivants :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Solde au 1er janvier		66 562	76 738
Dotation de coûts différés		4 466	3 934
Dotation de revenus constatés d'avance		10 930	12 224
Dépréciation comme coût dans le compte de résultat		(7 397)	(13 414)
Transfert vers les créances commerciales		(19 054)	(12 920)
Solde au 31 décembre		55 507	66 562
Non courant		16 794	21 450
Courant		38 713	45 112
		55 507	66 562

De ce solde total de 55,5 millions USD (2021 : 66,6 millions USD), 30,7 millions USD sont liés aux coûts différés des contrats (2021 : 33,6 millions USD) et 24,8 millions USD sont liés aux revenus constatés d'avance (2021 : 32,9 millions USD). Le Groupe n'a pas reconnu de réductions de valeurs en 2022 ou en 2021.

L'Annexe 2 fournit plus d'information sur le contenu des actifs et passifs liés aux contrats avec les clients.

Les revenus constatés d'avance devraient être amortis au rythme suivant :

Revenu constaté d'avance transféré aux créances commerciales	1 an	2 ans	3-5 ans	> 5 ans	total
2022	24 663	39	102	-	24 804
2021	32 928	-	-	-	32 928

Les mouvements sur les revenus différés pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2022 et 2021 sont les suivants :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Solde au 1er janvier	80 989	83 319
Dotations	23 320	28 958
Transfert au compte de résultat	(38 959)	(31 288)
Solde au 31 décembre	65 350	80 989
Non courant	19 625	31 482
Courant	45 725	49 507
	65 350	80 989

Le solde total de revenus différés devrait être transféré au compte de résultat au rythme suivant :

Transfert au compte de résultat	1 an	2 ans	3-5 ans	> 5 ans	total
2022	45 725	8 192	9 609	1 824	65 350
2021	49 507	12 639	13 584	5 259	80 989

Les mouvements des dettes liées aux contrats avec les clients pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2022 et 2021 sont les suivants :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Solde au 1er janvier	10 960	10 621
Transfert venant des passifs de type "destinés à la vente"	-	-
Dotations	21 048	3 976
Transfert vers les dettes commerciales	(2 967)	(3 637)
Solde au 31 décembre	29 041	10 960
Non courant	-	-
Courant	29 041	10 960
	29 041	10 960

13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Le solde des autres actifs financiers au 31 décembre 2022 s'élève à 9,3 millions USD (2021 : 6,6 millions USD).

Les autres actifs financiers comprennent principalement des dépôts de garantie (5,1 millions USD ; 2021 : 4,5 millions USD) relatifs à des dépôts réguliers pour la location de bureaux et à d'autres contrats de location ou de service. Ils incluent également une participation du Groupe dans des fonds d'investissement pour 4,1 millions USD (2021 : 2,1 millions USD).

14. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Durant l'exercice, les mouvements des actifs d'impôt différé ont été les suivants :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Solde au 1er janvier	59 206	40 747
Comptabilisés via autre résultat global	2 471	12 675
Comptabilisés via le compte de résultat	3 831	6 024
Effet des écarts de change	(1 916)	(240)
Reclassement en passifs d'impôt différé	(1 234)	-
Solde au 31 décembre	62 358	59 206

La position nette des actifs d'impôts différés s'explique comme suit :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Actifs d'impôts différés potentiel	155 161	159 856
Montant non comptabilisé	(92 803)	(100 650)
Total des actifs d'impôt différé - comptabilisés	62 358	59 206

Au 31 décembre 2022, le Groupe disposait d'actifs d'impôts différés non comptabilisés de 92,8 millions USD (2021 : 100,7 millions USD). Ces actifs n'ont pas été comptabilisés dans la mesure où il est improbable que des bénéfices imposables suffisants soient disponibles pour utiliser ces actifs. Des avantages fiscaux de 1,2 millions USD provenant des pertes fiscales reportées non reconnues arriveront à échéance entre 2023 et 2029.

Aucun passif d'impôt différé n'est comptabilisé sur les bénéfices non rapatriés des filiales et succursales à l'étranger. Étant donné que les bénéfices sont continuellement réinvestis par le Groupe et qu'il n'est nullement prévu que ces entités versent des dividendes ou procèdent à un rapatriement de leurs succursales à l'étranger, aucun impôt ne devrait être dû sur ces bénéfices dans un avenir proche. Si les bénéfices étaient rapatriés, un montant de 2,8 millions USD serait dû.

Durant l'exercice, les mouvements des passifs d'impôts différés ont été les suivants :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Solde au 1er janvier		7 493	9 646
Comptabilisés via autre résultat global		5 523	(1 405)
Comptabilisés via le compte de résultat		(405)	(2 698)
Transfert d'un actif d'impôt différé		(1 234)	-
Effet des écarts de change		330	1 950
Solde au 31 décembre		11 707	7 493

L'impôt différé net se rapporte aux éléments suivants :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Perte disponible pour compenser des revenus imposables futurs		38 003	32 411
Pensions et régimes médicaux de retraite		7 852	13 231
Réévaluation d'immobilisations incorporelles		(4 629)	(3 203)
Réévaluation des couvertures de flux de trésorerie		(777)	450
Différences temporaires à court terme		10 202	8 824
Solde au 31 décembre		50 651	51 713

La charge d'impôts différés de l'année dans le compte de résultat est liée aux éléments suivants :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
(Réduction) Augmentation de la perte disponible pour compenser des revenus imposables futurs		(7 879)	(4 867)
Pensions et régimes médicaux de retraite		6 537	1 222
Réévaluation des couvertures de flux de trésorerie		-	(1 857)
Réévaluation d'immobilisations incorporelles		(2 104)	(1 743)
Autres différences à court terme		(1 588)	(5 656)
		(5 034)	(12 901)

15. STOCKS

Les stocks s'élèvent à un montant total de 19,3 millions USD (2021 : 9,1 millions USD) et ils représentent des biens destinés à être revendus. Pendant l'année, les biens destinés à être revendus ont représentés une charge totale de 31,7 millions USD (2021 : 39,6 millions USD). Aucun stock n'a été gagé en garantie des passifs.

16. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres créances se composent comme suit :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Créances commerciales		212 315	205 086
Revenus non facturés		107 130	119 045
Autres créances		7 489	13 290
Acomptes et TVA		48 979	52 563
Provision pour note de crédit		(18 491)	(13 728)
Provision pour pertes de crédit attendues		(41 754)	(48 113)
		315 668	328 143

La valeur comptable des créances commerciales et autres créances est proche de leur juste valeur. Les revenus non facturés représentent essentiellement l'activité de décembre, facturée au cours de l'année suivante.

Les provisions pour note de crédit se rapporte à des crédits donnés au client pour donner suite à des ajustements de facturation ou un geste commercial. Les notes de crédit accordées aux clients avec des balances nulles ou créditrices sont comptabilisés dans les dettes commerciales.

Créances commerciales et revenus non facturés

Le risque de crédit du Groupe découle principalement de ses créances commerciales. Les montants présentés au bilan sont nets de toutes provisions pour créances douteuses. Afin de gérer le risque de crédit, la direction a mis en place une politique de crédit et l'exposition au risque de crédit est gérée en permanence. Une provision pour perte de valeur est constituée sur base de la méthode des pertes de crédit attendues. Pour appliquer cette méthode, la direction se base sur l'expérience du passé pour estimer le niveau des flux de trésorerie recouvrables.

Le Groupe n'a aucune concentration majeure de risque de crédit, les risques étant répartis sur un grand nombre de clients. Le Groupe est membre de la Chambre de Compensation IATA qui fournit le maximum de certitudes quant au règlement des créances ouvertes des Membres. Le délai de crédit moyen sur les ventes est de 30 jours.

Avant d'accepter un nouveau client, le Groupe évalue sa solvabilité et fait parfois appel à l'assistance d'une société de crédit externe. Pour les clients existants, le Groupe a recours à une notation interne à SITA du risque de crédit afin d'évaluer le profil de risque de chaque client. La grande majorité des revenus du Groupe provient de clients qui paient via la Chambre de Compensation IATA ou des Membres de SITA SC.

(a) Modèle des pertes de crédit attendues

L'évaluation des pertes de crédit attendues sur la durée de vie est établie sur la créance nette que le Groupe détient sur chacun de ses clients. Une approche en 2 étapes est utilisée.

Étape 1 – Évaluation collective

Les créances nettes sont d'abord triées par sous-groupes de niveau de solvabilité en utilisant l'ancienneté des créances ouvertes comme référence. Ensuite, pour chaque sous-groupe, sur base de l'expérience du passé et de statistiques, le Groupe définit le montant des pertes de crédit attendues comme étant un pourcentage du montant total des créances ouvertes du sous-groupe.

En 2022, la pandémie COVID-19 est toujours considérée comme un événement de crédit déclenchant la nécessité de réévaluer la probabilité d'un défaut de paiement. En réponse, en ligne avec 2020 et 2021, le Groupe a continué

de provisionner intégralement les créances supérieures à 90 jours pour les clients avec un profil de risque élevé et de ne reconnaître le revenu pour ces comptes que sur base des paiements reçus.

Étape 2 – Évaluation individuelle

Lorsque la créance nette ouverte est supérieure à 0,1 million USD et qu'un événement de crédit a été identifié, le Groupe la retire de l'évaluation collective et établit une évaluation individuelle du montant recouvrable. Les éléments pris en considération pour l'identification de l'événement de crédit et l'évaluation du montant recouvrable sont les suivants :

- L'annulation de services par le client alors que des créances restent ouvertes ;
- Cas de faillite connu ou restrictions imposées sur les flux de trésorerie ;
- Membres dont le statut de membre est sur le point d'être annulé ;
- Clients montrant des signes de difficultés financières potentielles ; et
- Clients originaires de certaines régions.

Lorsque des clients ont été déconnectés pour cause de non-paiement ou lorsqu'ils sont en faillite ou ne sont plus opérationnels, le Groupe provisionne habituellement l'intégralité des créances

(b) Balances âgées

Les balances âgées des clients aux 31 décembre 2022 et 2021 sont les suivantes :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			2021		
	Créances commerciales brutes	Perte de crédit attendue	Créances commerciales nettes	Créances commerciales brutes	Perte de crédit attendue	Créances commerciales nettes
Non échues	112 102	-	112 102	93 731	-	93 731
Echues de						-
1-90 jours	39 703	(867)	38 836	38 752	(1 924)	36 828
91-120 jours	6 623	(923)	5 700	4 072	(577)	3 495
121-180 jours	8 299	(2 770)	5 529	8 355	(2 450)	5 905
181-360 jours	12 604	(9 543)	3 061	14 689	(10 059)	4 630
> 360 jours	32 984	(27 651)	5 333	45 487	(33 103)	12 384
Total	212 315	(41 754)	170 561	205 086	(48 113)	156 973

Il n'y a aucun client pour lequel l'encours net représente plus de 5 % du total de l'encours commercial au 31 décembre 2022 (2021 : aucun).

(c) Mouvements des provisions pour créances douteuses – pertes de crédit attendues

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022		2021	
	Solde en début d'année	48 113	Solde à la fin de l'année	65 445
Réductions de valeur comptabilisées		17 790		26 498
Montants décomptabilisés car non recouvrables		(4 584)		(19 969)
Réductions de valeur annulées		(19 565)		(23 861)
Solde à la fin de l'année	41 754		48 113	

Il n'y a pas de client présentant un montant important de réduction de valeur ou dont la valeur comptable des créances commerciales ayant été renégociées est significative.

En conséquence du remboursement de créances échues depuis longtemps, 19,6 millions USD de pertes de valeur ont pu être reprises au cours de l'exercice 2022 et 23,9 millions USD pour 2021.

Les créances commerciales et provisions pour pertes de crédit attendues qui y sont liées sont décomptabilisées lorsque le client fait faillite et/ou lorsqu'il est déconnecté de services fournis par SITA.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour couvrir son exposition au risque de change. Ces instruments comprennent essentiellement des contrats de change à terme qui représentent des engagements d'acheter ou de vendre une devise locale ou étrangère.

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux instruments financiers dérivés détenus au 31 décembre 2022 :

En US\$ 000	Montants notionnels	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs
Instruments dérivés désignés et efficaces en tant que couvertures des flux de trésorerie			
Opérations à termes sur devises	205 439	4 952	1 946
Total	205 439	4 952	1 946

Les flux de trésorerie liés aux instruments dérivés mentionnés ci-dessus impacteront principalement le compte de résultat en 2023.

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux instruments financiers dérivés détenus au 31 décembre 2021 :

En US\$ 000	Montants notionnels	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs
Instruments dérivés désignés et efficaces en tant que couvertures des flux de trésorerie			
Opérations à termes sur devises	206 735	783	2 591
Total	206 735	783	2 591

Les flux de trésorerie liés aux instruments dérivés mentionnés ci-dessus se sont principalement produits et ont affecté le compte de résultat en 2022.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au cours de l'exercice.

Les montants sont basés sur les valeurs de marché d'instruments équivalents à la date du bilan. La juste valeur des instruments de couverture de devises qui sont désignés et efficaces comme couvertures de flux de trésorerie représente une perte nette non réalisée pour le Groupe de 3,0 millions USD (2021 : perte nette non réalisée de 1,8 millions USD) qui a été reportée dans les autres éléments du résultat global.

L'Annexe 19 mentionne les montants reportés ou repris des capitaux propres en 2022 relatifs aux dérivés qualifiés de couverture efficace de flux de trésorerie. Durant l'exercice 2022, une perte nette de 5,5 millions USD (2021 : gain net de 4,0 millions USD) a été enregistré dans le compte de résultat au titre des contrats échus au cours de l'exercice

(nets d'impôts), dont 1,4 million USD de perte (2021 : un gain de 5,9 millions USD) inclus dans la réserve de couverture au 31 décembre 2021.

18. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Soldes bancaires	130 698	303 727
Dépôts à court terme	562 739	248 615
Encaisse	21	16
Total	693 458	552 358

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie détenue par le Groupe et les placements bancaires à court terme dont l'échéance initiale est de 3 mois au maximum. La valeur comptable de ces actifs avoisine leur juste valeur.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement détenus centralement et sont alloués aux différentes juridictions dans lesquelles le Groupe opère sur la base de besoins commerciaux locaux. Tous surplus de trésorerie généré localement est rapatrié vers le Groupe, en fonction des restrictions réglementaires applicables. Au 31 décembre 2022, il n'y a pas de trésorerie ou équivalents de trésorerie détenus localement qui ne seraient pas disponibles pour utilisation au niveau du Groupe ou qui excéderaient les besoins commerciaux locaux.

Les mouvements de trésorerie venant des activités de financement sont liés aux fonds des membres et aux remboursements des passifs liés aux locations.

En US\$ 000	Fonds des membres (Annexe 21)	Emprunts (Annexe 24)	Passif liés aux obligations locatives (Annexe 25)	Total
Solde au 1er janvier 2021	124 216	6 761	63 097	194 074
Entrées/(sorties) de flux de financement	(282)	108 997	(23 653)	85 062
Autres mouvements	230 610	(4 612)	7 664	233 662
Solde au 31 décembre 2021	354 544	111 146	47 108	512 798
Entrées/(sorties) de flux de financement	(17 228)	1 949	(19 024)	(34 303)
Autres mouvements	1 919	(6 435)	14 563	10 047
Solde au 31 décembre 2022	339 235	106 660	42 647	488 542

19. CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2022, le capital social autorisé se compose de 6 574 actions ordinaires (2021 : 6 645). La valeur nominale de ces actions est de 5 euros par action, capital entièrement libéré.

Le capital de SITA comprend deux catégories d'actions (définies en vertu des statuts de SITA). Les actions de catégorie I sont émises aux membres ATI et celles de catégorie II aux institutions qui répondent aux conditions requises et aux membres catégorie II de l'ATI.

Les actions de catégorie II confèrent à leurs titulaires les mêmes droits et elles sont soumises aux mêmes obligations que celles de catégorie I, sauf disposition contraire prévue par les statuts ou par les autres dispositions

réglementaires approuvées par le Conseil d'administration. Il convient de noter que les titulaires d'actions de catégorie II n'ont pas le droit de participer à la redistribution annuelle des actions.

Tous les membres peuvent participer à l'Assemblée Générale et ont droit à autant de voix qu'ils détiennent d'actions, sauf disposition contraire prévue dans les statuts.

La réserve de conversion comprend tous les écarts de change découlant de la conversion des états financiers résultant des opérations étrangères qui ne sont pas incorporées dans les opérations du Groupe.

Cette réserve représente une perte de -5,7 millions USD (2021 : une perte de -4,9 millions USD), dont -3,1 million (2021 : -3,5 millions USD) attribuables aux participations sans contrôle. L'état consolidé des autres éléments du résultat global mentionne les mouvements de la période.

La réserve de réévaluation comprend les gains et pertes actuariels cumulatifs sur les pensions (augmentation nette de 24,0 millions USD en 2022) et les gains et pertes non réalisés sur les placements y compris sur les actifs incorporels disponibles à la vente (augmentation nette de 43 millions USD en 2022).

Les gains et pertes de couverture comptabilisés sur la partie de la couverture des flux de trésorerie sont inclus dans la réserve de couverture. Les gains ou pertes cumulés reportés sont comptabilisés en compte de résultat lorsque la transaction de couverture impacte le compte de résultat où ils sont inclus en tant qu'ajustement de base à l'élément non financier couvert, en accord avec les principes comptables applicables.

Les mouvements de la réserve de couverture sont les suivants :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Solde au 1er janvier	(1 356)	5 878
Bénéfice/(perte) comptabilisé(e) sur les couvertures des flux de trésorerie		
Transféré vers le compte de résultat	1 356	(5 878)
Bénéfice/(perte) net(te) ajouté(e) aux capitaux propres	3 007	(1 806)
Effet lié à l'impôt différé	(777)	450
Solde au 31 décembre	2 230	(1 356)
Actionnaires de la Société	1 009	(613)
Participation sans contrôle	1 221	(743)
Total	2 230	(1 356)

Les gains et pertes transférés durant la période, des capitaux propres vers le compte de résultat, sont repris sous les rubriques suivantes dans le compte de résultat (avant effet d'imposition) :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Charge de main d'œuvre nette	919	(4 537)
Services et biens divers	212	(500)
Autres charges d'exploitation	225	(841)
Total	1 356	(5 878)

Il n'y a pas de résultat lié à l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie comptabilisé au cours des exercices 2022 et 2021.

20. PENSIONS ET PROVISIONS POUR RETRAITE

Divers régimes de retraite, par capitalisation ou répartition, à prestations ou cotisations définies et régimes d'indemnités de fin de service sont utilisés dans le Groupe. La nature de chaque régime varie selon le pays concerné. Les actifs de tous les régimes sont détenus hors du Groupe.

Dans de nombreux pays, les employés du Groupe sont affiliés à un régime de retraite légal ou à des régimes à cotisations définies et les obligations du Groupe sont limitées à ces cotisations.

En 2021, dans le cadre du programme SimplySITA, les obligations en matière de pension ont été transférées au Groupe N.V.

Dans l'état consolidé de la situation financière, le Groupe comptabilise une dette totale de 83,1 millions USD à la fin de l'exercice 2022 (2021 : 123,6 millions USD).

La dette totale est répartie comme suit :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Régimes à prestations définies dans les principaux pays	63 683	104 779
Autres régimes à prestations définies	1 592	1 479
Indemnités de départ	16 713	16 229
Avantages à long terme	1 095	1 120
Total du passif	83 083	123 607

Les montants comptabilisés dans le compte de résultat se présentent comme suit :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Régimes à prestations définies dans les principaux pays	10 114	11 103
Autres régimes à prestations définies	454	395
Indemnités de départ	2 636	874
Avantages à long terme	103	15
Montant total comptabilisé dans le compte de résultat	13 307	12 387

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global s'établissent comme suit :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Régimes à prestations définies dans les principaux pays	(21 559)	(24 150)
Autres régimes à prestations définies	(735)	244
Total (bénéfice)/perte dans les autres éléments du résultat global	(22 294)	(23 906)

Les autres régimes à prestations définies comprennent les indemnités de départ (« End of service indemnities » ou « EOSI ») pour les pensions et les obligations de service relatives aux plus petits pays dans lesquels SITA exerce ses activités.

Bien que ces obligations répondent à la définition de la norme IAS 19 sur les obligations des régimes à prestations définies, la direction de SITA a décidé d'adopter une approche simplifiée, la différence d'évaluation de ces

obligations n'étant pas considérée comme significative. La provision EOSI calculée pour ces pays se fonde sur l'hypothèse d'une clôture des plans au 31 décembre de l'année.

Régimes à prestations définies du Groupe dans les pays les plus importants

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont instaurés en France, Allemagne, Italie, Suisse et au Royaume-Uni. Ces régimes à prestations définies ont été développés sur la base des pratiques locales du pays dans lequel le Groupe opère.

Le Groupe offre également des régimes médicaux post-retraite aux États-Unis. L'adhésion à ces régimes est généralement conditionnée au fait que l'employé reste en service jusqu'à l'âge de la retraite et à une période de prestation de services minimum. Les nouveaux membres du personnel ne peuvent pas bénéficier de ce régime. La méthode comptable des régimes à prestations définies est également appliquée à ces plans.

ROYAUME-UNI

Le Groupe gère un plan à prestations définies à partir d'un trust. Les actifs du plan sont conservés séparément du Groupe et des trustees veillent au respect strict des règles du plan. Les nouveaux employés ne peuvent plus en bénéficier depuis 2004 mais les membres du trust cumulent toujours les bénéfices du plan.

Depuis lors, les nouveaux employés ont la possibilité de s'affilier à des plans à cotisations définies gérés par le Groupe. L'autre plan ne compte plus aucun membre actif (seulement des membres différés ou pensionnés). Selon les régimes à prestations définies, chaque pension des employés retraités est calculée sur la base de leur ancienneté et de leur rémunération finale.

Les règles de financement des régimes à prestations définies sont établies et approuvées par le Groupe et les trustees du plan au minimum une fois tous les trois ans. L'objectif de financement des plans est de conserver des actifs qui, en valeur, égalent les bénéfices échus sur la base des salaires projetés. Selon la méthode de valorisation, en cas de déficit par rapport à l'objectif, le Groupe et les trustees se mettront d'accord sur une cotisation visant à combler ce déficit sur une période déterminée.

Il y a un risque pour le Groupe qu'une conjoncture négative puisse le mener à verser des cotisations supplémentaires afin de combler un déficit éventuel.

La durée moyenne pondérée des paiements attendus est d'environ 12 ans.

Le Groupe a versé une contribution de 14,5 millions USD à ce plan en 2022. La contribution que le Groupe s'attend à verser en 2023 s'élève à 9,7 millions USD.

SUISSE

Le Groupe participe à une fondation collective en Suisse. La fondation couvre tous les employés en Suisse et effectue des versements sur la base de cotisation définies. Chaque employé a un compte d'épargne auquel l'employé et le Groupe cotisent. Chaque employeur affilié à la fondation collective a un comité de bénéfices, composé sur une base égale de représentants des employés et de représentants des employeurs.

À partir du 1er janvier 2019, cette fondation, qui fonctionnait sur un mode opérationnel complètement assuré, a été transformée en fondation semi-autonome : la fondation a désormais l'entièr responsabilité de la stratégie d'investissement et du risque. Le régime de retraite inclut des bénéfices d'assurance sous-jacents supportés par

l'employeur : lorsqu'un employé part à la retraite, le paiement de sa retraite est garanti bien qu'il puisse également opter pour le versement d'une somme fixe. Le plan est donc présenté comme un régime à prestations définies.

La durée moyenne pondérée des paiements attendus est d'environ 13 ans.

En 2022, le Groupe a versé une contribution de 4,6 millions USD à ce plan. La contribution que le Groupe s'attend à payer en 2023 s'élève à 4,7 millions USD.

AUTRES PAYS PRINCIPAUX

Le Groupe sponsorise des régimes à prestations définies dans d'autres pays où il exerce ses activités. En France et en Italie, les plans de retraite prévoient le paiement de montants fixes au moment de la retraite. En Allemagne, le plan assure le paiement de pensions aux retraités. Ce plan est clôturé depuis 1992.

Chiffres clés des principaux plans de pension

Les montants enregistrés dans le compte de résultat en rapport avec les régimes à prestations définies et les plans de retraite médicaux se présentent comme suit :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Coût des services	809	5 976	1 452	8 237
Intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies	895	26	242	1 163
Comptabilisation immédiate des (bénéfices)/pertes survenant au cours de l'exercice	-	-	(3)	(3)
Frais d'administration	648	69	-	717
Total Charge/(Crédit) comptabilisé dans le compte de résultat	2 352	6 071	1 691	10 114

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2021			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Coût des services	932	6 250	1 643	8 825
Intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies	1 188	12	220	1 420
Comptabilisation immédiate des (bénéfices)/pertes survenant au cours de l'exercice	-	-	(9)	(9)
Frais d'administration	777	90	-	867
Total Charge/(Crédit) comptabilisé dans le compte de résultat	2 897	6 352	1 854	11 103

Les montants comptabilisés dans l'autre résultat global découlant des plans à prestation définie et des régimes médicaux post-retraite sont les suivants :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	(3 259)	-	-	(3 259)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	(84 861)	(27 859)	(8 594)	(121 314)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'expérience	21 431	-	(165)	21 266
(Bénéfice)/Perte sur l'actif	60 160	18 240	(109)	78 291
(Bénéfice)/Perte de remboursement	-	-	3 457	3 457
Total réévaluations comptabilisées dans autre résultat global	(6 529)	(9 619)	(5 411)	(21 559)

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2021			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	-	-	22	22
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	(6 582)	(4 519)	(260)	(11 361)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'expérience	(3 595)	-	(27)	(3 622)
(Bénéfice)/Perte sur l'actif	(11 354)	1 316	475	(9 563)
(Bénéfice)/Perte de remboursement	-	-	374	374
Total réévaluations comptabilisées dans autre résultat global	(21 531)	(3 203)	584	(24 150)

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé découlant de l'obligation du Groupe dans le cadre de ses plans à prestations définies sont les suivants :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies financées	(172 021)	(122 157)	(6 175)	(300 353)
Juste valeur des actifs du plan	139 701	116 830	5 898	262 429
Statut financé	(32 320)	(5 327)	(277)	(37 924)
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies non financées	-	-	(25 759)	(25 759)
Actif et (passif) comptabilisé au bilan	(32 320)	(5 327)	(26 036)	(63 683)

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2021			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies financées	(261 180)	(153 914)	(7 483)	(422 577)
Juste valeur des actifs du plan	205 664	140 137	6 102	351 903
Statut financé	(55 516)	(13 777)	(1 381)	(70 674)
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies non financées	-	-	(34 105)	(34 105)
Actif et (passif) comptabilisé au bilan	(55 516)	(13 777)	(35 486)	(104 779)

Les tableaux ci-dessous illustrent le mouvement de la dette nette des régimes à prestations définies, avec des réconciliations séparées pour la valeur actuelle des régimes de pension à prestations définies, des actifs du plan et l'impact des restrictions sur l'actif :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Obligations en matière de prestations définies, début de l'exercice	261 180	153 914	41 588	456 682
Coût des services courants net	809	5 976	1 452	8 237
Charge d'intérêts sur la dette	4 556	432	445	5 433
Cotisations des membres du personnel	-	4 473	-	4 473
Prestations nettes payées	(6 406)	(12 830)	(624)	(19 860)
(Bénéfice)/Perte de réévaluation:				
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'expérience	21 431	-	(168)	21 263
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	(3 259)	-	-	(3 259)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	(84 861)	(27 859)	(8 594)	(121 314)
Ajustements de change	(21 429)	(1 949)	(2 165)	(25 543)
Obligations en matière de prestations définies, fin de l'exercice	172 021	122 157	31 934	326 112

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2021			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Obligations en matière de prestations définies, début de l'exercice	281 006	171 804	45 526	498 336
Coût des services courants net	932	6 250	1 643	8 825
Charge d'intérêts sur la dette	4 086	162	393	4 641
Cotisations des membres du personnel	-	4 435	-	4 435
Prestations nettes payées	(11 546)	(17 550)	(2 747)	(31 843)
(Bénéfice)/Perte de réévaluation:				
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'expérience	(3 595)	-	(36)	(3 631)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	-	-	22	22
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	(6 582)	(4 519)	(260)	(11 361)
Ajustements de change	(3 121)	(6 668)	(2 953)	(12 742)
Obligations en matière de prestations définies, fin de l'exercice	261 180	153 914	41 588	456 682

La variation de la juste valeur des actifs du plan pendant l'année est détaillée comme suit :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Juste valeur des actifs du plan, début d'exercice	205 664	140 137	6 102	351 903
Cotisations de l'employeur	14 537	4 589	624	19 750
Cotisations des membres du personnel	-	4 473	-	4 473
Prestations nettes payées	(6 406)	(12 830)	(624)	(19 860)
Frais d'administration effectivement payés	(648)	(69)	-	(717)
Revenus d'intérêts sur les actifs du plan	3 661	406	50	4 117
Bénéfice/(Perte) de réévaluation :				-
Rendement des actifs du plan (hors montants intégrés dans les revenus d'intérêts)	(60 160)	(18 240)	109	(78 291)
Ajustements de change	(16 947)	(1 636)	(363)	(18 946)
Juste valeur des actifs du plan, fin d'exercice	139 701	116 830	5 898	262 429

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2021			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Juste valeur des actifs du plan, début d'exercice	196 004	155 541	7 689	359 234
Cotisations de l'employeur	10 741	5 009	2 132	17 882
Cotisations des membres du personnel	-	4 435	-	4 435
Prestations nettes payées	(11 546)	(17 550)	(2 747)	(31 843)
Frais d'administration effectivement payés	(777)	(91)	-	(868)
Revenus d'intérêts sur les actifs du plan	2 898	150	45	3 093
Bénéfice/(Perte) de réévaluation :				-
Rendement des actifs du plan (hors montants intégrés dans les revenus d'intérêts)	11 354	(1 316)	(475)	9 563
Ajustements de change	(3 010)	(6 041)	(542)	(9 593)
Juste valeur des actifs du plan, fin d'exercice	205 664	140 137	6 102	351 903

Les mouvements des actifs / (passifs) nets comptabilisés dans les états financiers pendant l'exercice peuvent être résumés comme suit :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Actif/(passif) net au bilan, début d'exercice	(55 516)	(13 777)	(35 486)	(104 779)
Total (charge)/crédit comptabilisé dans le compte de résultat	(2 352)	(6 071)	(1 845)	(10 268)
Total réévaluations comptabilisées dans autre résultat global	6 529	9 619	8 868	25 016
Cotisations de l'employeur	14 537	4 589	-	19 126
Contributions uniques de l'employeur afin de financer des prestations de cessation d'emploi	-	-	624	624
Ajustements de change	4 482	313	1 803	6 598
Bilan net actif/ (passif), fin d'exercice	(32 320)	(5 327)	(26 036)	(63 683)

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2021			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Actif/(passif) net au bilan, début d'exercice	(85 002)	(16 263)	(37 837)	(139 102)
Total (charge)/crédit comptabilisé dans le compte de résultat	(2 897)	(6 352)	(1 982)	(11 231)
Total réévaluations comptabilisées dans autre résultat global	21 531	3 203	(210)	24 524
Cotisations de l'employeur	10 741	5 009	-	15 750
Contributions uniques de l'employeur afin de financer des prestations de cessation d'emploi	-	-	2 132	2 132
Ajustements de change	111	626	2 411	3 148
Bilan net actif/ (passif), fin d'exercice	(55 516)	(13 777)	(35 486)	(104 779)

En plus des actifs du plan, il y a des droits de remboursement de 15,4 millions USD (2021 : 19,5 millions USD). Ces droits au remboursement se rapportent aux plans allemands. Aucun droit de remboursement n'est prévu dans les autres pays.

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022		2021	
	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne
Droits de remboursement, début de l'exercice		19 468		22 203
Revenus d'intérêts sur les droits de remboursement		154		128
Rendement des droits de remboursement (hors montants inclus dans les revenus d'intérêts)		(3 457)		(374)
Cotisations de l'employeur		455		604
Remboursements à l'entreprise		(63)		(1 441)
Ajustements de change		(1 187)		(1 652)
Droits de remboursement, fin de l'exercice		15 370		19 468

Le tableau suivant détaille la composition de la juste valeur des actifs du plan britannique (tous classés en niveau 2). Les actifs du plan en France sont des actifs d'assurance.

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Allocation des actifs du plan au Royaume-Uni			
	2022	2021	Juste valeur	% Juste valeur
Catégorie d'actifs				
Titres de capital				
Au niveau national	-		0,0%	5 047
À l'étranger	31 237		22,4%	45 562
Obligations souveraines				
Obligations souveraines nationales	51 619		36,9%	63 730
Obligations souveraines étrangères	4 188		3,0%	12 115
Obligations d'entreprises				
Obligations d'entreprises notées A	4 088		2,9%	25 595
Obligations d'entreprises notées BBB et moins	8 195		5,9%	10 170
Immobilier / immeubles				
Au niveau national	8 669		6,2%	8 610
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 363		6,7%	3 230
Autre	22 342		16,0%	31 605
Total	139 701	100%	205 664	100%

La valorisation des pensions nécessite que le Groupe choisisse des hypothèses de marché relatives aux taux d'actualisation, à l'inflation et aux rendements attendus et établisse des estimations spécifiques au Groupe, comme par exemple le taux de croissance à long terme des salaires. Le Groupe s'appuie pour ces hypothèses de marché sur des indices financiers couramment utilisés et se sert de l'expertise d'actuaires internationaux et locaux.

Le Groupe a appliqué les principales hypothèses actuarielles suivantes pour calculer les obligations des régimes à prestations définies :

Exercice financier	Royaume-Uni			Suisse			Autre		
	2022	2021	2020	2022	2021	2020	2022	2021	2020
Taux d'actualisation	4,75	1,90	1,45	2,15	0,30	0,10	3,71	1,33	1,30
Taux des futures augmentations de pensions	2,60	2,60	2,00	0,75	0,75	0,75	1,97	1,50	1,75
Taux d'augmentation des pensions	3,10	3,30	2,80	0,00	0,00	0,00	0,63	0,44	0,00

Pour les plans de pension les plus importants, le taux d'actualisation à chaque date d'évaluation est basé sur un indice de référence d'obligations d'entreprises de bonne qualité, à l'exception de la Suisse, où un indice de référence d'obligations d'État est utilisé. En ligne avec 2021, le Groupe a ajouté un « spread » aux indices de référence utilisés dans l'Union Européenne et au Royaume-Uni afin de tenir compte de la différence de durée entre l'indice de référence sous-jacent pour les obligations d'entreprises (environ 10 ans dans l'UE et 15 ans au Royaume-Uni) et les plans de pension (respectivement 11 et 12 ans). Pour 2022, cela donne un « spread » de 7 points de base dans la zone euro et de 2 points de base au Royaume-Uni, qui est ajouté aux indices de référence des obligations d'entreprises (2021 : -14 points de base dans la zone euro et +1 point de base au Royaume-Uni).

L'impact du changement des hypothèses principales sur les obligations en matière de prestations définies s'élève à :

Devise	Augmentation/baisse de l'obligation au titre des prestations définies			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Effet de la diminution du taux d'actualisation de 0,50 %				
Augmentation de l'obligation en matière de prestations définies	10 608	8 161	1 817	20 586
Effet du taux d'augmentation salariale et d'indexation des pensions de 0,50 %				
Augmentation de l'obligation en matière de prestations définies	5 942	6 089	797	12 828

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus est basée sur un changement d'hypothèse, tout en gardant toutes les autres hypothèses inchangées. En pratique, il est peu probable que cela se produise et certains changements d'hypothèses peuvent être corrélés.

Au Royaume-Uni, les taux de mortalité sont déterminés en ajustant la table de mortalité standard de tous les pensionnés (SAPS) pour refléter l'expérience récente au niveau du plan. Ces taux sont ensuite projetés pour refléter l'amélioration de l'espérance de vie, conformément aux projections CMI, en utilisant un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an. Compte tenu du fait que le plan est censé payer des montants forfaitaires, la table de mortalité ne constitue pas une hypothèse significative.

En Suisse, les taux de mortalité sont calculés au moyen de la table de mortalité LPP 2015 avec des projections CMI et un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an.

En calculant la sensibilité de la dette aux hypothèses les plus importantes, la même méthode a été appliquée que lors du calcul de la dette de pension comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière.

Les méthodes et types d'hypothèses utilisées pour la préparation des analyses de sensibilité n'ont pas été modifiées par rapports aux exercices antérieurs.

21. PROVISIONS

En US\$ 000	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Autres provisions	
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre				2022
Solde au 1er janvier	26 026	23 799	56 070	105 895
Dotations	26 315	5 878	8 019	40 212
Utilisation	(19 756)	(1 477)	(30 686)	(51 919)
Reprises	(5 046)	(12 616)	(17 785)	(35 447)
Solde au 31 décembre	27 539	15 584	15 618	58 741
Non courant	4 183	-	7 697	11 880
Courant	23 356	15 584	7 921	46 861
	27 539	15 584	15 618	58 741
En US\$ 000	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Autres provisions	
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre				2021
Solde au 1er janvier	47 262	11 788	59 232	118 282
Dotations	13 558	12 617	28 265	54 440
Utilisation	(25 122)	(606)	(26 909)	(52 637)
Reprises	(9 672)	-	(4 518)	(14 190)
Solde au 31 décembre	26 026	23 799	56 070	105 895
Non courant	-	-	16 868	16 868
Courant	26 026	23 799	39 202	89 027
	26 026	23 799	56 070	105 895

Les provisions pour restructuration représentent les coûts provisionnés en rapport avec diverses activités d'intégration et de transformation. Ces dernières années, le Groupe a poursuivi ses programmes de changement à travers plusieurs initiatives visant à améliorer la qualité et la rapidité de ses services et ses délais de mise sur le marché, à accroître l'efficacité de son organisation afin d'atteindre l'excellence opérationnelle.

Au cours des dernières années, l'activité de connectivité cabine de SITA a été confrontée à une dégradation importante lié à la réticence des passagers à payer pour l'accès à internet et à l'évolution de la tarification du temps d'antenne par satellite. Par conséquent, SITA a pris la décision de mettre fin à ses services de connectivité cabine en 2022 avec un plan de réduction progressive de l'activité d'ici janvier 2025 et de donner la priorité aux différents segments de marché où nous sommes les mieux placés pour croître et collaborer avec les acteurs de l'industrie du transport aérien vers un avenir plus vert et digitalisé.

Les principaux mouvements de provision et de paiement liés aux initiatives de restructuration menées au cours de l'année se présentent comme suit :

- Indemnités de départ et prestations enregistrées en 2022 pour 19,8 millions USD ;
- Coûts de restructuration supplémentaires associés aux changements organisationnels effectués en 2022 pour 24,2 millions USD à la suite des programmes de changement mis en œuvre et de la réduction progressive des activités de services de cabines ;
- Diminution nette de 3 millions USD correspondant à la réévaluation des provisions de restructuration existantes.

Le solde actuel des provisions de restructuration s'élève à 27,5 millions USD.

Les provisions pour litiges s'élèvent à 15,6 millions USD (2021 : 23,8 millions USD) dont 14,8 millions USD liés à des résiliations de contrats et 0,7 millions USD pour le règlement d'un litige.

À la suite de l'incident de sécurité des données signalé en 2021, SITA a reçu la confirmation qu'il n'y aurait pas de conséquences par rapport à l'application de la réglementation sur la sécurité des données. En conséquence, le montant de provision correspondant a été relâché pour un montant de 12,6 millions USD.

Les autres provisions sont liées à des contrats déficitaires à long terme et s'élèvent à 15,6 millions USD (2021 : 56,1 millions USD). Le mouvement des provisions s'explique par une utilisation de 30,7 millions USD et par une reprise nette de 9,8 millions USD enregistrée pour de nouveaux contrats déficitaires et pour la réévaluation des provisions existantes. Pour la reconnaissance et la réévaluation de ces provisions, la Société a exercé son jugement afin de déterminer la meilleure estimation des coûts nécessaires pour remplir les obligations. Cela correspond à la meilleure estimation de la direction et celle-ci s'est basée sur tous les faits et circonstances connus au 31 décembre 2022.

22. FONDS DES MEMBRES

Les fonds des membres exigibles à plus d'un an comprennent les certificats d'investissements et doivent être acquittés comme suit :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Entre un et deux ans		10 865	12 651
Entre deux et cinq ans		24 484	29 144
Plus de cinq ans		13 737	20 931
Total		49 086	62 726

Les fonds des membres dus à moins d'un an comprennent :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Paiement annuel sur compte		898	1 030
Certificats d'investissement global		18 987	19 443
Excédent à répartir distribuable		-	232 206
Excédent à répartir de l'exercice précédent		1 279	1 029
Dépôts de garantie reçus		2 520	2 631
Réserve supplémentaire		266 465	35 479
Total		290 149	291 818

SITA SC, en tant qu'organisation coopérative, est financée par ses membres par le biais de dépôts opérationnels et de prêts des membres. Les fonds des membres sont subordonnés aux dettes séniories. Les montants dus aux anciens membres sont présentés dans la rubrique « Dettes commerciales ».

Paiement annuel sur compte (« Yearly Payment on Account » - YPOA)

Comme prévu dans le manuel financier, une avance de fonds, dénommée ci-après « YPOA », a été consentie par le passé à SITA par ses membres catégorie I. Ces YPOA ont été progressivement remboursés et le montant restant dû correspond à la part des membres ayant des dettes non apurées vis-à-vis de SITA.

Certificats d'Investissement global

Les membres doivent contribuer au budget d'investissement de SITA par le biais d'un « Certificat d'Investissement global », si le Conseil d'administration l'estime nécessaire.

Ce Certificat d'Investissement global est remboursé par SITA sur une période de dix ans, en versements égaux débutant douze mois après que le premier Certificat d'Investissement global a été appelé et ait produit des intérêts. Le taux d'intérêt applicable aux Certificats d'Investissement est basé sur le Secured Overnight Financing Rate ("SOFR") augmenté de 1 %.

Excédent à répartir

SITA SC est constituée sous la forme d'une organisation coopérative sans but lucratif. Conformément à ses statuts et à son manuel financier, SITA SC fournit des services à ses membres à prix coûtant. Le recouvrement des coûts pour les services de réseau partagés est effectué par débit mensuel et calculé sur la base de l'activité de réseau de chaque membre ainsi qu'un ajustement annuel. Tout excédent (« excédent à répartir ») ou déficit (« insuffisance de recouvrement ») à la fin de l'année est redistribué aux membres, à proportion de leurs contributions aux services de SITA SC pendant l'année, sur la base des comptes annuels approuvés par l'assemblée générale annuelle. Ce mécanisme a été arrêté au 1er janvier 2022.

Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie sont payés par les membres, dans le cadre des formalités requises pour l'adhésion.

Réserve Supplémentaire

La réserve supplémentaire se compose de fonds des membres dans les états financiers de SITA et elle constitue un dépôt fait par les membres de SITA dans SITA SC. A partir de 2022, cette réserve est rémunérée par un intérêt basé sur le Secured Overnight Financing Rate ("SOFR") augmenté de 0,8 %.

23. EMPRUNTS

Prêts "Schuldschein"

Au premier trimestre 2021, le Groupe a conclu 2 contrats de prêt « Schuldschein » :

- Un prêt de 60 mois remboursable à échéance de 80,0 millions d'euros / 96,5 millions USD (taux d'intérêt : 2,1 %) ;
- Un prêt de 36 mois remboursable à échéance de 15,0 millions d'euros / 18,1 millions USD (taux d'intérêt : 1,8 %).

Ces prêts sont assujettis à des clauses restrictives sur la dette, l'endettement et l'effet de levier. Le Groupe était en conformité avec ces obligations à fin 2022. Les montants restants dus, relatifs à ces prêts se montent à 100,5 millions USD au 31 décembre 2022.

Autres prêts

Le Groupe a également contracté les prêts suivants pour l'acquisition d'équipement :

- En 2021, un prêt de 22 mois remboursable par mensualités de 2,4 millions USD (intérêts : 0 %). Les montants restants dus au 31 décembre 2022 se montent à 0,7 millions USD ;
- En 2022, un prêt de 48 mois remboursable par mensualités de 6,8 millions USD (intérêts : 0,8 %). Les montants restants dus au 31 décembre 2022 se montent à 5,2 millions USD.

24. AUTRES DETTES

Les autres dettes (15,0 millions USD ; 2021 : 15,0 millions USD) se rapportent essentiellement à la partie non courante de la juste valeur des contreparties éventuelles liées aux sociétés acquises.

25. DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes comprennent :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Comptes fournisseurs	248 224	205 502
Autres impôts	73 572	75 188
Autres dettes	2 791	7 765
Autres dettes salariés	109 232	116 856
Total	433 819	405 311

La valeur comptable des dettes commerciales et autres dettes avoisine leur juste valeur. Le Groupe a instauré des politiques de gestion des risques financiers afin d'assurer le paiement de toutes les dettes commerciales dans les délais.

Les dettes commerciales comprennent un montant de 9,1 millions USD (2021 : 10,8 millions USD) relatifs aux montants créditeurs ouverts dans les créances clients. La majorité de ces montants se rapporte aux membres.

26. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, SITA est exposée au risque de crédit, de change, de taux d'intérêt et de liquidité. Lors du processus d'identification, d'évaluation, de surveillance et de limitation de ces risques, le Groupe applique des procédures et des contrôles stricts et exhaustifs.

La stratégie du Groupe en matière de gestion des risques vise à minimiser les effets de ces risques en utilisant des couvertures « naturelles » ou des produits financiers dérivés afin de couvrir l'exposition aux différents risques.

L'usage de produits financiers dérivés est régi par des politiques du Groupe approuvées par le Conseil d'administration qui fournit des directives documentées en matière de risques de change, de risque de taux d'intérêt, de risque de crédit, sur l'utilisation de produits financiers dérivés ou non et l'investissement de la trésorerie excédentaire.

Le Groupe n'utilise pas et ne vend pas d'instruments financiers, en ce compris des instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Le Comité d'Audit et de Gestion des Risques (ARMCom) du Comité de Surveillance de SITA SC reçoit tous les trimestres un rapport du département Trésorerie du Groupe. Ce rapport inclut le rapport de trésorerie ainsi que le rapport de gestion des risques du Groupe, qui détaillent les risques de marché existants à la date du rapport ainsi que les risques relatifs aux flux de trésorerie anticipés.

(a) Risque de crédit

On entend par risque de crédit, le risque que des changements défavorables dans la qualité de crédit d'une contrepartie puissent affecter la valeur des positions du Groupe. Des changements préjudiciables au niveau de la solvabilité peuvent se produire à la suite d'un risque spécifique de la contrepartie ou à des risques relatifs au pays dans lequel la contrepartie exerce ses activités.

Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses opérations régulières et ses opérations de trésorerie. Le risque de crédit peut provenir du risque spécifique d'un client, sous forme de défaut de paiement ou de changement préjudiciable dans sa solvabilité en raison d'un risque géographique ou encore à la suite du risque de trésorerie spécifique d'une contrepartie.

Risque de contrepartie client

La gestion du risque sur un client individuel dépend des conditions préalablement négociées qui minimisent l'exposition du Groupe. Au moment de la conclusion de ventes importantes ou de projets majeurs, le risque de crédit est évalué par l'étude de différents indicateurs financiers des contreparties et l'analyse de leur risque opérationnel.

Avant d'accepter un nouveau client, le Groupe évalue le risque de crédit du client potentiel et a parfois recours à l'assistance d'une agence externe. Tout renouvellement ou nouvelle commande pour des clients existants est soumise à l'examen préalable des montants échus.

Les contrats qui s'étendent sur une durée de plus d'un an, dont les flux de trésorerie cumulés sont négatifs à quelque étape que ce soit et qui sont supérieurs à 5 millions USD seront soumis à une analyse du risque afin de déterminer si le risque a été réduit autant que possible.

Les instruments de réduction du risque peuvent inclure : une évaluation de la solvabilité, des garanties bancaires ou étatiques, des obligations ou des dépôts reçus, la mise en gage d'actifs, l'usage de financement externe sans recours (au Groupe), l'utilisation de la Chambre de Compensation IATA pour les clients de la communauté du transport aérien (ATC), l'inclusion de pénalités en cas de retard de paiement ou le lien avec la provision des services en réseau.

Le profil de risque n'est pas le même entre les membres et les non-membres. Les membres sont généralement soumis aux normes et aux procédures IATA qui fournissent une assurance complémentaire sur le professionnalisme du membre et sa solvabilité. Le paiement par le biais de la Chambre de Compensation IATA fournit une assurance complémentaire que les créances envers le membre sont recouvrables.

Une analyse de la rentabilité des contrats et des clients peut être effectuée pour permettre d'analyser le risque politique et économique par région, afin d'établir s'il existe une exposition inacceptable dans un pays ou une région donnée.

Les créances commerciales se répartissent sur un grand nombre de clients, issus de zones géographiques variées. La diversification du portefeuille de clients atténue le risque de concentration du risque de crédit au sein d'une région, d'un secteur ou d'un type de client.

L'évaluation continue du risque-crédit des clients est effectuée au moyen d'une notation interne de risque de crédit SITA. Cette notation individuelle est établie en fonction des critères suivants : information financière, information qualitative et information spécifique à chaque pays.

Dans le contexte spécifique de la pandémie COVID-19, le risque de crédit à la clientèle a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes. En réponse, outre l'application stricte de la politique décrite ci-dessus, le Groupe a renforcé sa méthode de calcul de la provision pour pertes de crédit attendues et en révisant les limites de crédit par client et leurs respects avant suspension/déconnexion du service afin d'améliorer la collecte des montants dus.

Risque de crédit de trésorerie

Outre le risque de crédit résultant de ses activités opérationnelles, le Groupe est exposé aux risques de crédit liés aux liquidités qu'il détient, à son portefeuille d'investissements de trésorerie et à la juste valeur positive des instruments dérivés. La politique d'investissement de la trésorerie du Groupe a pour objectif de limiter ces risques.

Cette politique suit une procédure stricte concernant l'acceptation de contreparties pour les opérations de trésorerie et conclut uniquement des opérations avec des partenaires financiers, considérés comme solides financièrement et avec lesquels le Groupe travaille régulièrement. La qualité du portefeuille d'investissement de trésorerie fait l'objet de contrôles réguliers.

L'exposition aux institutions avec lesquelles le Groupe a conclu des instruments financiers de couverture ou des accords de financement ou a effectué des dépôts sera minimisée grâce aux procédures et limites suivantes :

- L'exposition au risque de contrepartie est plafonnée, au niveau du Groupe, à un montant maximum exprimé en dollars US, prenant en considération l'exposition nette totale et en utilisant une « cotation SITA » ;
- La « cotation SITA » est déterminée pour chaque banque ou institution financière (et leur limite respective d'exposition nette) en utilisant la cotation médiane à long terme de S&P, Moody's et Fitch (la deuxième meilleure cotation des 3 agences) et tenant compte de la nature et de la maturité de l'exposition ;
- L'exposition maximum pour toute contrepartie est de 350 millions USD.

La valeur comptable des actifs financiers enregistrés dans les états financiers, qui est présentée nette des réductions de valeur, représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit, sans tenir compte de la valeur des garanties reçues.

(b) Risque de marché

Le risque de marché se définit comme le risque que la valeur des positions adoptées par le Groupe ou la rentabilité de l'entreprise soit influencée par des mouvements sur les marchés. Les mouvements sur les marchés peuvent être répartis entre des fluctuations de taux de change, de taux d'intérêt, de cours des actions ou de prix des marchandises. Ces deux derniers sont d'une pertinence limitée pour le Groupe. En effet, le Groupe n'est exposé aux risques de prix des marchandises que pour les opérations d'achat menées pour le compte de projets ou d'activités d'investissement. Le risque lié aux cours des actions ne s'applique qu'aux participations détenues par le Groupe dans des entreprises associées ainsi qu'aux titres de placement disponibles à la vente.

Risque de change

Le risque de change est défini comme la perte potentielle qui résulterait d'une évolution défavorable des cours de change de devises étrangères. Les mouvements des cours de change affectent à la fois le résultat net et la position

financière du Groupe, exprimée en USD. La devise fonctionnelle et la devise de présentation du Groupe est le dollar US et l'exposition au risque de change provient :

- des transactions futures prévues et hautement probables, libellées en devises étrangères ;
- des engagements fermes de la société, libellés en devises étrangères ; et
- des éléments monétaires (principalement les créances et les dettes commerciales) libellés en devises étrangères.

Le Groupe gère son risque de change sur les flux de trésorerie futurs attendus (« couverture de flux de trésorerie ») avec l'objectif de protéger son budget et les résultats prévus ainsi que sa marge sur les contrats à long terme.

Les autres instruments qui peuvent être utilisés pour des opérations de couverture comprennent des contrats à terme et de renversement de risque (collars à coût zéro ou combinaison d'options) afin de couvrir l'exposition générée par les paiements et les encaissements en devises étrangères. Le Groupe a également conclu des contrats de change à terme afin de gérer le risque lié aux opérations d'achat et de vente en devises étrangères, prévues sur un horizon typique de douze mois.

Les politiques suivantes sont appliquées en matière de gestion des risques de change :

- Les contrats avec les clients seront de préférence conclus en USD mais peuvent être également conclus en euros ou dans une autre devise, avec l'objectif d'augmenter le niveau de couverture « naturelle » de la base des coûts. Des contrats en devises séparées peuvent être utilisés, à condition qu'il y ait une composante de coût en devise locale. Lorsque les flux de trésorerie ne sont pas compensés en interne par des flux de trésorerie opposés (sur la même période et sujets aux mêmes variations), l'exposition restante fera l'objet d'une couverture dont le coût sera affecté à la profitabilité de l'activité commerciale sous-jacente.
- Toute signature d'un contrat important avec un fournisseur ou un client (nouveau contrat ou renouvellement) qui n'est pas en USD doit être soumise au département Trésorerie pour approbation.
- Lorsque des flux de trésorerie en devises non-USD liés à des contrats avec les clients ne sont pas compensés en interne par des flux de trésorerie opposés dans la même devise (sur la même période et sujets aux mêmes variations), l'exposition restante fait partie de l'exposition totale nette de change.

Le risque résiduel est limité par la couverture des toutes les expositions nettes annuelles de change supérieures à 8 millions de dollars US en utilisant des renouvellements trimestriels et une approche par couches sur 12 mois.

- La limite de couverture est de 100 % de l'exposition nette de change. Toute position au-delà de 100 % serait considérée comme spéculative.
- Le niveau minimum de couverture doit être d'au moins 75 % à la fin de l'année calendrier.
- La gestion du risque de change inclut l'utilisation d'instruments simples (« plain vanilla »). L'utilisation d'options exotiques n'est pas autorisée.

Le tableau ci-dessous résume l'exposition du Groupe au risque de change, aux valeurs comptables fixées en date des 31 décembre 2022 et 2021 :

En US\$ 000	CAD/USD	SGD/USD	GBP/USD	CHF/USD	BRL/USD	CZK/USD
Exposition au risque de change						
Actifs au 31 décembre 2021	2 257	9 129	26 539	7 433	1 376	1 744
Passifs au 31 décembre 2021	(41 280)	(32 152)	(109 437)	(75 970)	(12 401)	(14 904)
Exposition nette au 31 décembre 2021	(39 023)	(23 023)	(82 898)	(68 537)	(11 025)	(13 160)
Actifs au 31 décembre 2022	3 061	10 604	32 782	8 999	1 065	2 117
Passifs au 31 décembre 2022	(54 277)	(40 743)	(142 048)	(78 154)	(15 113)	(17 144)
Exposition nette au 31 décembre 2022	(51 216)	(30 139)	(109 266)	(69 155)	(14 048)	(15 027)

Un signe négatif indique une entrée de trésorerie de la devise respective tandis qu'un signe positif indique une sortie de trésorerie. Si le dollar US s'apprécie de dix pour cent par rapport aux devises mentionnées ci-dessus, le Groupe enregistrerait un gain de 28,9 millions USD (2021 : 25,8 millions USD).

Si le dollar US se déprécie de dix pour cent par rapport aux devises mentionnées ci-dessus, le Groupe pourrait enregistrer une perte de change opposée de 28,9 millions USD (2021 : 25,8 millions USD).

Le taux de 10 % représente le taux de sensibilité utilisé pour évaluer l'impact raisonnable de l'évolution possible des taux de changes sur une devise étrangère. Les valeurs nominales des jambes individuelles de swaps se rapportant à des instruments financiers dérivés sont allouées aux catégories de devises correspondantes.

Dans le cadre de la gestion des risques, l'exposition au risque de change est évaluée sur la base des flux de trésorerie attendus.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur des positions du Groupe ou sa rentabilité fluctue en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. La durée pendant laquelle le taux d'intérêt d'un instrument financier est fixé, indique dans quelle mesure il est exposé au risque.

Le risque de taux d'intérêt est géré en faisant coïncider, autant que possible, les échéances des taux d'intérêt des dettes du Groupe avec les échéances des taux d'intérêt applicables à ses actifs. Le Groupe peut protéger sa rentabilité de ce risque, par l'intermédiaire de couvertures sur le risque de taux d'intérêt.

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques de renégociation d'intérêts des actifs et passifs financiers porteurs d'intérêts. En outre, ce tableau reprend les actifs et les passifs du Groupe à leur valeur comptable, classés par date la plus récente entre la date de renégociation contractuelle ou la date d'échéance.

En US\$ 000				
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021		< 1 an	> 1 an	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	693 458		-	693 458
	693 458		-	693 458
Dettes financières				
Fonds des membres - certificats d'investissement	(18 987)		(49 086)	(68 073)
Emprunts	(2 437)		(104 223)	(106 660)
Autres dettes*	(2 791)		(15 027)	(17 818)
Passifs liés aux obligations locatives	(13 814)		(28 833)	(42 647)
	(38 029)		(197 169)	(235 198)
Exposition nette aux intérêts	655 429		(197 169)	458 260

Sensibilité à un an due à l'évolution des taux d'intérêt	Augmentation de 50 points de base	Baisse de 50 points de base
En US\$ 000		
Dans le compte de résultat	(2 291)	2 291
Via capitaux propres	-	-
	(2 291)	2 291

*Les autres dettes à court terme représentent des contingences présentées dans les dettes commerciales et autres dettes. Voir Annexe 25.

En US\$ 000	< 1 an	> 1 an	Total
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022			
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	552 358	-	552 358
	552 358	-	552 358
Dettes financières			
Fonds des membres - certificats d'investissement	(19 443)	(62 726)	(82 169)
Emprunts	(2 093)	(109 053)	(111 146)
Autres dettes*	(4 865)	(15 040)	(19 905)
Passifs liés aux obligations locatives	(19 340)	(27 768)	(47 108)
	(45 741)	(214 587)	(260 328)
Exposition nette aux intérêts	506 617	(214 587)	292 030

Sensibilité à un an due à l'évolution des taux d'intérêt	Augmentation de 50 points de base	Baisse de 50 points de base
En US\$ 000		
Dans le compte de résultat	(1 460)	1 460
Via capitaux propres	-	-
	(1 460)	1 460

*Les autres dettes à court terme représentent des contingences présentées dans les dettes commerciales et autres dettes. Voir Annexe : Concernant les dettes à taux flottant, une analyse de sensibilité est préparée sur base de l'hypothèse que le montant des dettes en fin d'exercice était le même pendant toute la durée de l'exercice. Une augmentation ou une diminution de 50 points de base est utilisée pour évaluer le risque de taux d'intérêt en interne d'une modification éventuelle raisonnable des taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt moyens pondérés des actifs financiers porteurs d'intérêt au 31 décembre 2022 et 2021 :

	2022 % USD	% EUR	2021 % USD	% EUR
Actifs financiers				
Dépôts à court terme	1,95%	0,87%	0,53%	N/A
Dettes financières				
Certificats d'investissement global	5,31%	N/A	2,62%	N/A
Réserve supplémentaire	5,11%	N/A	N/A	N/A
Emprunts	N/A	2,00%	N/A	2,20%
Passifs liés aux obligations locatives	1,99%	N/A	1,73%	N/A

Les intérêts dus sur les passifs financiers résultent principalement des intérêts sur les certificats d'investissement globaux et la réserve supplémentaire (voir Annexe 22), sur les contrats de prêt « Schultschein » conclus en 2021 (voir Annexe 23) ainsi que sur les engagements locatifs (voir Annexe 11).

Réforme IBOR

Le Groupe est principalement exposé au remplacement du Libor USD en ce qui concerne les certificats d'investissement globaux, les produits dérivés et les facilités de crédit. Au 31 décembre 2022, tous ces éléments étaient passés à un autre taux d'intérêt de référence.

Cette réforme n'entraîne pas de modification des politiques de gestion des risques financiers appliquées par le Groupe.

(c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité apparaît lorsqu'il n'y a pas suffisamment de fonds pour respecter les obligations financières ou lorsque les actifs doivent être vendus à un prix inférieur à leur juste valeur afin de satisfaire à ces obligations.

La responsabilité finale de la gestion du risque de liquidité incombe à la direction qui a instauré un plan de gestion du risque de liquidité adéquat pour gérer le financement et les obligations de liquidités du Groupe, aussi bien à court terme, qu'à moyen et long terme.

Le Groupe gère le risque de liquidité en conservant des réserves adéquates, des facilités bancaires et une capacité d'emprunt, en surveillant de manière continue les flux de trésorerie actuels et futurs et en réconciliant les profils d'échéance des actifs et passifs financiers.

L'objectif premier en matière de financement est de maintenir des accords financiers qui soient adéquats par rapport aux activités et aux objectifs de la Société et ce, à un prix acceptable. De tels accords financiers doivent être conclus avec des contreparties financières qui peuvent démontrer leur solvabilité.

Afin d'atteindre cet objectif, les principes suivants sont en place :

- Sur base d'une période de 18 mois continus, des facilités seront mises en place afin de financer le budget et le plan de l'entreprise avec une marge suffisante pour couvrir les changements qui se produisent au niveau des besoins de l'activité et des conditions du secteur et de l'économie ;
- Sur la période allant de 1 à 3 ans dans le futur, des facilités seront mises en place pour respecter le niveau de financement anticipé requis dans un délai de 18 mois, pour la durée restante de la période de 3 ans afin d'avoir une assurance raisonnable qu'un financement supplémentaire peut être obtenu à partir de ce moment et jusqu'à la fin des 3 ans ;
- À un horizon de plus de 3 ans, la direction doit s'assurer que des financements seront probablement disponibles pour satisfaire aux besoins de l'activité, sur la base d'une analyse de profitabilité, des flux de trésorerie et des ratios pertinents.

Le tableau suivant présente une répartition des passifs financiers en fonction de leurs échéances, sur la base des durées restantes jusqu'aux dates de remboursement contractuelles prévues. Le tableau comprend l'estimation des flux de trésorerie des intérêts.

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022	< 3 Mois	3-12 Mois	1-2 années	2-5 années	> 5 années	Total
Dettes financières autres que flux de trésorerie sortants relatifs aux produits dérivés	248 833	294 768	43 489	111 109	13 737	711 936
Passifs liés aux obligations locatives	4 059	10 621	10 700	13 625	9 517	48 522
Instruments financiers dérivés	57 497	147 942	-	-	-	205 439
Flux de trésorerie sortant au titre des intérêts	20	11 127	1 075	3 348	919	16 489

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021	< 3 Mois	3-12 Mois	1-2 années	2-5 années	> 5 années	Total
Dettes financières autres que flux de trésorerie sortants relatifs aux produits dérivés	206 025	298 253	27 691	138 197	20 931	691 097
Passifs liés aux obligations locatives	5 150	14 721	11 021	12 985	5 895	49 772
Instruments financiers dérivés	76 096	130 639	-	-	-	206 735
Flux de trésorerie sortant au titre des intérêts	19	324	302	2 752	321	3 717

Les tableaux ci-dessus ont été préparés sur la base des flux de trésorerie des passifs financiers non actualisés. Les instruments dérivés ont été inclus sur une base nette s'ils sont réglés sur une base nette et sur la base des flux de trésorerie sortants non actualisés s'il s'agit d'instruments dérivés qui requièrent une réalisation brute.

Lorsque les instruments dérivés ne sont pas assortis d'un taux d'intérêt fixe, le montant de la dette présenté a été déterminé par référence aux taux d'intérêt projetés, tel qu'illustré par les courbes de rendement existant à la date de clôture.

Les facilités bancaires dont dispose le Groupe afin de réduire davantage son risque de liquidité sont les suivantes :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022	2021
Facilité disponible en :		
1 an	-	220 000
2 ans	-	95 000
3 ans	400 000	-
Après 5 ans	-	-

En 2022, le Groupe a souscrit à une facilité de crédit renouvelable syndiquée liée au développement durable (« syndicated sustainability linked revolving credit facility ») de 400,0 millions de dollars US fournie par 9 grandes banques avec une échéance à 3 ans (juin 2025) et 1+1 an(s) à la discrétion des prêteurs. Cette facilité de crédit est soumise à des KPI ESG liés à des objectifs de réduction des émissions de gaz validés par SBTi.

(d) Gestion du risque de capital

Le Groupe gère son capital de manière à assurer que les entités soient capables de poursuivre leurs activités et à maximiser le rendement pour les parties prenantes en optimisant l'équilibre entre dettes et capitaux propres. La stratégie globale du Groupe reste inchangée par rapport à 2021. La structure du capital du Groupe se compose principalement de fonds propres, comme indiqué à l'Annexe 19.

La position d'endettement (gearing) du Groupe est résumée de la manière suivante :

En US\$ 000		2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
Dette:			
Autres dettes, engagements liés aux obligations locatives inclus	(60 465)	(67 013)	
Prêts bancaires et gouvernementaux	(106 660)	(111 146)	
Fonds des membres - Certificats d'investissement global	(68 073)	(82 169)	
	(235 198)	(260 328)	
Trésorerie et équivalents	693 458	552 358	
Trésorerie moins dette nette	458 260	292 030	
Capitaux propres, y compris les participations sans contrôle	309 442	208 928	

(e) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers est déterminée comme suit :

- La juste valeur des actifs et passifs financiers dont les termes et conditions sont standards et négociés sur des marchés actifs et liquides est déterminée par référence à la cotation du cours de bourse ;
- La juste valeur des autres actifs et passifs financiers (hormis les instruments dérivés) est déterminée en accord avec les modèles de valorisation généralement acceptés, basés sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés, en utilisant les prix de marché observés et les cotations des vendeurs pour des instruments similaires ;
- La juste valeur des instruments dérivés est déterminée en utilisant des cotations de cours de bourse. Lorsque ces prix ne sont pas disponibles, on utilise l'analyse des flux de trésorerie actualisés qui applique des courbes de rendement en fonction de la durée des instruments pour les dérivés non optionnels et des modèles de valorisation d'option pour les dérivés optionnels. Les contrats à terme sur les devises étrangères sont valorisés en utilisant les taux de change à terme cotés et les courbes de rendement dérivées des taux d'intérêt cotés correspondant à la date d'échéance des contrats.

La direction considère que la valeur comptable des actifs et passifs financiers enregistrés au coût amorti dans les états financiers est proche de leur juste valeur. Conformément à la norme IFRS 7, paragraphe 29, la présentation de la juste valeur n'est pas requise lorsque la valeur comptable des actifs et passifs financiers est une estimation raisonnable de la juste valeur, comme c'est le cas pour les actifs courants et les dettes à court terme. Les actifs et passifs financiers sont en majorité à court terme et le taux d'intérêt moyen sur les contrats de location en cours ne diffère pas significativement des taux d'intérêt actuels.

L'analyse ci-dessous montre la comparaison par catégorie d'instruments financiers selon la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers du Groupe se trouvant dans les états financiers :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2022		2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Autres actifs financiers	9 255	9 255	6 576	6 576
Créances commerciales et autres créances	315 668	315 668	328 143	328 143
Actifs financiers dérivés	4 952	4 952	783	783
Trésorerie et équivalents de trésorerie	693 458	693 458	552 358	552 358
Dettes financières				
Fonds des membres	339 235	339 235	354 544	354 544
Emprunts	106 660	106 660	111 146	111 146
Autres dettes	15 027	15 027	15 040	15 040
Dettes commerciales et autres dettes	433 819	433 819	405 311	405 311
Instruments financiers dérivés	1 946	1 946	2 591	2 591
Passifs liés aux obligations locatives	42 647	42 647	47 108	47 108

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incluse pour le montant auquel l'instrument pourrait être échangé lors d'une transaction entre parties consentantes, hors les cas de vente forcée ou de liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont servi à estimer les justes valeurs :

- La trésorerie et les dépôts à court terme, les créances commerciales, les dettes commerciales et autres dettes à court terme se rapprochent de leur valeur comptable, en grande partie en raison de leur échéance à court terme ;
- Les créances à long terme à taux fixe sont évaluées en fonction de paramètres tels que le taux d'intérêt, des facteurs risques-pays, la solvabilité individuelle du client et les caractéristiques de risque de l'instrument financier. Sur base de cette évaluation, une provision est constituée pour tenir compte des pertes prévues sur ces créances. Au 31 décembre 2022, la valeur comptable de ces créances n'est pas substantiellement différente de la juste valeur calculée ;
- La juste valeur des instruments non cotés et des obligations prévues dans le cadre de contrats de location ainsi que d'autres dettes financières non courantes est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs, en utilisant les taux actuellement disponibles pour la dette à des conditions similaires, avec un même risque de crédit et des échéances similaires ;
- Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont estimées en utilisant une technique d'évaluation basée sur des calculs de valeur actualisée, avec des données de marché observables. Le modèle intègre des données diverses, comprenant la qualité de crédit de la contrepartie, les taux de change, le taux à terme et les courbes de taux d'intérêt ;
- La juste valeur des contreparties éventuelles dans le cadre de l'acquisition de la participation supplémentaire dans sa filiale SITAONAIR N.V. est calculée selon la méthode de la meilleure estimation des flux de trésorerie actualisés. L'actualisation des flux de trésorerie est basée sur le taux swap USD à 3 ans. La juste valeur n'est pas très sensible à un changement d'hypothèse car le montant d'acquisition (earnout) est plafonné et non limité dans le temps.

(f) Hiérarchie de juste valeur

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour la détermination et la présentation de la juste valeur des instruments financiers par la technique d'évaluation :

- Niveau 1 : la cotation (non ajustée) de prix sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : d'autres techniques pour lesquelles toutes les données ayant un effet significatif sur la juste valeur enregistrée sont observables, soit directement, soit indirectement ;
- Niveau 3 : les techniques qui utilisent d'autres données qui ont un effet significatif sur la juste valeur enregistrée et qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché.

En US\$ 000	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Autres actifs financiers	9 255	-	9 255	-
Créances commerciales et autres créances	315 668	-	315 668	-
Actifs financiers dérivés	4 952	-	4 952	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	693 458	693 458	-	-
Dettes financières				
Fonds des membres	339 235	-	339 235	-
Emprunts	106 660	-	106 660	-
Autres dettes	15 027	-	-	15 027
Dettes commerciales et autres dettes	433 819	-	433 819	-
Instruments financiers dérivés	1 946	-	1 946	-
Passifs liés aux obligations locatives	42 647	-	42 647	-

En US\$ 000	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Autres actifs financiers	6 576	-	6 576	-
Créances commerciales et autres créances	328 143	-	328 143	-
Actifs financiers dérivés	783	-	783	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	552 358	552 358	-	-
Dettes financières				
Fonds des membres	354 544	-	354 544	-
Emprunts	111 146	-	111 146	-
Autres dettes	15 040	-	-	15 040
Dettes commerciales et autres dettes	405 311	-	405 311	-
Instruments financiers dérivés	2 591	-	2 591	-
Passifs liés aux obligations locatives	47 108	-	47 108	-

La méthode d'évaluation utilisée pour les instruments de niveau 3 est expliquée au point (e) « Juste valeur des instruments financiers ».

Pendant l'année, il n'y a pas eu de transferts entre l'évaluation de juste valeur de niveaux 1 et 2, ni de transferts vers et au départ de l'évaluation de juste valeur de niveau 3.

27. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES

Acquisitions

Le Groupe n'a fait aucune acquisition en 2022.

En 2021, le Groupe s'est porté acquéreur de l'intégralité des parts de Safety Line S.A.S., une start-up française spécialisée dans les solutions numériques pour la sécurité et l'efficacité du transport aérien.

Cessions

Le 30 septembre 2022, le Groupe N.V. a cédé l'intégralité de ses participations dans Regulis S.A., basée au Luxembourg, à ISC Atlantic Services INC. Cette transaction a généré une plus-value de 0,4 millions USD pour le Groupe N.V.

Actifs et passifs non courants classés comme détenus en vue de la vente

Le Groupe a pris la décision en 2022, de vendre sa participation dans le groupe Aviareto Limited, une société Irlandaise qui gère le registre international pour les garanties internationales portant sur les biens aéronautiques, une base de données centralisée qui enregistre les intérêts internationaux dans les carcasses d'avion, les moteurs d'avion et les hélicoptères.

Tous les actifs et passifs détenus par Aviareto ont été reclassés en actifs et passifs non courants destinés à la vente.

La ventilation des actifs et passifs non courants destines à la vente au 31 Décembre 2022, incluant Aviareto et d'autres actifs incorporels (IPV4), se présente comme suit :

	ACTIFS	PASSIF
Aviareto Limited		
Immobilisations incorporelles	5 797	Passifs liés aux obligations locatives - non-courant
Immeubles, installations et équipements	258	Dettes commerciales et autres dettes
Droits d'usage liés aux contrats de location	2 376	Passifs liés aux obligations locatives - courant
Créances commerciales et autres créances	135	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 980	
	10 546	4 626
Immobilisations incorporelles (IPV4)	65 352	
Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	75 898	Passifs non courants classés comme détenus en vue de la vente
		4 626

28. ACTIVITÉS « PASSENGER SERVICES »

En 2019, le Groupe a décidé de se retirer du marché « Passenger Services ». Les opérations se sont terminées en 2022 à la l'extinction des derniers contrats clients.

Afin d'anticiper les impacts de cette décision sur sa performance financière future, le Groupe présente ci-dessous les résultats de l'activité « Passenger Services », y compris les activités Passenger Services Systems et l'activité réseau liée, ainsi que les résultats du Groupe en excluant cette activité.

Résultats de l'activité « Passenger Services »

Compte de résultat

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Chiffre d'affaires	27 456	64 312
Charges d'exploitation	(19 861)	(62 882)
Marge nette avant impôts	7 595	1 430
Charge d'impôt sur le résultat	(1 226)	(2 205)
Marge nette après impôts	6 369	(775)

Les charges d'exploitation se composent de coûts directs et indirects alloués à l'activité « Passenger Services ». Les charges directes sont allouées au centre de coût et les charges indirectes sont allouées au moyen de clés d'allocation internes (sur la base du chiffre d'affaires, des effectifs ou de l'utilisation).

Tableau des flux de trésorerie

L'analyse des flux de trésorerie nets issus des opérations et des activités d'investissement et de financement est la suivante :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Bénéfice net de la période	6 369	(775)
Ajustements relatifs aux éléments non-monétaires	(28 839)	(25 661)
Évolution du capital d'exploitation	(746)	4 531
Trésorerie nette des opérations	(23 216)	(21 905)
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement	-	-
Trésorerie nette utilisée dans les activités de financement	-	-
Augmentation/ (baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(23 216)	(21 905)

Ces mouvements ont été déterminés au moyen de tous les éléments du bilan en rapport avec l'activité « Passenger Services ». L'analyse des flux de trésorerie inclut par conséquent des mouvements sur des actifs et des passifs et des mouvements sur d'autres éléments du bilan tels que des créances commerciales et des dettes fournisseurs.

Les créances commerciales qui ont été prises en considération couvrent l'ensemble des créances de clients de l'activité « Passenger Services ». Les dettes fournisseurs qui ont été prises en considération couvrent l'ensemble des dettes en rapport avec le centre de coût de cette activité.

Résultats du Groupe excluant l'activité « Passenger Services »

Compte de résultat

	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021
Chiffre d'affaires	1 366 593	1 279 171
Charges d'exploitation	(1 297 178)	(1 265 013)
Bénéfice net d'exploitation	69 415	14 158
Revenus financiers	12 221	7 216
Frais financiers	(25 747)	(9 647)
Bénéfice avant impôts	55 889	11 727
Charge d'impôt sur le résultat	(26 433)	(22 676)
Bénéfice net/(Perte nette) de l'exercice	29 456	(10 949)

Tableau des flux de trésorerie

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Bénéfice net de la période	29 456	(10 949)
Ajustements relatifs aux éléments non-monétaires	85 469	171 212
Évolution du capital d'exploitation	26 633	(5 969)
Trésorerie nette des opérations	141 558	154 294
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement	64 207	(66 815)
Trésorerie nette utilisée dans les activités de financement	(38 270)	82 415
Augmentation/ (baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	167 495	169 894

29. ENGAGEMENTS ET CONTINGENCES

Poursuites judiciaires

Le Groupe a des passifs éventuels liés à des procédures judiciaires découlant de l'exercice habituel de ses activités. Au 31 décembre 2022, il n'y a ni litige, ni procédure significative en cours à l'encontre du Groupe pour lesquels des provisions n'auraient pas été constituées ou qui exigeraient des informations complémentaires (aucun en 2021). À la fin de l'exercice 2022, une partie de la provision prises pour faire face à des procédures judiciaires est couverte par une contingence dans la mesure où le Groupe sera remboursé par une tierce partie en cas de réalisation du risque.

Garanties de soumission, garanties d'exécution et lettres de crédit stand-by

Dans le cadre de son activité normale, le Groupe émet des garanties d'exécution en faveur de ses clients. Le Groupe n'a pas connaissance de contrats éventuels qui ne seraient pas exécutés, pouvant donner lieu à l'exécution d'une garantie. Par conséquent, aucune provision n'a été enregistrée.

A la fin de l'exercice 2022, le montant en cours s'élevait à 128,4 millions USD (2021 : 106,2 millions USD). Il convient de noter que ce montant de 128,4 millions USD inclut les obligations d'assurance exigées par les clients en vue de couvrir les engagements prévus aux contrats pour un montant de 45,5 millions USD.

Lignes de crédit

Au 31 décembre 2022, les lignes de crédit souscrites auprès d'institutions financières et conjointement garanties par le Groupe s'élevaient à 400,0 millions USD (2021 : 315,0 millions USD). Au 31 décembre 2022, les lignes n'étaient utilisées ni pour SITA SC ni pour SITA N.V.

30. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les rémunérations des administrateurs et des autres membres de l'équipe de direction versées durant l'année peuvent être détaillées comme suit :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		
Avantages à court terme	12 675	8 640
Versements de retraite	2 370	860
Total	15 045	9 500

En 2022, le personnel de direction est composé des membres du Conseil d'Administration et des 16 membres du Comité Exécutif de SITA.

Pour 2021, le personnel de direction est composé des membres du Conseil d'Administration, du Chief Financial Officer, des SVP Strategy and Business Support et SITA at Airports & Borders et des quatre présidents des zones géographiques.

La rémunération individuelle nette des administrateurs mentionnés ci-dessus s'établit comme suit :

En US\$ 000	2022	2021
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Rémunération brute	Rémunération brute
Barrière, Sonia	35,0	70,0
Békéssy, Emese	-	33,0
Boo, Hui Yee *	-	-
Crocker, Melvin	35,5	-
Dalibard, Barbara**	-	-
Doersam, Michael	32,5	-
Fehlmann, Dominique	86,5	14,5
Ferri, Nicolas	29,5	-
Gagey Frédéric	32,0	78,0
Gebremariam, Tewolde	29,0	29,0
Haun, Elizabeth	-	32,0
Hubbard, Russell	35,5	-
Jefri, Omar	107,5	91,0
John, Dirk	-	52,5
Matindi, Ladislaus	32,5	-
Meyer, Frank	104,0	48,0
Prümm, Pierre-Dominique	82,5	29,0
Rios, Juliana	32,5	-
Schuetz, Roland	-	30,0
Sieber, Stephan	68,0	69,0
Sinha, Sourav	65,0	40,0
Srinivasan, Arasnipala	98,5	84,0
Steer, Richard	-	26,0
Sundaram, Easwaran	-	29,0
Total	906,0	755,0

*Membre du conseil d'administration non rémunéré

**PDG et membre du conseil d'administration de SITA jusqu'au 27 octobre 2021, non rémunérée comme membre du conseil

31. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Selon la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées », les membres de SITA SC sont des parties liées. Il est cependant à noter que l'adhésion à la coopérative est très diluée, aucun membre ne possédant un pourcentage significatif des actions de SITA SC.

La plupart des ventes de l'année ont été réalisées auprès de membres de SITA SC. La présentation de données détaillées concernant les transactions et les soldes avec les parties concernées n'apporterait par conséquent que peu d'informations supplémentaires utiles.

32. HONORAIRES D'AUDIT ET AUTRES PRESTATIONS

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe a versé des honoraires au réseau PricewaterhouseCoopers pour un montant total de 2,9 millions USD pour des services d'audit ainsi que pour d'autres prestations non liées à l'audit.

La ventilation de ces honoraires est détaillée ci-dessous :

En US\$ 000	PwC Audit	PwC Network	Total PwC Network
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022			
Audit des Etats financiers	502	2 286	2 788
Autres procédures d'audit	10	3	13
Services fiscaux		25	25
Autres services non liés à l'audit	-	24	24
Total	512	2 338	2 850

33. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE DU BILAN

Aucun événement important pouvant conduire à un ajustement des états financiers n'est survenu après le 31 décembre 2022.

34. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nom de la filiale	Localisation	Participation (%)	2022	Droit de vote détenu (%)	2021	Droit de vote détenu (%)
SITA N.V.	Pays-Bas	41,4	100	41,4	100	100
SITA B.V.	Pays-Bas	41,4	100	41,4	100	100
SITA Technologies B.V.	Pays-Bas	41,4	100	41,4	100	100
SITA Manco B.V.	Pays-Bas	41,4	100	41,4	100	100
SITA Tonga B.V.	Pays-Bas	41,4	100	41,4	100	100
SITA Advanced Travel Solutions Pty. Ltd.	Australie	41,4	100	41,4	100	100
SITA Advanced Travel Solutions Ltd.	Royaume-Uni	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing Ireland Ltd.	Irlande	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing (India) Private Ltd.	Inde	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services France S.A.S.	France	41,4	100	41,4	100	100
Compagnie Internationale de Participations S.A.	Belgique	100	100	100	100	100
Sociedade Internacionale de Telecomunicacoes Aeronauticas do Brasil Ltda.	Brésil	100	100	100	100	100
SITA INC. Do Brasil Holdings Ltda.	Brésil	41,4	100	41,4	100	100
SITA INC Do Brasil Ltda.	Brésil	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services Burundi	Burundi	41,4	100	41,4	100	100
SITA Cameroon Sarl	Cameroun	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing Canada Inc.	Canada	41,4	100	41,4	100	100
CIP Chile S.A.*	Chili	41,4	100	100	100	100
SITA Information Networking Computing Colombia S.A.	Colombie	41,4	100	41,4	100	100
SITA Republica Dominicana S.A.	République dominicaine	100	100	100	100	100
SITA B.V./Jordan	Jordanie	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services Kenya Ltd	Kenya	41,4	100	41,4	100	100
ATS IT Services Mexico S. de R.L. de C.V.	Mexique	41,4	100	41,4	100	100
SITA Air Transport Industry Solutions Sdn. Bhd.	Malaisie	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services Lebanon (OS) Sal	Liban	41,4	100	41,4	100	100
SITA Telecommunications Nigeria Ltd.	Nigéria	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services LLC	Oman	41,4	100	41,4	100	100
SITA Pakistan (Private) Ltd.	Pakistan	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing (Asia Pacific) Pte. Ltd.	Singapour	41,4	100	41,4	100	100
Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques Greater China Holdings Pte. Ltd.	Singapour	41,4	100	41,4	100	100
PT SITA Information Networking Computing Indonesia	Indonésien	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing Thailand Co. Ltd.	Thaïlande	20,3	49	20,3	49	49
SITA IT Services Turks and Caicos Island LTD	Îles Turques et Caïques	41,4	100	41,4	100	100
LLC SITA Information Networking Computing (Ukraine) Ltd.	Ukraine	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing UK Ltd.	Royaume-Uni	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Networking Computing USA Inc.	USA	41,4	100	41,4	100	100
SITA Ventures Inc.	USA	41,4	100	41,4	100	100
Compania International de Participaciones CIP Venezuela S.A.	Venezuela	100	100	100	100	100
SITA Chad S.A.S	Tchad	41,4	100	41,4	100	100
SOFTWARE DESIGN S.P.A.	Italie	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services BY LLC	Biélorussie	41,4	100	41,4	100	100
SITA EWAS Application Services S.L.	Espagne	41,4	100	41,4	100	100
Aviareto Limited	Irlande	80	80	80	80	80
CHAMP Cargosystems S.A.	Luxembourg	41,4	100	41,4	100	100
CHAMP Cargosystems (UK) Limited	Royaume-Uni	41,4	100	41,4	100	100
CHAMP Cargosystems (Philippines) Inc.	Philippines	41,4	100	41,4	100	100
SITA Telecom S.A.S.	France	41,4	100	41,4	100	100
SITA Airport IT GmbH	Allemagne	29	70	29	70	70
SITA B.V. USA Inc.	USA	41,4	100	41,4	100	100
SITA Passenger Service System Operations (US) LLC	USA	41,4	100	41,4	100	100
SITA Passenger Service System (US) Inc.	USA	41,4	100	41,4	100	100
LLC SITA IT Services (ООО СИТА ИТ Сервисс) (Russia)	Russie	41,4	100	41,4	100	100
SITA Switzerland Sarl	Suisse	41,4	100	41,4	100	100
Champ Cargosystems (Switzerland) AG	Suisse	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services Switzerland Sarl	Suisse	41,4	100	41,4	100	100
CPS Systems Pty Ltd	Australie	41,4	100	41,4	100	100
SITA Technologies Australia Pty. Ltd.	Australie	41,4	100	41,4	100	100
SITA It Services (Beijing) Co. Ltd.	Chine	41,4	100	41,4	100	100
SITA Cambodia Ltd.	Cambodge	41,4	100	41,4	100	100
SITA Workbridge A/S	Danemark	41,4	100	41,4	100	100
Signature Technologies, Inc.	USA	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Technology Services Namibia (Proprietary) Limited	Namibie	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services Laos Co., Ltd	Laos	41,4	100	41,4	100	100
SITA Information Technology Services and Consultancy Doha LLC	Qatar	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services LLC	Mongolie	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services (SU) Limitada	Angola	41,4	100	41,4	100	100
Safety Line S.A.S.	France	41,4	100	41,4	100	100
SITA IT Services Algeria EURL**	Algérie	41,4	100	-	-	-
SITA Information Technology Services (Fiji) Pte Ltd**	Fiji	41,4	100	-	-	-
SITA IT Services Madagascar**	Madagascar	41,4	100	-	-	-
SITA IT SERVICES South Africa**	South Africa	41,4	100	-	-	-
Regulis S.A.***	Luxembourg	-	-	41,4	100	100
SITA Hong Kong Technology Ltd.****	Hong Kong	16,6	40	16,6	40	40
Champ Cargosystems GMBH	Allemagne	41,4	100	41,4	100	100
Global Logistics Worldwide Company for Development Freight Information Networks GmbH	Allemagne	41,4	100	41,4	100	100
Cargo Information Network France S.A.S.	France	10,4	25,0	10,4	25,0	25,0

* Société transférée à SITA N.V. en 2022

**Société créée en 2022

***Société vendue en 2022

****(In)directement détenue par Champ Cargosystems GmbH

Le Groupe, même s'il possède moins de la moitié des actions de SITA N.V., est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise grâce au contrôle de SITA Group Foundation (qui détient 59,7 % des actions de SITA N.V.). Les deux entités sont également gérées par la même équipe de management et en tant que telle, SITA SC a la possibilité d'utiliser son pouvoir sur SITA NV pour influencer le montant des rendements des investisseurs.

SITA B.V. contrôle SITA Information Networking Computing Thailand Co. Ltd, par le biais d'options.

DÉTAILS DES FILIALES NON ENTIÈREMENT DÉTENUES AVEC DES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les principales informations financières relatives à SITA N.V., la filiale du Groupe dans laquelle les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives, sont indiquées ci-dessous.

SITA N.V.	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021
Actifs courants	1 022 519	814 982
Actifs non courants	484 124	514 131
Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	65 352	152 848
Passifs courants	727 867	668 484
Passifs non courants	273 075	323 630
Détenteurs d'actions de la Société	570 517	489 539
Participations sans contrôle	536	308
 Total revenus	 1 391 684	 1 015 953
Total charges	(1 354 626)	(1 027 677)
Bénéfice/(Perte) attribuable aux propriétaires de la Société	36 820	(14 898)
Bénéfice/(Perte) attribuable aux participations sans contrôle	238	3 174
Bénéfice/(Perte) de l'exercice	37 058	(11 724)
Autre résultat global attribuable aux propriétaires de la Société	44 609	(1 425)
Autre résultat global attribuable aux participations sans contrôle	383	(1 910)
Autre résultat global de l'exercice	44 992	(3 335)
Total du résultat global attribuable aux propriétaires de la Société	81 429	(16 323)
Total du résultat global attribuable aux participations sans contrôle	621	1 264
Total du résultat global de l'exercice	82 050	(15 059)
Trésorerie nette des activités d'exploitation	99 920	100 980
Trésorerie nette des activités d'investissement	67 148	(64 814)
Trésorerie nette des activités de financement	(19 397)	87 235
Différences de change relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie	(1 199)	(1 818)
Mouvement net de trésorerie et équivalents de trésorerie	146 472	121 583

Les participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale SAITG sont peu importantes et elles ne sont par conséquent pas communiquées séparément. Elles sont incluses ci-dessus dans le résumé de SITA N.V.

La direction n'est pas informée d'éventuelles restrictions d'accès ou restrictions d'utilisation des actifs ou de règlement des dettes des filiales du Groupe.

0,4 million USD de dividende a été payé aux participations sans contrôle en 2022 (2021 : 0,1 million USD).

Groupe SITA

Rapport Annuel 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE INDÉPENDANT

BUREAUX MONDIAUX

Siège Social

SITA SC

Avenue des Olympiades 2
1140 Bruxelles
Belgium

Bureaux Régionaux

Americas

3100 Cumberland Boulevard
Suite 900
Atlanta, GA 30339
United States of America

Asia Pacific

11 Loyang Way
Singapore 508723
Republic of Singapore

Middle East, India & Africa

Holcom Building
Cornich Al Nahr
Beirut - Lebanon

Europe

26 Chemin de Joinville
1216 Cointrin
Geneva
Switzerland

www.sita.aero



RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES CV SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques CV (la « Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 16 juin 2021, conformément à la proposition des administrateurs émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2023. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés du Groupe durant 8 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et un état consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces comptes consolidés font état d'un total de l'état consolidé de la situation financière qui s'élève à USD (000) 1 623 195 et d'un compte de résultat consolidé qui se solde par un bénéfice net de l'exercice de USD (000) 35 825.

À notre avis, ces comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2022, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu des administrateurs et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

PwC Bedrijfsrevisoren BV - PwC Reviseurs d'Entreprises SRL - Financial Assurance Services

Maatschappelijke zetel/Siège social: Culliganlaan 5, B-1831 Diegem

Vestigingseenheid/Unité d'établissement: Generaal Lemanstraat 67, B-2018 Antwerpen

T: +32 (0)3 259 3011, F: +32 (0)3 259 3099, www.pwc.com

BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles / ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB /

BELFIUS BE92 0689 0408 8123 - BIC GKCC BEBB



Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités des administrateurs relatives à l'établissement des comptes consolidés

Les administrateurs sont responsables de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe aux administrateurs d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'ils ne peuvent envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes consolidés en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficience ou l'efficacité avec laquelle les administrateurs ont mené ou mèneront les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par les administrateurs du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs, de même que des informations les concernant fournies par ces derniers;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par les administrateurs du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du Groupe. Nous assumons l'entièvre responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux administrateurs et au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités des administrateurs

Les administrateurs sont responsables de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés et des autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur cet élément.



Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice, et a été établi conformément à l'article 3:32 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes consolidés.

Anvers, le 28 Avril 2023

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
Représentée par

DocuSigned by:

Sofie Van Grieken
315D1D81979F453...
Sofie Van Grieken
Réviseur d'Entreprises